revue politique militante

mobilisation

vol. 3, no 8 juin 1974 cinquante cents

La lutte des travailleurs chez REMI CARRIER



aussi

SUR LE TRAVAIL DE FORMATION

ENTREVUE AVEC LE COMITE DE SOLIDARITE AVEC LES LUTTES OUVRIERES

TROIS TEXTES SUR LA CHINE

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

Comité de rédaction:
J. Grenier, D. Gravel, A. Lavoie (APLQ), J. Massé (APLQ), G. Raymond (CRIQ), F. Lemay (Librairie progressiste), P. Beauder (secrétaire à la rédaction).

Pour abonnements et correspondance, prière de vous adresser à:

MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tél.: 522-1373

Diffusion aux librairies à Montréal

Agence de Presse libre du Québec,
2074 Beaudry, Montréal,
Tél.: 522-1175

A Paris vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **LA JOIE DE LIRE**,
40 rue St-Sévérin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.
Composé et imprimé aux presses de l'APLQ

Les articles de *MOBILISATION* (volumes 1, 2 et 3) sont indexés dans le Répertoire analytique d'articles de revues du Québec qu'on peut consulter à la Bibliothèque nationale à Montréal.

AVIS IMPORTANT

Nous sommes en train de travailler à diverses recherches sur l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste au Québec. Nous demandons aux lecteurs de la revue à nous donner un coup de main pour cette tâche en nous faisant parvenir les livres, documents, journaux, revues, etc...tout matériel écrit qu'ils auraient et qu'ils seraient disposés à nous donner ou à nous prêter. Cette contribution à notre recherche est indispensable à l'heure actuelle et si vous pouvez aider, vous pouvez nous contacter à la permanence de la revue à la librairie progressiste.

Le comité de rédaction

P.S. Nous serions extrêmement reconnaissants entre autres si nous pouvions trouver les numéros de l'édition de 1971-72 de Mobilisation.

SOMMAIRE

Bilan Rémi Carrier

Cette grève des travailleurs de Rémi Carrier, une petite entreprise de l'est de MOntréal en 1972 a profondément marqué l'évolution des groupes progressistes jusqu'à maintenant. Le bilan nous replonge dans les évenements de ce temps, mais fait aussi ressortir les grandes leçons de cette lutte aux multiples implications politiques.

Sur le travail de formation

Un groupe de militants, impliqué depuis près de trois ans dans un travail de formation avec des syndicats locaux et des groupes populaires, tente d'analyser deux de leurs expériences. Ce texte est complémentaire au bilan Rémi Carrier en ce qu'il apporte de nouveaux éléments sur la question de LIAISON aux luttes ouvrières. Ce texte est suivi d'un aperçu général sur les perspectives de travail du groupe.

Entrevue avec le Comité de soli darité avec les luttes ouvrières

Cette entrevue donne une description du travail du Comité de Solidarité. Ce texte aussi poursuit la réflexion sur la question du soutien aux luttes ouvrières en ce qu'il amène une description d'une conception différente de celle exprimée dans le bilan Rémi Carrier sur le travail idéologique de soutien.

Trois textes sur la Chine

La Chine, ce bastion du socialisme mondial, représente pour les militants socialistes une source énorme de leçons politiques, tant au niveau de l'organisation révolutionnaire et des problèmes tactiques et stratégiques que sur la construction du socialisme et ses aspects idéologiques, politiques, économiques, etc...C'est surtout de ce deuxième aspect, celui de la **construction du socialisme** que nous avons voulu aborder. Nous touchons d'abord le sujet par un texte produit par des militants québécois qui ont visité la Chine l'an dernier. Ils y rapportent des images vivantes et des éléments d'analyse permettant d'apprendre concrètement de la révolution chinoise. Ils ont intitulé leur texte **l'Avenir est radieux mais le chemin est tortueux** selon l'expression chinoise qui signifie que le chemin de la révolution est long, qu'il parcourt de multiples détours avant d'arriver au but.

Ensuite, un texte d'analyse sur la signification de la campagne actuelle de critique contre **Lin Piao et Confucius**, une campagne se situant dans la continuité de la révolution culturelle. On peut y voir l'importance de la lutte contre les déviations "ultra gauchistes" et la méthode que prennent les chinois pour solutionner cette contradiction.

Finalement, nous présentons un court texte introductif sur la situation économique en Chine. **Pourquoi il n'y a pas d'inflation en Chine** nous donne quelques points de repère pour se trouver dans une question d'une actualité très grande dans les pays capitalistes "avancés".

La lutte des travailleurs chez REMI CARRIER

En novembre 1971, quelques mois avant le conflit du front commun au printemps 72, les travailleurs de Remi Carrier, une petite entreprise de l'est de Montréal, sortaient en grève pour lutter jusqu'à la victoire quelques six mois plus tard.

La signification de cette lutte fut double: d'abord au niveau de la syndicalisation des travailleurs d'une petite entreprise, ensuite et surtout sur la question de l'intervention des militants du CAP Maisonneuve qui entrèrent de plein pieds dans la grève pour y retirer leur première expérience majeure de liaison avec la classe ouvrière.

Au-delà des évènements qui se passaient directement sur le terrain [organisation de la grève, manifestation, travail de formation et de propagande, etc...], le conflit de Rémi Carrier eut un retentissement parmi des couches importantes de travailleurs militants et dans l'ensemble du mouvement socialiste à Montréal. Le conflit chez Carrier se déroulat au même moment où le débat se développait dans le mouvement socialiste sur la question de la voie à suivre: continuer sur les traces du FRAP de 1970 dans un travail de propagande et basé sur une ligne social-démocrate et réformiste, ou amorcer un travail d'organisation et de formation politique directement dans la classe ouvrière, d'où les concepts d'"implantation" dans les entreprises comme priorité à réaliser à l'étape actuelle.

De ce débat sont issus divers courants qui continuent de s'affronter dans le mouvement militant au Québec, et les questions qui sont touchées dans le bilan de la grève chez Remi Carrier sont toujours vivantes à l'heure actuelle quoique dans un contexte quelque peu modifié par la conjoncture générale et les leçons que les militants on pu tirer dans leur travail pratique.

Le bilan de la lutte chez Carrier, tout en nous plongeant dans l'analyse d'un évènement marquant dans l'histoire du mouvement socialiste à Montréal [et à cet égard rajoute de façon pratique à l'analyse parue dans le no. 1 de cette année "Début d'un mouvement socialiste à Montréal"], reprend des éléments de réflexion sur le travail militant en usine éminament présents dans la conjoncture.

Dans notre prochain numéro, nous publierons un autre bilan d'une lutte dans une petite entreprise qui situera de façon concrète les leçons apprises chez Remi Carrier.

MOBILISATION

Le développement des forces productives

Le schéma représente le développement de l'entreprise Rémi Carrier inc. depuis 1950 jusqu'au 9 novembre 1971. On peut voir qu'à partir de ses débuts artisanaux à Québec, l'entreprise s'est diversifiée à la fois sur le plan géographique et sur celui de la production.

Ainsi, de 1950 à 1956, Remi Carrier inc. n'est qu'une petite boutique familiale qui fabrique des tapis de caoutchouc brochés à partir de vieux pneux. Les 4 ou 5 travailleurs de l'entreprise sont payés au pied carré de tapis produits: tout d'abord, ils recoivent $0.10 le pi. ca. pour un salaire moyen de $40.00 par semaine, le salaire minimum de l'époque. A ce moment, Carrier baisse même le salaire à $0.08 le pi. ca. pour forcer les travailleurs à augmenter leur production.

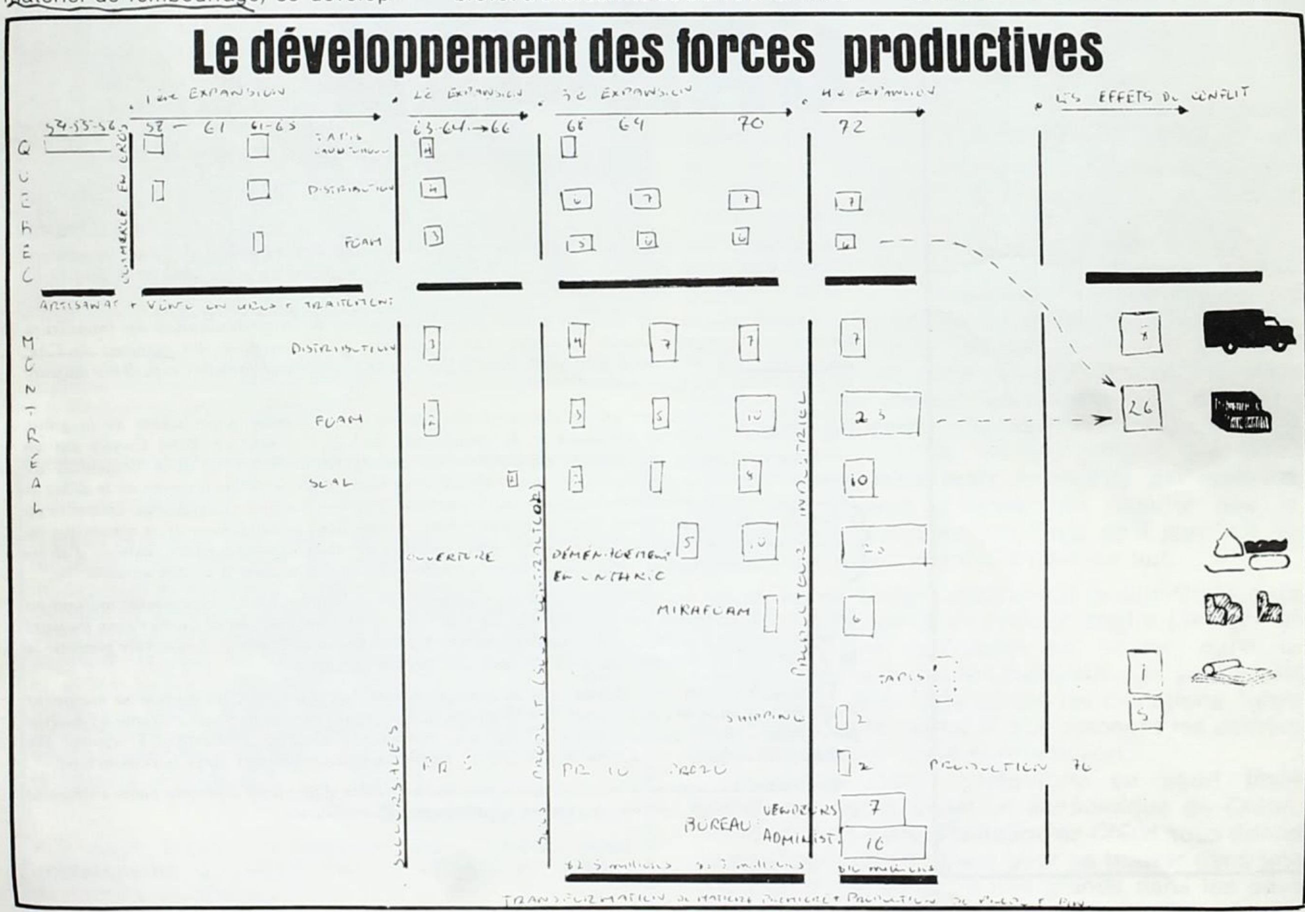
La première expansion survient vers 1956, alors que Carrier ouvre son département de la **distribution** avec 4 ou 5 nouveaux travailleurs: il s'agit de la vente en gros de matériel de rembourrage. Les deux aspects de son entreprise (tapis et distribution de matériel de rembourrage) se développent sans liens directs entre eux et de façon indépendante. Ainsi, en 1968, Carrier se débarrasse de son département de fabrication de tapis. Par contre, en 1960, il achète sa première machine, une grosse scie horizontale qui débite le "foam", ce qui augmente considérablement son département de distribution.

Vers 1963-64, **deuxième expansion**: la distribution fonctionne si bien que Carrier ouvre deux succursales: une à Montréal (rue Aird), l'autre à Moncton (Nouveau-Brunswick). La succursale de Moncton ferme en 1968. Celle de Montréal, qui sert au départ de point d'écoulement de la marchandise, va se diversifier et servir de base pour sa **troisième expansion:**

En effet en 1968, Carrier démenage de la rue Aird à la rue Ontario. Dans ce nouveau local, il installe une machine de "hot Seal", machine qui sert à "souder" la cuirette ensemble (pour servir de matériel de recouvrement). Il ajoute un département de **transformation de matière première** à son département de production. Son industrialisation s'accélère alors: en juillet 1968, il fait entrer le procédé "Deep Seal", un nouveau procédé industriel sur lequel il possède un brevet d'exclusivité de 8 à 10 ans. Avec le "Deap Seal", on est maintenant capable de "souder" la cuirette au foam en plus grande quantité et plus rapidement. La production augmente beaucoup dans ce département.

Avec ces bases, Carrier obtient son premier gros contrat avec la compagnie Bombardier pour la fabrication de bancs de moto-neige. Carrier à ce moment entre dans la "grande famille" des sous-contractants de Bombardier qui plus tard songera même à acheter Carrier. Les départements du Seal, du Foam et de la distribution grossissent. Il lui manque cependant un autre élément: le **rembourrage.** Cette partie du travail est d'abord accordée en sous-contrat à une petite compagnie de St-Lin (près de St-Jérome). Mais bientôt, il convainc le patron de cette petite compagnie de venir s'installer dans les locaux de la rue Ontario, et à partir de ce déménagement, Carrier s'en sert comme base pour partir son propre département de rembourrage en 1970-71: **quatrième expansion.**

Il acquiert le procédé exclusif du Mira-Foam, procédé de fabrication de meubles en foam recouverts de plusieurs couches de produits polymérisés appliqués au fusils-pression. Le procédé pourra éventuellement être appliqué aux bancs de moto-neige et



lui assurer ainsi l'exclusivité des contrats en ce domaine (du moins pour un temps). C'est à cette époque qu'il obtient une subvention de $47,850.00 du Ministère de l'expansion économique régionale. Il double la superficie de son usine et oeuvre un nouveau département: celui de la distribution de tapis en gros. Ce département n'a que peu d'importance à ce moment et est intégré au département de la distribution de foam. On peut penser toutefois que Carrier avait des plans dans la tête pour agrandir encore son département de distribution.

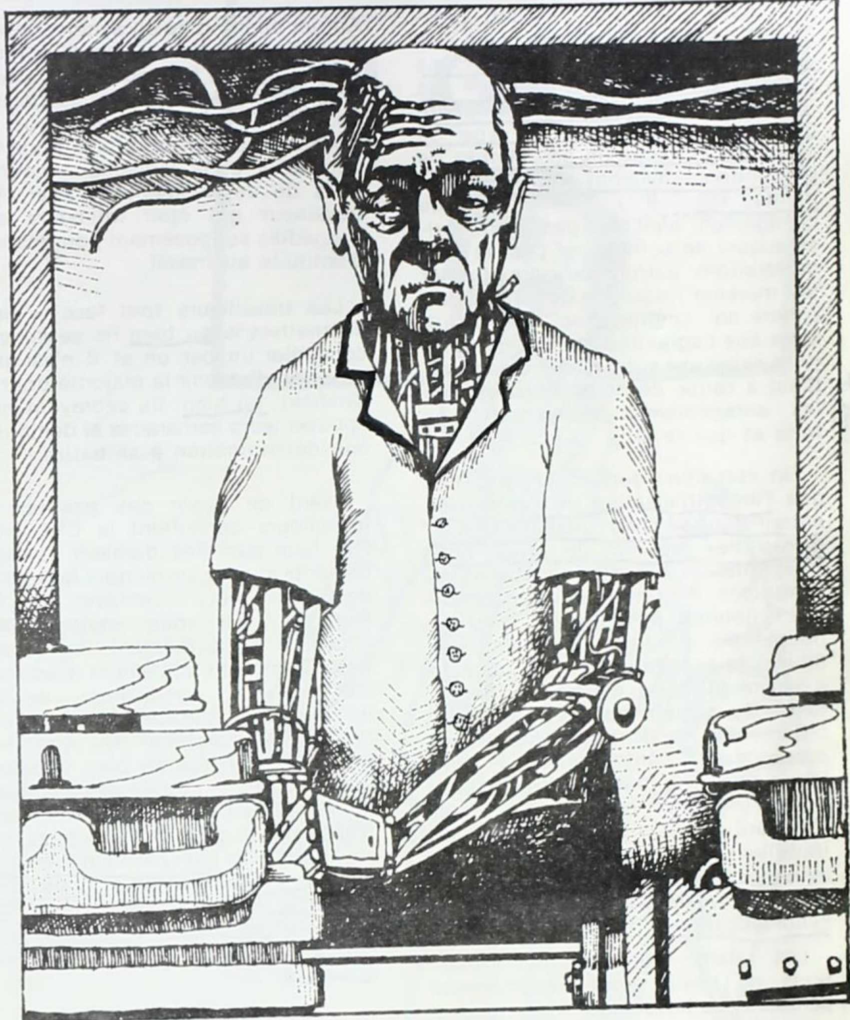
Au moment où le conflit éclate, l'entreprise Rémi Carrier inc. est en pleine expansion. Elle emploie environ 75 travailleurs à la production; la période de rodage au département de Mira-Foam est terminée et tous les départements fonctionnent à plein rendement.

Résumons donc: A partir de débuts artisanaux Carrier s'est orienté vers la vente en gros, puis vers la transformation de matières premières et la fabrication de produits finis. Il diversifie sa machinerie et ses procédés de production: de la grosse scie horizontale pour débiter le foam, en passant par les machines de "Seal" pour souder le foam et la cuirette, la "colle", les machines à coudre, les fusils-pression, etc...

Les rapports de production

La diversification de l'entreprise amène une diversification du travail. Depuis 1968, la spécialisation du travail va en s'accentuant: chaque département fait un travail spécifique et les différents départements sont interdépendants. Ainsi, par exemple, le département du foam est central dans l'entreprise: il alimente la distribution, le Seal, le rembourrage et le Mira-FOAM. Chacun de ces départements est relativement petit (de 5 à 10 travailleurs) controlé par plusieurs contremaîtres-sous-gérants et petits boss de toutes sortes. En 1971, on trouve 71 travailleurs à la production qui scient et découpent le foam, qui le collent, le soudent et le "sealent" à la cuirette, qui est à son tour coupée, cousue et installée sur des bancs qu'on rembourre, etc...En plus, une vingtaine de travailleurs sont employés à la distribution (de foam et de tapis) et à l'administration.

Chacune de ces tâches spécialisées ne nécessite pas un long apprentissage. Cela permet à Carrier d'employer en grande partie des jeunes (de 20 à 25 ans) et des femmes (plus du tiers des employés). Les premiers sont sans expérience et les plus touchés par le chômage. D'une certaine façon, ils



n'ont pas le choix. Lorsqu'ils commencent à acquérir de l'expérience, donc de "mériter" une augmentation, Carrier les met à la porte. D'autres sont mêmes congédiés avant d'avoir acquis un peu d'expérience, dans des creux de production par exemple. Cela provoque un "turn over" de plus de 100% par année.

C'est pour ces raisons que Carrier est en mesure de maintenir les salaires au minimum. En 1950, les travailleurs étaient payés $40.00 par semaine, le salaire minimum de l'époque. En 1971, la moyenne des salaires est de $1.70 l'heure, le taux minimum dans ce secteur de l'industrie. La jeunesse, le manque d'expérience et le taux de roulement des travailleurs les rend divisés et faibles face aux patrons, ce qui encourage la compétition et le rendement maximum de production. Le paternalisme et l'esprit de "petite shop" est habilement conservé par les boss, petits, moyens et grands. La parcellisation du travail en de multiples unités de production de petite taille accentue l'isolement des travailleurs face aux patrons.

Un autre facteur important intervient dans l'entreprise: c'est le phénomène des clans. On pourrait les diviser en deux types: les clans familiaux comme celui qu'on retrouve au département de rembourrage, clan formé au départ à partir de la petite entreprise familiale de St-Lin. Il y a aussi des clans d'amis, c'est-à-dire qu'une bonne partie du personnel embauché consiste en "chums" de gens travaillant déjà chez Carrier. C'est aussi qu'on retrouve par exemple un "clan" de jeunes tous originaires d'un coin de la Gaspésie. Ce facteur est important parce qu'il contrecarre relativement la division entrainée par le taux de roulement élevé causé par les "slaks" et les congédiements.

Ce phénomène des clans est assez typique aux petites entreprises: tout le monde se connait et forme des groupes d'amis restreints se tenant ensemble. Chez Carrier, le passage d'une entreprise de type artisanale à

une petite entreprise, en fait presqu'une moyenne entreprise, crée une sorte de débalancement: les clans demeurent, le paternalisme et les rapports habituels dans une petite entreprise aussi, mais le type de production change un peu: lignes de production, division entre départements, etc... Il y a une sorte de changement qualitatif dans l'entreprise auquel ne correspond plus le type de relations patrons-ouvriers. Carrier fait marcher l'affaire comme si c'était encore sa "petite shop" bien à lui, alors que l'agrandissement de l'entreprise exige une autre manière de gérer. C'est à cause de cette situation que les antagonismes deviennent très forts et que la crise va éclater.

On voit donc surtout depuis 1968 que l'industrialisation de l'entreprise entraîne une série de conséquences au niveau des rapports de production. L'exploitation du capital variable et les conditions de travail qui l'accompagnent (journée de 9 heures, overtime obligatoire, conditions sanitaires pénibles) la prolétarisation de la main d'oeuvre (division du travail, importance du secteur de production par rapport aux services de distribution, présence des contremaîtres...) développe chez les travailleurs la conscience de leur exploitation. C'est d'ailleurs depuis 1968 que des travailleurs chez Carrier parlent de se syndiquer. Mais le taux de roulement de la main-d'oeuvre rend le travail de syndicalisation difficile.

Les salaires sont bas, les conditions de travail sont extrêmement pénibles, les travailleurs n'ont aucune sécurité d'emploi, le patron et les contremaîtres sont rois et maîtres. Face à cela, des travailleurs jeunes et sans expérience, divisés entre eux dans leur petit département, entre hommes et femmes, les différents clans, etc... Pourtant, de façon individuelle et isolée, les travailleurs désirent s'organiser. En novembre 1971, un prétexte déclenche l'action. Carrier embauche des gardes de sécurité, qui, en plus des contremaîtres et des petits boss, espionnent les travailleurs. C'est alors que la "résistance passive", individuelle (les travailleurs qui écoeurés s'en allaient ou ralentissaient le travail...) se manifeste en résistance ouverte de la part de quelques-uns qui font signer des cartes d'adhésion à la CSN. C'est là que débute véritablement le conflit de Rémi Carrier.

Début du conflit

Le 8 novembre 1971, le patron Carrier apprend qu'un syndicat est en formation dans son usine. Il réunit les travailleurs sur les heures de travail et propose la création d'une association de boutique." Un travailleur en particulier s'oppose à la proposition de Carrier et le lendemain matin, 4 filles du département du Seal et le travailleur qui était intervenu sont congédiés supposément pour manque d'aptitude au travail.

Les travailleurs font face à deux alternatives% ou bien ils se laissent congédier un par un et il n'est plus question d'obtenir la majorité pour un syndicat, ou bien, ils débrayent pour appuyer leurs camarades et démontrer leur détermination à se battre.

Avant de poser des gestes, les travailleurs consultent la CSN pour leur faire part des derniers développements et pour savoir quoi faire. Plus de 40 sont prêts à débrayer. La CSN leur dit: "Si vous voulez sortir, sortez..." A ce moment, les jeunes travailleurs sont totalement dépourvus d'expériences syndicales, et ce manque d'expériences les amène à dépendre entièrement des directives de la CSN. Il existait bien quelques leaders parmi le groupe de travailleurs qui veulent sortir, mais même ceux-là n'avaient pas plus d'expériences que les autres. Les gars savaient bien qu'il fallait se tenir ensemble, mais cette solidarité était seulement alimentée par l'esprit de clan, une solidarité plus émotive et spontanée que réfléchie et objective.

Après la "brillante" directive de la CSN, 40 des 75 travailleurs de l'usine sortent, sans toutefois que la majorité des travailleurs signent leur carte syndicale, et sans que la demande en accréditation ne soit déposée au Ministère du travail.

Cette directive de la CSN fut sévèrement critiquée plus tard pendant le déroulement du conflit. Aujourd'hui, avec le recul, on peut émettre quelques hypothèses. On peut se demander si les travailleurs avaient d'autre choix que celui-là, si les conditions étaient réunies pour mener la lutte autrement, et si la CSN pouvait soutenir d'autres moyens de mener les luttes que par la grève "sauvage" ou légale. Retournons aux faits.

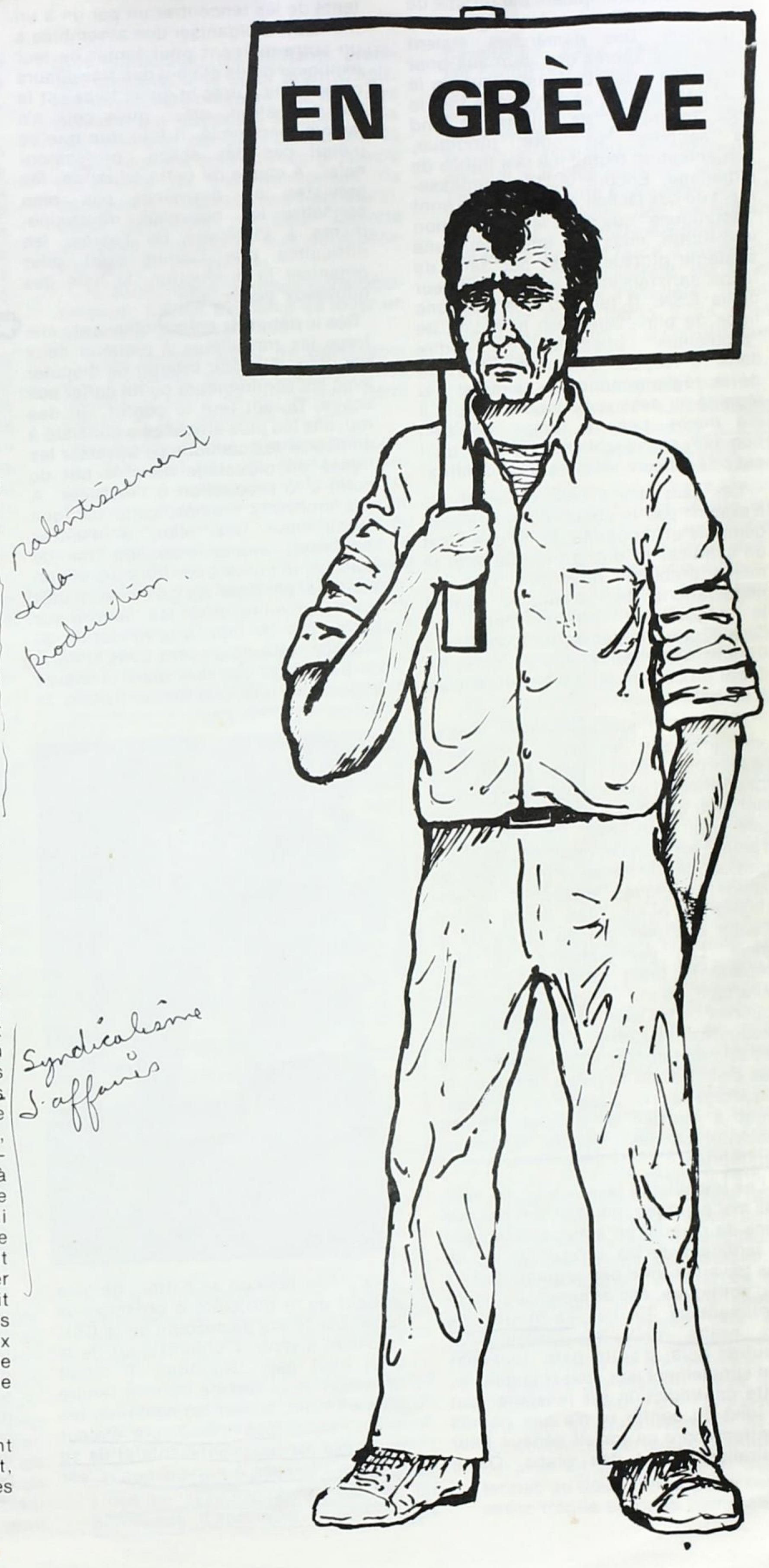
Premièrement, lors de la réunion convoquée par Carrier pour proposer la création d'un syndicat de boutique, la majorité des travailleurs était prêt à accepter un tel syndicat dû à leur manque d'expériences et au climat paternaliste qui règnait dans l'usine. Rémi Carrier disait: "On est capable de régler nos problèmes ensemble, on n'a pas besoin de la CSN..." Comme on le sait, un travailleur s'opposa énergiquement à la proposition de Carrier et des discussions sur la question des salaires s'ensuivirent; le climat tourna alors à la pagaille. Si à ce moment, les gars avaient été plus expérimentés, plus organisés, ils auraient pu prévoir une telle réaction des patrons et faire semblant d'accepter sa proposition. Alors, ils n'avaient qu'à retarder la création d'un syndicat de boutique en disant par exemple que l'idée n'est pas bête, que l'on avait pensé mais que l'on aimerait en discuter encore entre nous autres avant de prendre une décision, etc...Cela aurait permis de gagner du temps, de poursuivre le travail de signature des cartes, d'obtenir la majorité et de déposer la demande en accréditation en bonne et due forme.

Mais à ce moment, les gars étaient complètement à la remorque de la CSN qui selon son fonctionnement habituel a agi de façon très bureaucratique en se limitant aux formalités légalistes du Code du travail (la question de la "majorité" des signatures) et en négligeant de faire un long et patient travail de clarification et d'organisation avec les gars, et même en abandonnant toutes tactiques à employer en de telles circonstances qui étaient facilement prévisibles. De plus, même au niveau de la "légalité" bourgeoise, la CSN fut nulle: la requête en accréditation ne fut présentée que deux mois après le début du conflit.

Deuxièmement, au niveau des travailleurs, Remi Carrier était considéré par la majorité comme un "bon gars"; il avait fait des sacrifices pour bâtir son entreprise, pour arriver jusque-là. Les travailleurs voyaient bien les différences entre Carrier et eux-mêmes: ce sont eux qui gagnaient des salaire de famine, ce sont eux qui travaillaient dans des conditions très pénibles, etc...Mais leur solidarité, leur unité n'étaient pas des bases à ce moment pour une juste compréhension de leurs conditions de classe. Ils en étaient au niveau de l'"instinct" de classe. Lorsque les 5 travailleurs se sont faits congédiés, auraient-ils pu organiser la résistance à l'intérieur de l'usine au lieu de débrayer? Par exemple, par le ralentissement de la production. Dans les conditions qui existaient à ce moment-là, cela aurait exigé beaucoup de temps et d'énergies pour les

travailleurs et il aurait aussi fallu que l'organisateur de la CSN leur donne un bon coup de main. Ce dernier, comme la plupart des organisateurs syndicaux, mènent plusieurs conflits à la fois et essaient de les régler le plus tôt possible dans les cadres prévus par le Code du travail. Dans ce contexte, le "ralentissement de la production" par exemple, qui implique que les gars décident eux-mêmes de l'utilisation des outils de travail et qu'ils des outils de travail et qu'ils déterminent eux-mêmes les cadences, question de l'organisation capitaliste du travail, n'est vu que comme dernier recours par les centrales syndicales à l'heure actuelle. Ralentir la production, ça veut dire apprendre collectivement à exercer le pouvoir dans l'usine, et ça, c'est défendu dans le code du travail. Les syndicats, avec leurs méthodes de travail traditionnelles n'organisent pas les gars à la base et peuvent très difficilement soutenir ce type d'action. C'est ce genre d'actions qui aurait permis d'impliquer plus de travailleurs et ainsi continuer la signature des cartes. En même temps, cela aurait permis une clarification des intérêts de classe et la consolidation d'un groupe de travailleurs à l'intérieur de l'usine qui aurait du prendre la direction de ces luttes. C'est de cette façon que la majorité des travailleurs auraient appris la nécessité de s'organiser et comment s'organiser, et aussi, cela aurait fait ressortir les contradictions du syndicalisme d'affaires. C'est pour toutes ces raisons que la CSN, comme les autres centrales d'ailleurs, n'est pas prête à franchir ces pas. La CSN était prête à syndiquer la shop, mais dans la tradition du syndicalisme d'affaires, où la collaboration avec les boss est toujours "possible". Tout ce que l'on a à faire, c'est de suivre le code du travail et on pourra ainsi réduire l'exploitation sans heurts et sans violence. Le type d'organisation que l'on propose aux travailleurs correspond donc aux nécessités juridiques du code du travail et on ne va pas plus loin: des cartes à signer, nommer un président, un vice-président, un trésorier, etc...une requête à déposer une fois la majorité obtenue et on ne fait rien d'autre. C'est ce qui s'est fait chez Carrier. C'est dans ce contexte que le permanent était absolument incapable de proposer une forme de lutte aux gars qui aurait correspondu à leurs forces. "Si vous voulez sortir, sortez..." a-t-il dit aux travailleurs; il a joué un rôle de laisser-faire au lieu de jouer un rôle de direction.

De toutes façons, les gars sont sortis, sans direction. Au début, l'enthousiasme était très fort. Les



travailleurs participaient par groupe de 10 ou de 20 sur les lignes de piquetage. Des démarches étaient entreprises auprès des journaux pour diffuser la lutte. L'organisateur de la CSN pour sa part se voit confié tout le côté "technique" de la lutte: le fond de secours, le côté juridique, l'organisation technique des lignes de piquetage. Encore là, l'accomplissement de ces tâches, qui en fait ne sont "techniques" que dans leur réalisation immédiate, mais qui impliquent une stratégie globale, n'est pas faite de façon satisfaisante par l'organisateur de la CSN. Il tente d'organiser une ligne de piquetage avec le moins de "problèmes" possible, c'est-à-dire dans le respect quasiment religieux de la règlementation à ce sujet: la légalité au dessus de tout. En plus, il n'a même pas le temps de s'en occuper convenablement parce qu'il est pris ailleurs avec d'autres conflits.

Les gars face à cela suivaient. Ils n'avaient pas le choix, complètement démunis et ignorants de ce que c'est un syndicat et une grève. Ce sera le même problème plus tard avec les négociations: les travailleurs suivent le négociateur professionnel qui "deale" avec le patron les conditions de leur exploitation. Malgré cela, au début du conflit, **les gars sont résolus à se battre.**

A l'intérieur, une trentaine de scabs, pour la plupart des gars qui n'étaient pas sortis au début, essayent de faire fonctionner l'usine avec des patrons tant bien que mal. Les scabs sont des gars qui soit ont certains liens d'amitié avec Carrier, soit des gars qui sont obligés de travailler (des pères de famille...quelques étudiants et immigrés en plus). Plus de la moitié d'entre eux partiront au cours de la grève. Les départements les plus importants, foam, rembourrage, seal, Mirafoam, sont les plus durement touchés. Cela désorganise la production et Carrier ne sera jamais capable de ramener la production à ce que c'était avant la grève. En plus, le piquetage à l'extérieur nuit grandement à l'entrée et à la sortie du matériel. La grève touche durement l'entreprise.

Les travailleurs face aux scabs sont pas mal partagés: certains avaient des liens de parenté ou amicaux avec eux et tentaient de les convaincre de ne pas travailler avec des arguments très peu politiques, des arguments surtout sentimentaux. En fait, l'attitude face aux scabs était très conciliante. D'autres gars, d'autre part, voulaient tout simplement leur casser la gueule. Cette contradiction fut présente tout au long du conflit et n'a pas permis d'entreprendre un travail sérieux pour neutraliser l'effet des scabs. On a tenté de les rencontrer un par un à un moment, d'organiser une assemblée à un autre moment pour tenter de leur expliquer qu'ils étaient des travailleurs comme les autres et qu'ils faisaient le jeu du patron, etc... mais cela n'a jamais fonctionné. Il faut dire que ce n'était pas des scabs "professionnels". A cause de cette situation, les grévistes ne pouvaient pas bien connaître les nouveaux développements à l'intérieur de l'usine, les difficultés que Carrier avait pour organiser la production, la liste des nouveaux scabs, etc...

Dès le début, la police intervient: elle force les travailleurs à piqueter deux par deux. Elle leur interdit de discuter avec les camionneurs ou de parler aux scabs. Durant tout le conflit, un des moyens les plus efficaces a consisté à empêcher les camions de traverser les lignes de piquetage dans le but de nuire à la production à l'intérieur. A des moments donnés, cette tactique fonctionnait très bien, à d'autres moments, moins bien. En fin de compte, la police était toujours là non pas pour protéger les gars mais plutôt pour leur nuire, pour les "mettre sur les nerfs". Un soir, à la fermeture de l'usine, une auto a foncé dans la ligne de piquetage blessant deux ouvrières et pour une fois, comme par hasard, la police n'y était pas.



Malgré le désir de se battre, les gars avaient de la difficulté à organiser la lutte. Les fonds de secours de la CSN tardaient à venir. L'organisateur de la CSN était peu disponible. Il fallait organiser le piquetage pour le rendre plus efficace, arrêter les camions, les scabs, etc... Les travailleurs étaient dépassés par les événements et ils se sentaient laissés à eux-mêmes. C'est dans ce climat d'insécurité et de confusion que le **CAP Maisonneuve intervient** le 22 novembre 1971, deux semaines après le début de la grève.

L'intervention du CAP

A ce moment, le CAP Maisonneuve sortait à peine d'une réorientation qui l'avait amené à critiquer son orientation générale passée. En cela, les militants de Maisonneuve amorçait la critique de la tendance à l'animation sociale dans le FRAP. Ils voulaient sortir de l'activisme traditionnel du FRAP (plus préoccupé de participer à toutes sortes de luttes sur lesquelles il était possible de faire un travail d'agitation et de dénonciation large, comme la lutte contre l'autoroute est-ouest), se démarquer des conceptions réformistes présentes au FRAP (proches des positions du "deuxième front" de la CSN), et construire des bases plus solides d'organisation dans les entreprises, au sein même des travailleurs. C'est ce cheminement qui est d'ailleurs expliqué dans le "Début d'un mouvement socialiste à Montréal" (**Mobilisation, vol.3, no.1**). Cette orientation restait à ce moment très générale et abstraite. Les militants formulaient ainsi leurs positions:

"...Il serait faux de dire que nous possédons l'outil marxiste. Nous sommes en train d'apprendre collectivement à utiliser l'outil marxiste, d'apprendre à avoir une pratique politique. Encore plus, nous sommes en train de rompre avec nos vieilles idées, nos anciennes habitudes. Nous **sommes au début du travail à la base**, de nous insérer dans les luttes déjà existantes, de les comprendre et d'aider quelques travailleurs à éclaircir leurs idées sur leurs luttes. Nous sommes rendus à exprimer notre solidarité, à faire des enquêtes pour connaître. Et de préparer une propagande pour faire connaître ce qu'est le CAP, une organisation politique des travailleurs..."

C'est avec cette orientation quelque peu générale que les militants du CAP Maisonneuve décidèrent de mettre la priorité dans leur travail à la liaison avec la classe ouvrière. Encore fortement composé d'intellectuels petits bourgeois, le CAP mit sur pied un "Secteur Travail", un noyau chargé d'effectuer ce travail de liaison avec les travailleurs. Cette liaison n'était pas ou peu définie. La contradiction entre la composition de classe des militants et la volonté de devenir une "organisation politique des travailleurs" n'était pas ou peu perçue. On peut voir le cheminement du "Secteur

travail" du CAP Maisonneuve rédigé par des militants dans un bilan paru dans **MOBILISATION** (vol.3, no.2), dont voici une citation:

"Le mot d'ordre d'implantation en usine et de lien à la base avec la classe ouvrière a conduit en octobre 1971 à la création d'un Secteur travail au CAP Maisonneuve, constitué au départ d'un seul noyau. La tâche principale définie était la formation de "militants autonomes" implantés dans les milieux de travail, surtout dans la production.

Moins de deux mois plus tard, c'est le début de l'intervention du CAP Maisonneuve au côté des grévistes de l'usine REMI CARRIER. Une trentaine d'ouvriers luttent pour implanter un syndicat. C'est une des premières luttes à laquelle sont étroitement associés les militants du CAP de façon autonome et dans une perspective plus claire qu'avant, d'opposition de classe..."

C'est dans ce contexte que l'intervention du Cap, le 22 novembre, se situe. Elle se caractérise par:

1. un manque d'expériences pratiques et de formation politique,
2. le désir subjectif de se lier à la classe ouvrière,
3. le désir de faire reconnaître le CAP comme un embryon de l'organisation politique des travailleurs.

C'est ce troisième aspect qui va dominer dans le conflit. Nous allons voir plus loin pourquoi.

Au début, le contact avec des travailleurs de Carrier se fait par un camarade du noyau travail. Les militants avaient pris connaissance du conflit par les journaux. Après quelques contacts avec des permanents de la CSN, on va voir les travailleurs de Carrier. Ceux-ci invitent les militants à l'assemblée générale des travailleurs.

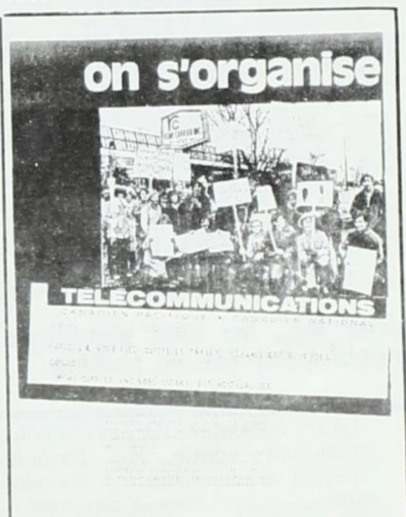
A la suite de ce contact, le CAP décide immédiatement d'appuyer la grève. Les militants organisent aussi la participation du CAP aux lignes de piquetage, soir et matin, et cette présence contribua grandement à stimuler et à encourager les travailleurs.

Sur les lignes de piquetage, le principal aspect de l'action est de **bloquer l'accès aux camions**. A ce moment, cela constitue l'objectif principal à cause du type de production chez Carrier: le foam est un matériel qui prend beaucoup d'espace et nécessite donc un bon système de transport. On envoie les acheteurs chez des concurrents de Carrier. Pour le moment, les travailleurs laissent les scabs aller et venir sans problèmes: les militants préfèrent enquêter à ce sujet avant d'agir. Les travailleurs dressent une liste des camions qui traversent la ligne, puis des militants du CAP contactent la FTQ à laquelle sont affiliés plusieurs travailleurs de ces entreprises de transport (au local 106 des Teamsters). Cette démarche du CAP apporte quelques résultats et nuit considérablement à l'entreprise:

- le camionnage diminue considérablement. Carrier est forcé de louer un camion à $80.00 par jour!

- Cela permet aussi de développer une solidarité active, une confiance réciproque entre les ouvriers de Rémi Carrier et les militants du CAP.

Pendant ce temps, d'autres militants du CAP sont chargés d'amasser des informations supplémentaires sur l'usine, particulièrement sur les conditions de travail. Les militants du CAP avaient montré aux travailleurs un dossier (**Pieds Nus, Ca Patine mal**) réalisé par des travailleurs de l'usine Daoust et Lalonde, une usine de fabrication de patins où s'était déroulé une lutte peu avant. Un camarade du CAP dégagea la nécessité de faire un dossier semblable sur Rémi Carrier.



L'objectif du dossier était double:

1. élever le niveau de conscience de classe des travailleurs de Carrier en faisant ressortir l'exploitation économique et présenter le CAP comme un embroyon de l'organisation politique destravailleurs dans le but de recruter militants ouvriers;

2. faire de l'intervention chez Carrier un exemple d'intervention en milieu de production et se servir du dossier comme outil de propagande du CAP.

Derrière l'idée du dossier se trouvait l'idée de l'ENQUETE, vu comme un processus d'approche concrète des travailleurs. Faire ressortir avec eux les conditions et les perspectives de leur lutte. La réalisation de cette enquête impliquait la mobilisation des travailleurs autour d'une tâche plus politique: recueillir les informations, en faire le tri, les analyser, les relier à l'étape de la lutte et amorcer un début de compréhension des perspectives politiques. Malheureusement, les militants du CAP faute d'expériences sur ce sujet, insistèrent sur le côté "propagande" de l'enquête: il fallait arriver à court terme à un dossier qu'on imprimerait et qu'on diffuserait largement.

Malgré cela, l'enquête permet de briser un peu les conceptions idéalistes et subjectivistes à propos de la lutte et des travailleurs. Les militants du CAP impliqués dans le travail d'ateliers réussirent à réajuster leurs conceptions à la réalité d'une lutte ouvrière économique et à mettre en retrait les idées humanistes du "pauvre monde", des "travailleurs-esclaves" qui "luttent héroiquement contre les patrons".

Les réunions en ateliers durèrent deux semaines, en deux groupes de dix travailleurs, qui précisent d'avantage la première ébauche du dossier présenté par le CAP: rapports de production, forces productives, les rapports de forces dans le développement de la lutte, la stratégie à établir, etc... Ce travail était vu par le CAP comme un moyen pour d'une part, développer une véritable solidarité des travailleurs de Carrier entre eux, une solidarité basée sur la compréhension du conflit et des objectifs à poursuivre, et d'autre part, de faire un travail d'explication marxiste sur la nature du conflit et de son **enjeu réel**: la victoire des travailleurs sur l'exploitation des capitalistes. En réalité, les travailleurs ne comprenaient qu'en partie seulement le dossier (**"ON S'ORGANISE"**), qui ne reflétait pas la compréhension que les travailleurs avaient de la situation. Le dossier à ce moment était "dix pas en avant" des gars, et d'ailleurs, les militants du CAP savaient cela. Tout en voulant utiliser le dossier comme un instrument de formation pour les travailleurs de Carrier, dans les faits, l'aspect principal du dossier était conçu comme un **dossier de propagande large**. En plus, à cause du développement rapide des évenements, les militants du CAP n'ont pas été en mesure de poursuivre le travail d'échange (formation) sous formes d'ateliers. Seul un groupe très restreint de travailleurs (3 ou 4) se consolidait et parvenait à comprendre de plus en plus le conflit dans les termes du dossier (malgré le caractère assez fragile de cette compréhension

pour certains de ces travailleurs) et c'est avec ce groupe que le CAP poursuivit son travail de formation.

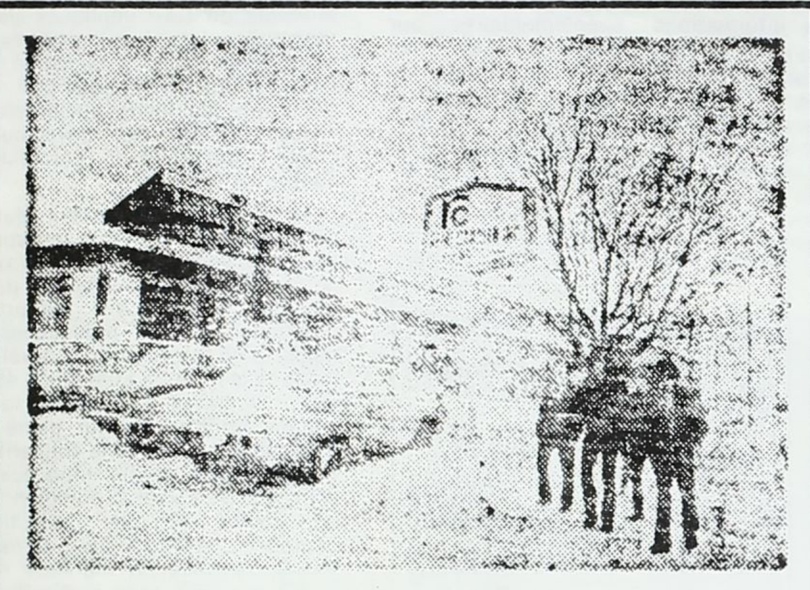
L'idée des militants du CAP était de consolider un noyau de travailleurs plus avancés (l'avant-garde) chez Carrier et qui se rattacheraient au CAP. On avait là une conception quelque peu **étapiste** du travail d'organisation: d'abord se "servir" de la lutte pour recruter des militants dans une "organisation" (le CAP), et concevoir le syndicalisme comme une forme d'organisation sur laquelle il n'est pas ou peu possible d'avoir un effet politique. Le syndicat, c'était un moyen pour que les gars s'organisent. Ensuite, après la victoire et la rentrée au travail, le syndicat continuerait et là, les militants pourraient amorcer un véritable travail d'éducation de masse, d'élévation de la conscience de classe. Cette vision des choses séparait artificiellement le travail syndical proprement dit, la lutte économique, d'un travail d'éducation et de formation politique. On voyait une tâche **après** l'autre, sans voir les liens à établir entre les deux à **toutes les étapes** de la lutte.

A cause du contexte global, peu d'expérience des travailleurs et passivité de la CSN, les militants du CAP impliqués dans le conflit ont été amenés à exercer un rôle de direction sur la lutte, même si pour eux à ce moment-là, l'aspect d'"élévation de la conscience de classe" et d'éducation devait théoriquement être plus important que la conduite quotidienne de la grève.

Du 1er décembre au fêtes de Noël

C'est durant cette période du mois de décembre que plusieurs travailleurs de Carrier abandonnent la lutte, la plupart ayant trouvé un emploi ailleurs. Le nombre de travailleurs en lutte se stabilise à 20.

Sur les lignes de piquetage, les travailleurs sont accompagnés de nombreux sympathisants: surtout des militants du CAP, mais aussi du monde du quartier et des groupes populaires. Même le député Burns vient faire son tour (Burns ne viendra qu'une seule fois et malgré certaines demandes, l'association locale du PQ ne fournira aucune aide aux grévistes durant tout le conflit).



Devant l'entreprise Rémi Carrier Inc., les cinq piqueteurs permis par l'injonction se tiennent à l'entrée du parking.

Le 1er décembre, Carrier obtient une injonction contre les travailleurs limitant le piquetage à 5 travailleurs aux portes de l'usine. A ce moment, la volonté des gars était telle que plusieurs voulaient défier l'injonction quitte à en subir les conséquences (amendes, prison). Finalement, l'attitude légaliste de l'organisateur de la CSN, combinée à la présence constante de la police sur les lignes de piquetage, forcent les grévistes à respecter l'injonction. Pour sa part, les militants du CAP n'avaient pas beaucoup d'idées claires sur cette question. Les militants pensaient que ce qui était important, c'était d'arrêter les camions, et que l'injonction était un facteur secondaire. Cette attitude était aussi une conséquence du fait que les militants étaient toujours à la remorque de la CSN sur ces questions. Pour les questions de plaintes en congédiement, d'injonctions ou de négociations, ce fut toujours la CSN qui eut le dernier mot. C'était elle qui avait les avocats et l'argent. Pour le CAP, la position face à la CSN ne fut jamais très claire.

Toujours la confusion a subsisté: d'une part, on sait que la syndicalisation n'amène pas en elle-même la remise en question des bases mêmes de l'exploitation, d'autre part, on pense que le syndicalisme est un instrument de défense essentiel pour améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs. Les militants ne percevaient pas clairement le lien entre ces deux processus. C'était la vision **étapiste** des choses qui a dominé, d'abord la syndicalisation, ensuite la formation et l'organisation politique. La coupure entre les objectifs à long terme et les objectifs à court terme était très accentuée. Dans les faits, cette coupure a conduit à négliger le travail politique auprès des travailleurs, sous prétexte que "d'abord, il faut les syndiquer". Cette attitude face à la majorité des travailleurs s'est reflétée autrement par rapport à un petit groupe d'"éléments avancés", que le CAP voulait "former", un peu de façon détachée par rapport à la lutte menée chez Carrier.

De plus, cette "formation" politique était conçue de manière assez "économiste", c'est-à-dire strictement basée sur une explication des aspects politiques d'une lutte économique. Cela renforcissait la compréhension de la grève et de la lutte économique en général, toutefois cela n'avançait pas ou très peu des éléments sur la nécessité de la lutte politique en tant que telle. Le type de formation donnée était dans un certain sens correct au niveau des travailleurs combatifs. Toutefois l'erreur consistait à confondre ce type de formation et d'organisation avec une formation et une organisation directement politique, à tout mettre dans le même paquet: organisation syndicale, organisation des travailleurs combatifs, organisation des militants socialistes.

Ces conceptions du travail d'organisation se développaient dans des conditions objectives assez défavorables: les militants devaient assumer de a à z tout le conflit. Tout le monde était sûr d'une chose: "il faut absolument gagner cette bataille, parce que cela est un instrument de propagande très important pour le CAP". Nous reviendrons sur cette question.

A la suite de l'injonction, le CAP décida de limiter son action sur les

lignes de piquetage. Cette décision fut perçue comme une démission pour quelques travailleurs, parce que encore une fois, il n'y avait pas eu assez d'explication et de consultation suffisantes à la base. Pour le CAP, cette décision apparaissait comme "naturelle": on ne peut pas mener la lutte à la place des travailleurs.

Le samedi 4 décembre, une bombe explose devant l'usine. L'attentat fut revendiqué par le F.L.Q. Quelques jours plus tard, une alerte à la bombe fait vider le métro Frontenac. On découvre finalement que ce n'était pas une bombe, mais un paquet de documents du CAP concernant Rémi Carrier dans une poubelle, comme par hasard... Ces incidents justifient encore plus la présence continuelle de la police sur les lignes de piquetage. Le patron Carrier et certains camionneurs ont eu la trouille à ce moment. Pour les travailleurs, cela avait été un bon stimulant. Les militants disaient ceci:

"Toute forme de lutte vigoureuse faite par les travailleurs est considérée comme illégale, que ce soit un débrayage spontané ou une bombe. Il y a des gens qui posent des bombes. Mais ce qui est important, c'est que les travailleurs s'organisent pour contrôler leur lutte..."

"Le 13 décembre, la CSN dépose la requête en accréditation au ministère du Travail. Cette requête ne pouvait être validée que par le gain des plaintes en congédiements (plaintes déposées à la suite du congédiement des travailleurs pour "activités syndicales"), ce qui aurait donné la majorité nécessaire au syndicat. A ce moment, le dépôt de la requête en accréditation "officialisait" aux yeux du ministère la volonté des travailleurs de Carrier de se syndiquer.

La période des fêtes a toujours été marquée par une baisse de la production chez Rémi Carrier. A ce moment, donc, les moyens de luttes employés pour forcer Carrier à négocier deviennent moins efficaces. Les scabs travaillent moins, mais ils travaillent toujours. Ceux-ci d'ailleurs revendiquent et obtiennent de meilleures conditions de la part de Carrier: "augmentation des salaires et baisse des cadences. Le camionnage avait beaucoup ralenti. Les militants du CAP mettaient maintenant le paquet sur la productin d'une version finale du dossier "**ON S'ORGANISE**". D'autre part, quand le dossier est sorti (mi-décembre), il fut impossible de le diffuser massivement à cause du relâchement général dans le milieu que le CAP voulait atteindre: syndicats, groupes populaires, groupes étudiants, etc...

Durant cette même période, les militants du CAP passent à travers de longues et pénibles discussions sur l'orientation politiqque générale du FRAP. La lutte de Rémi Carrier est un élément important dans ce débat. Les idées avancées par les militants du CAP s'appuyaient beaucoup sur cette lutte. Par exemple, des militants du CAP Papineau (d'orientation semblable à la direction centrale du FRAP) convoquent une réunion regroupant les travailleurs en grève de Dominion Foam, Eagle Toys et Rémi Carrier. La réunion était bien sûr dirigée par des militants des CAPS et des permanents du FRAP. Les militants du CAP Papineau, secondés par les permanents du FRAP proposent dans cette assemblée d'organiser une manifestation commune devant chaque usine et éventuellement aussi devant le ministère du Travail pour dénoncer la lenteur de l'appareil juridique dans les trois conflits. Les représentants des travailleurs de Carrier et ceux de CAP Maisonneuve s'opposent à ce type d'action. Ils expliquent leurs raisons:

- il est erroné dans ce conflit de considérer l'Etat comme la cible principale, ce que **le FRAP propose** en disant: "il faut unir tous les salariés contre l'Etat qui divise les travailleurs...". La proposition d'organiser une manifestation large pour "dénoncer la lenteur de la justice" cadre bien avec l'analyse globale du FRAP. C'est cette analyse qui est retracée dans le "Début d'un mouvement socialiste à Montréal" (**Mobilisation**, vol.3, no.1), dont nous citons le passage suivant:

"...Un autre point de divergence concerna le type de soutien politique à fournir à des travailleurs en lutte: alors que les militants du CAP Papineau (appuyés par le secrétariat permanent du FRAP) cherchaient à appuyer des travailleurs surtout par des manifestations et des liens établis entre quelques usines telles Coléco, Dominion Foam..., le CAP Maisonneuve cherchait surtout à concentrer ses forces dans une seule usine en lutte (Rémi Carrier) et à y réaliser avec les travailleurs un travail d'éducation politique en faisant un dossier... les militants du CAP Papineau insistaient sur un travail politique de masse, capable de mobiliser plusieurs groupes de travailleurs alors que les militants de Maisonneuve tentaient de mettre l'accent sur un enracinement solide et sur un lien continu avec un groupe d'ouvriers..."(p. 56)

Dans ce contexte, le geste de solidarité proposé par le CAP Papineau apparaissait assez artificiel, c'est-à-dire non basé sur une juste compréhension de nos situations communes, de nos particularités. Pour les militants de Maisonneuve, il était innaceptable de "mobiliser" des travailleurs sans un long travail d'organisation et d'explication à la base. Comme ils le disaient, "...Pour que la solidarité se fasse, il ne suffit pas de dire aux gars que l'Etat nous divise et qu'il faut s'unir contre. C'est vrai que l'Etat nous divise. Mais les travailleurs sont d'abord divisés à l'intérieur même de leurs usines, et il y a des raisons à cela. Il faut, préalablement à toute action d'envergure s'interroger dans la mesure du possible sur la nature de cette division, le pourquoi. Et ça, les militants du CAP Papineau ne l'ont pas réalisé..." Dans les faits, le CAP Papineau n'était que très faiblement lié aux travailleurs de Dom Foam. Une semaine après cette assemblée, l'usine déménageait dans un autre quartier et il n'existait plus aucun lien entre les travailleurs de Dom Foam et le CAP Papineau. Cette critique juste de l'action du CAP Papineau (d'ailleurs faite d'une manière un peu arrogante) par des militants Maisonneuve justifia dans une certaine mesure l'absence d'un travail de popularisation et de contacts par les travailleurs de Carrier et les militants du CAP. A part une petite distribution de tracts aux portes d'une usine proche, il n'y eut aucun effort sérieux d'entrepris dans cette direction et cela isola les travailleurs de Carrier des travailleurs des usines environnantes.

- **Deuxième raison** de la critique du CAP Papineau cela portait **sur la façon d'initier** le rassemblement des travailleurs. Au lieu d'enquêter et d'examiner le développement de chaque lutte, d'élaborer une stratégie commune face aux patrons et à l'ETAT et de voir ainsi plus concrètement la pertinence de telles manifestations par rapport à l'étape où la lutte était rendue, les militants du CAP Papineau et du FRAP s'empressent de réunir des délégués des travailleurs sans avoir déblayé le terrain au préalable, en pensant que les travailleurs pouvaient saisir presque spontanément l'importance de la solidarité et de la lutte commune. Cette conception spontanéiste des militants du FRAP en venait à nier le rôle de direction et d'encadrement des militants socialistes dans la lutte, en laissant le terrain non préparé et ouvert à toutes propositions farfelues ou idéalistes. Face à cela, les travailleurs présents sont restés démunis et perdus face aux débats entre les militants socialistes.

Finalement, la proposition du FRAP et du CAP Papineau fut rejetée, mais tout le débat autour de cette question eut des répercussions importantes au sein du mouvement socialiste.

Pour les travailleurs de Carrier, la période des fêtes fut aussi l'occasion d'un relâchement. Pour conserver l'esprit de la lutte, des grévistes organisent une fête au local de grève. Les militants du CAP pour leur part s'éloignent aussi. Seulement deux viennent à la fête des travailleurs. Ces derniers restent démunis et perdus face aux débats entre les militants socialistes.

Finalement, la proposition du FRAP et du CAP Papineau fut rejettée, mais tout le débat autour de cette question eut des répercussions importantes au sein du mouvement socialiste.

Pour les travailleurs de Carrier, la période des fêtes fut aussi l'occasion d'un relâchement. Pour conserver l'esprit de la lutte, des grévistes organisent une fête au local de grève. Les militants du CAP pour leur part s'éloignent aussi. Seulement deux viennent à la fête des travailleurs. Ces derniers restent seuls aussi pour maintenir les lignes de piquetage.

La propagande de Janvier-Février 1972

Au début de janvier, les militants du CAP retournent sur les lignes de piquetage. Parmi les 20 travailleurs qui restent, il y en a encore une dizaine qui sont résolus à se battre jusqu'au bout, tandis que les autres ne croyaient plus tellement dans la possibilité d'une victoire et étaient généralement assez défaitistes. Ils trainaient de la patte.

Le **piquetage** était particulièrement difficile. Il faisait très froid, la température se maintenait autour de 0 degré F. Les camions avaient recommencé à traverser les lignes; beaucoup de camionneurs pensaient que le conflit était terminé. C'était une fausse rumeur probablement entretenue par Carrier et aussi par le fait que les gars étaient plus souvent au restaurant que devant l'entreprise.

Pendant ce temps, aucune nouvelle sur les plaintes en congédiements. Les fonds de secours de la CSN avaient commencé à rentrer: $15.00 par semaine par travailleur; c'est pas beaucoup. Carrier le patron ne donnait pas signe de vie. La police était toujours là. Les scabs rentraient à pleines portes. Bref, la situation se détériorait.

Des militants du CAP face à cette situation discutent avec deux travailleurs et décident de prendre l'affaire en main, en analysant le rapport de forces favorables à Carrier à ce moment. On décide de réorganiser le piquetage et de le rendre plus efficace. On veut aussi reprendre les pressions sur la FTQ (le local 106) pour diminuer le camionnage; finalement il faut aussi pousser dans le cul de la CSN pour qu'elle s'occupe mieux du conflit, diffuser le dossier **ON S'ORGANISE** pour avoir du soutien financier et physique. En fin de compte, ça voulait dire: solidifier les forces.

En fait, si le CAP n'avait pas pris l'affaire en main à ce moment, le conflit se serait probablement terminé là, à l'avantage de Carrier bien sûr. Le CAP était prêt à mettre le paquet sur la lutte, à faire réengager les travailleurs. Il était important de faire connaître l'organisation comme une alternative sérieuse, en se surestimant de façon très exagérée comme étant un embryon de l'organisation politique des travailleurs. Il fallait vérifier la ligne politique de l'"implantation" dans la pratique, et cette pratique, c'était uniquement la lutte chez Rémi Carrier.

Le **moyen principal** pour consolider la lutte est pour les militants du CAP l'organisation d'une propagande large autour de la grève: faire connaître la lutte pour augmenter le soutien, faire connaître le CAP. La réalisation de ces tâches de propagande s'inscrivait bien dans ce contexte de "publiciser" le CAP.

Ainsi, on distribue le dossier "ON S'ORGANISE", on n'établit aucun lien entre le comité de propagande du CAP et le travail de propagande chez Rémi Carrier. Le CAP joignait des militants des groupes progressistes, des groupes populaires et étudiants. On mobilisait même les deux travailleurs les plus avancés de Carrier pour assurer ce travail de propagande essentiellement au niveau des universités et CEGEP. A cause du contenu véhiculé dans le dossier, les étudiants progressistes étaient plus facilement et rapidement mobilisables. Le besoin immédiat de soutien se faisait sentir, et le réservoir des étudiants progressistes semblait facile à récupérer. Pour rendre le dossier accessible aux travailleurs et aux syndicats, il aurait fallu un véritable travail d'explication et d'organisation prolongé. On a voulu aller au plus vite et au plus facile.

Il faut quand même voir ici le **côté positif** de cette propagande large: elle permit de trouver un soutien large fortement ressenti par les travailleurs. D'autre part, dans le contexte du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste de cette époque, les idées contenues dans le dossier étaient un "pas en avant" pour la plupart des gens atteints par la propagande. Les conceptions générales de l'"implantation" tel que présentées dans la propagande large, permettaient une certaine critique de l'activisme et de la social-démocratie. A cause du caractère inorganisé de cette propagande large, les effets sont très difficiles à cerner exactement (Dans un autre bilan des militants de petites entreprises à paraître dans Mobilisation, la question de la propagande sera à nouveau située).

C'est dans cette lignée que se sont créés des comités de soutien. La propagande n'ayant pas systématiquement été faite auprès des travailleurs, la formation des comités de soutien s'est faite principalement dans les universités et les CEGEPS (voir l'annexe sur ce sujet plus loin). La prolifération de ces comités de soutien obligea les travailleurs plus avancés à passer beaucoup de temps à discuter avec les étudiants des revendications des travailleurs, de la nécessité de s'organiser politiquement, etc... En fait, les travailleurs les plus avancés sont pendant une bonne période complètement absents de la lutte chez Carrier. Une coupure commence à se dessiner entre eux et les travailleurs. Ceux-ci ne comprenaient pas bien le sens de toute cette propagande vers les étudiants. D'autres gars disaient que c'est plus la lutte des travailleurs de Carrier, mais la lutte du CAP.

En plus, de nombreux **problèmes** surgissent dans le genre d'appuis que suscite la campagne de propagande. Les étudiants qui viennent sur les lignes de piquetage pensent sérieusement que tous les gars de Carrier ont compris la nécessité de renverser le système capitaliste, d'instaurer la dictature du prolétariat, etc... Plusieurs de ces étudiants arrivaient avec leurs idées et essayaient d'entretenir des discussions politiques avec les travailleurs de façon complètement détachée de la réalité. Les étudiants, divisés en de multiples sectes idéologiques, mettaient de l'avant divers mots d'ordre souvent contradictoires sur les lignes de piquetage. Ce qui entraînait encore plus de confusion. Cela a eu même à certains moment pour effet de provoquer de l'écoeurement de la part de certains travailleurs. Plusieurs travailleurs hésitaient à venir piqueter avec certains appuis.

Pendant ce temps, le CAP Maisonneuve est en pleine réorganisation, et cela a beaucoup de répercussions sur les travailleurs en lutte. Le secteur "travail" du début se transforme, dans le but de créer des noyaux plus compacts et plus homogènes dont la formation se ferait plus reliée aux pratiques dans les milieux de travail. On voulait relier l'acquisition des connaissances générales sur le

mouvement ouvrier, les concepts révolutionnaires, etc... en les actualisant, en les rendant plus concrets. On voulait faire des connaissances des instruments de changement de la réalité des milieux de travail. (Revoir à ce sujet le bilan du noyau des **petites entreprises** de Maisonneuve, **Mobilisation**, vol.3, no.2). Le secteur "travail" se divise à ce moment en deux noyaux, l'un composé de travailleurs de grandes entreprises et l'autre composé de travailleurs de petites entreprises. Dans le regroupement des petites entreprises, l'on retrouve une majorité de travailleurs non syndiqués, qui travaillent dans des conditions particulièrement écoeurantes, avec des salaires de famine, sans spécialisation, etc... Les méthodes de travail pour intervenir dans les petites entreprises diffèrent sensiblement dans ce contexte que celles utilisées dans les grandes entreprises.

A ce moment là, quelques travailleurs de Carrier désirent s'intégrer au CAP. La structure du CAP ne permettait pas cet encadrement à ce moment-là. Il aurait fallu pour cela proposer une forme d'organisation large et accessible (comme par exemple les comités de travailleurs d'aujourd'hui) pour que les travailleurs plus combatifs puissent se donner des instruments de compréhension tout en menant la lutte. Au lieu de cela, les militants du CAP n'avaient que le syndicat à mettre de l'avant pour la masse des gars, ce qui n'était évidemment pas suffisant à cause de la structure de la CSN, ou bien pour quelques gars plus avancés, la structure des noyaux du CAP, ce qui ne correspondait pas non plus même pour les travailleurs les plus avancés.

En fait, une sorte de structure "intermédiaire" aurait probablement répondu plus aux besoins, qui tout en conservant un caractère large et accessible, aurait permis le développement des travailleurs les plus combatifs à la remorque de la CSN. Encore là, on peut constater les conceptions "étapistes" qui dominaient le travail du CAP: d'abord former un syndicat pour la masse des gars (tout en entreprenant un travail de formation pour quelques uns plus avancés), ensuite amorcer un travail d'éducation et d'"élévation de la conscience de classe". Il faut aussi toujours rappeler le contexte où les militants devaient faire face à toutes sortes d'évenements quotidiens et où ils devaient constamment prendre rapidement des décisions. Cela n'aidait pas à porter un regard critique et profond sur l'action du CAP; les militants étaient débordés.

Les décisions étaient concentrées dans les mains de deux militants du CAP et deux travailleurs plus avancés de Carrier. C'était officieusement le **"comité de direction" de la lutte. Ces** travailleurs et ces militants avaient une attitude de "non-confiance" face à la masse des travailleurs. C'était l'attitude d'"experts": aller vite, faire le moins d'erreurs possible. Le fait que les décisions étaient expliquées aux gars par après ne contribuait pas à leur développement et à un esprit d'unité parmi les travailleurs. Ceux-ci étaient généralement passifs. Ce n'était pas eux qui allaient chercher les appuis, qui allaient à la FTQ pour bloquer le camionnage, etc...Les militants du CAP voulaient aller vite très vite. Le désir de se faire connaître était trop présent, et empêchait une attitude correcte face à l'ensemble des gars. Et cela, les militants du CAP et les travailleurs de Carrier l'ont particulièrement compris le 28 février 1972.

Ce 28 février au soir, c'était le grand ralliement syndical au forum pour dénoncer la situation du chômage au Québec. Plus de 15,000 travailleurs de partout se réunirent pour entendre différents orateurs des syndicats, des groupes populaires et des partis



politiques (P.Q. et N.P.D.) dénoncer le gouvernement Bourassa et Trudeau. Après plusieurs heures de discussion avec les organisateurs du ralliement, les militants du CAP Maisonneuve obtenait le vendredi 25 février la permission qu'un travailleur de Rémi Carrier prenne la parole. Durant la fin de semaine, deux camarades du CAP préparèrent le discours que le gars de Carrier devait faire, lequel était évidemment d'accord avec le contenu. D'autre part, on ne prit pas le temps de réunir les travailleurs pour leur expliquer l'intervention. Ceux-ci furent assez surpris de voir leur camarade de travail sur la première page des journaux le lendemain en train de dénoncer le P.Q.

Cette fameuse intervention retracait brièvement l'historique du conflit chez Carrier en resituant la lutte par rapport aux luttes ouvrières au Québec dans les dernières années. L'intervention concluait en la nécessité pour les travailleurs de s'organiser politiquement et d'abattre le régime capitaliste. Et cette organisation politique, ce n'était pas le PQ, à la grande surprise des chefs syndicaux venus "booster" René Lévesque. Le passage de l'intervention qui souleva le tollé était le suivant:

> "...Une organisation solide, ça ne se construit pas dans le vide, ça ne se construit pas pour répondre à une attaque immédiate et pour être oubliée le lendemain. Ca se construit avec une base permanente avec les travaillerus dans leur usine, dans tous les milieux où nous vivons quotidiennement l'exploitation. Ce n'est pas non plus en votant pour le Parti Québécois qui veut remplacer les patrons anglais par des patrons français comme Rémi Carrier qu'on va y arriver.
>
> Nous les travailleurs de Rémi Carrier et les travailleurs du CAP Maisonneuve, on commence à comprendre nos véritables intérêts. Nous nous organisons pour que le syndicat entre dans l'usine et nous serve de base pour entreprendre une lutte beaucoup plus longue et exigeante, **pour l'abolition du capitalisme et la construction d'une société controlée par les travailleurs...**"

On se rappelle les évènements. La salle du forum se divisa en deux groupes: l'un qui voulait arrêter le discours (évidemment les bureaucrates syndicaux de toutes sortes et plusieurs travailleurs péquistes) environ les deux-tiers de la salle, l'autre criait pour demander au travailleur de Carrier de terminer son discours. Cela faillit virer à l'émeute.

L'effet de l'intervention fut assez impressionnant pour le public en général: pour la première fois, on voyait un travailleur en grève relier la question du pouvoir politique avec la lutte des travailleurs, tout en se démarquant du langage nationaleux-réformiste habituel aux bureaucrates syndicaux.

D'autre part, pour les travailleurs de Carrier, cela accentuait encore plus la division entre un avant garde constituée des travailleurs les plus avancés ainsi que des militants duCAP et de l'autre côté, la masse des travailleurs, passive et imperméable.

Si l'on jette un regard sur cette période, on peut être porté à rejeter toutes formes de propagande large dans des luttes de ce type. Cela n'est pas la conclusion qui se dégage toutefois. La propagande autour du conflit aurait dû être beaucoup plus collée à la réalité des travailleurs de Carrier, alors qu'elle était dans les faits déterminée principalement par le désir du CAP de formuler ses conceptions politiques en se servant de la lutte comme exemple vivant de "notre pratique".

Après l'incident du 28 février, cette réalité apparut plus clairement aux militants du CAP. Dès lors, ils tentèrent de réajuster peu à peu leur travail, de renforcir la liaison avec l'ensemble des travailleurs et d'organiser la lutte de façon plus démocratique et massive.

Réorganisation et rentrée (mars-avril 1972)

La fin du mois de février fut le début d'une phase de **réorganisation** technique de la lutte, marquée par le désir de se lier davantage aux gars de Carrier. Il fallait remettre progressivement la lutte à sa place, c'est-à-dire dans les mains des travailleurs. Les militants du CAP avaient du mal à distinguer politiquement en quoi leur intervention avait provoqué un écart grandissant entre eux et les travailleurs. Ils pensaient qu'en mettant sur pieds différents mécanismes de participation, cela résoudrait le problème.

C'est dans cette optique que l'on met sur pieds **plusieurs comités de travail** avec la participation de plusieurs militants du CAP Maisonneuve (particulièrement des militants du "noyau mobile", conçu pour appuyer les luttes dans divers milieux et de poursuivre des contacts avec des travailleurs que les militants du secteur "travail" ne pouvaient pas assumer).

Il y avait 4 comités de travail: un comité de stratégie (qui s'instaura peu à peu comme un comité de direction), un comité de piquetage, un autre pour les finances et un dernier pour la propagande. Chaque comité était composé d'au moins 2 travailleurs de Carrier et d'un militant du CAP. Dans les faits, la plupart des tâches ont été assumées par les mêmes personnes, mais la création des comités de travail a quand même permis de se rapprocher des travailleurs plus combattifs et d'amorcer un travail d'explication sur la nature politique des divers aspects de leur lutte. Théoriquement, ces comités auraient pu poser les conditions (à moyen et à long terme) pour offrir aux travailleurs une alternative organisationnelle répondant à leurs besoins.

Les comités de finance

Ce comité avait pour but d'assurer une juste répartition des ressources, c'est-à-dire choisir les dépenses en fonction des besoins de l'ensemble des travailleurs en lutte. Il fallait faire comprendre aux gars qu'il n'était pas question de demander la charité, de quémander. A ce sujet, les militants disaient ceci:

> "...La charité, c'est le propre des capitalistes. Ils sont capables d'en faire et ça n'a de sens que pour leurs rapports d'impôt. Mais les travailleurs qui subissent la même exploitation dans les mêmes conditions que nous, qui se nourrissent et se logent avec les mêmes limites de budget, s'ils se permettent de verser une somme d'argent dans un fond de soutien, ce n'est pas par charité. C'est la conscience que ces travailleurs ont d'appartenir à la classe ouvrière et la volonté de participer avec les moyens dont ils disposent à la contre attaque des travailleurs face à Carrier..."

Malgré cet aspect du côté financier de la lutte, il se posa aussi certains problèmes. Avec le fond de soutien, on pouvait fournir minimalement $50.00 par semaine aux grévistes; il y avait donc beaucoup d'argent à manipuler et il y eut donc certains tripotages. Par exemples, certains travailleurs empruntaient de l'argent au fond de soutien trop facilement. Il n'y avait pas de critères solides et établis pour les prêts. Le comité des finances tenta de produire un texte à ce sujet où il tentait de définir les objectifs et le rôle du comité et du fond de soutien. A cause de plusieurs circonstances et à cause de l'irrégularité dans le fonctionnement du comité, ce texte ne fut jamais discuté par les travailleurs et quand finalement on voulut débattre cette question, ce fut la fin du conflit.

Comité de propagande

Le comité de propagande n'a

pratiquement pas fonctionné. Il y eut très peu de rencontres. A cause des erreurs du mois de janvier, il fut décidé de rectifier le tir sur la façon de mener la propagande, en voulant qu'elle corresponde plus au niveau de conscience de l'ensemble des travailleurs. Encore une fois, les militants du CAP furent incapables de mettre en pratique cette bonne volonté. Ils organisèrent une manifestation de solidarité en face de l'usine, dans le but de démontrer à Carrier après 5 mois de lutte que les gars étaient déterminés à se battre jusqu'au bout. Le CAP voulait stimuler les gars, les encourager, les soutenir. Il y avait trop de bonne volonté reposant sur une mauvaise analyse de la réalité. En pratique, aucun travailleur ne participa à l'organisation de la manifestation, parce qu'ils ne croyaient pas tellement dans l'efficacité d'un tel geste. La manifestation eut lieu, attirant environ 500 personnes, en grande majorité des militants de groupes progressistes et populaires. Après une intense propagande au Congrès du Conseil Central de Montréal, seulement une dizaine de délégués (sur 350) participent à la manifestation.

Comité de piquetage

Le piquetage est resté la principale activité quotidienne de la lutte. Le comité chargé de l'organiser fonctionna plus régulièrement. On organisa deux équipes de piqueteurs, l'une le matin et l'autre l'après-midi. Au cours du mois d'avril, la discipline souvent se ralachait. A cause de cela, le comité de piquetage décida d'employer la méthode forte: on note les présences, et ceux qui manquent à l'appel, on les coupe sur le finances. Au fur et à mesure de la lutte, cette question devient très litigieuse. Les gars du comité des finances continuaient d'être très dociles. Certains travailleurs menacaient de quitter la lutte si on tentait d'organiser de force le piquetage. Le piquetage est devenu finalement très difficile à organiser vers la fin de la lutte.

Comité de stratégie

Ce comité devait assurer de facto la direction de la lutte. Il était composé théoriquement d'un délégué des trois autres comités et de deux militants du CAP. L'organisateur de la CSN assistait de temps en temps aux réunions. On essayait là de comprendre la situation, de faire le point. Les militants étaient débordés dans le flot continuel de questions à régler.

Le 8 mars, les 5 plaintes en congédiements (les premiers 5 travailleurs qui avaient été congédiés) sont gagnées. L'un des travailleurs concernés était un des deux éléments les plus avancés qui dirigeaient la lutte, et avec cette victoire de la plainte, il



devait retourner en dedans. Cette situation affaiblit les forces à l'extérieur de l'usine. Toutefois, cela permet aussi de commencer un travail à l'intérieur. Le travailleur qui rentre s'aperçoit alors que le Syndicat International des Opérateurs de Machinerie lourde (FTQ), avec le consentement du patron Carrier, essaye de syndiquer les scabs. Selon ce syndicat, la grève est illégale, et il n'y avait donc pas de scabs. Le syndicat FTQ déposa une demande en accréditation.

L'arrivée des Opérateurs en machinerie lourde s'inscrivait dans une tentative de ce syndicat de syndiquer les usines sous-traitantes de Bombardier à négocier. Cela n'empêchait nullement d'autre part les OML de s'entendre avec les patrons dans le dos des travailleurs comme chez Carrier. Cependant, à cause des évènements (le front commun) il fut possible pour les travailleurs de chez Carrier et des militants du Cap d'empêcher les OML de "mettre le paquet" chez Carrier. Contrairement à leur habitude, ceux-ci n'employèrent pas les bats de baseball et les fiers-à-bras. Ils se contentèrent d'essayer de faire signer des cartes. D'autre part, les presssions exercées sur la FTQ (les dirigeants de la FTQ qui faisaient de longs discours sur la "solidarité") eurent aussi certains effets, malgré que la FTQ invoqua le fait de l'indépendance des syndicats affiliés. Par la suite, ces démarches auprès de la FTQ furent laissées de côté dans l'imminence d'une entente de retour au travail avec Carrier.

A ce moment, après la victoire sur les 5 premières plaintes, la situation était favorable aux travailleurs. Selon l'avocat de la CSN, il était presqu'assuré de gagner les 25 autres plaintes. Et cela, le patron Carrier le savait. Sur ce plan, le rapport de forces était favorable aux travailleurs. Dans ce contexte, Carrier arrive avec une proposition pour un retour au travail, si les gars laissent tomber les plaintes en congédiement.

Deux rencontres ont lieu entre Carrier et un négociateur de la CSN (Fédération du Bois et du Bâtiment) accompagné de travailleurs de Carrier. Carrier se montre prêt à réengager la majorité des travailleurs et de faire une liste d'attente pour ceux qui restent (environ 2 travailleurs). Carrier est en mauvaise situation. Les travailleurs auraient pu obtenir ce qu'ils voulaient. A cause de la situation parmi les travailleurs, plusieurs manquaient de dynamisme. Le piquetage se désorganisait progressivement. **Le CAP était presque complètement absent,** embarqué à fond dans la lutte du Front commun et dans un travail d'enquête sur d'autres milieux d'implantation. Les deux travailleurs qui participaient au noyau des petites entreprises du CAP étaient placés dans un contexte où il était impossible de discuter et de faire avancer la lutte chez Carrier. L'entente de retour au travail s'est faite presque spontanément, sans véritable analyse du rapport de force qui existait, sans que les militants du CAP apportent une direction. L'idée de "remettre la lutte aux mains des travailleurs" était devenu une sorte de justification pour s'éloigner du conflit.

Dans l'entente de retour au travail, les travailleurs ont été plus ou moins manipulés. Par exemple, ils n'ont pas fait inclure une clause interdisant le congédiement des travailleurs avant la négociation de la convention collective, ou même déjà commencer à négocier les règlements à l'intérieur de l'usine. Le fait de négliger ce point permet au patron Carrier d'établir des règlements qu'il veut. On verra les conséquences plus tard.

Carrier pour sa part savait où il voulait en venir. Par exemple, il établit des règlements très sévères qui lui permet d'utiliser à sa guise les suspensions, les avertissements, les congédiements, etc...D'autre part, les procédures des autres plaintes en congédiement trainaient et cela l'a



favorisé encore plus; les travailleurs étaient impuissants devant les procédures légales qui durent des mois.

Bref, les travailleurs sont démunis. La lutte se termine après six mois, et la victoire n'est que très partielle. Pendant ce temps, le CAP était sorti du conflit pour mettre la priorité ailleurs. Même au noyau des petites entreprises, les questions à l'ordre du jour étaient des enquêtes à mener dans d'autres milieux d'implantation.

Le résultat de la lutte est la conséquence de ces faiblesse. **Les militants pensaient que l'aspect principal lors de la rentrée, c'était l'essoufflement** des travailleurs face à la lutte; au contraire, dans les faits, l'aspect principal était le fait que Carrier était au pied du mur, il était forcé de négocier. C'est ce qui explique la faiblesse de la négociation du retour au travail. Le négociateur syndical face à cela dirigeait sa barque tout seul, vu que personne n'était là pour lui poser des questions ou le contester. Il a donc été amené à négocier une entente de retour selon des critères traditionnels et affairistes.

Face à l'argument de Carrier "d'abord on négocie le retour, ensuite on verra pour la convention et les règlements", les travailleurs furent démunis. Même la fameuse liste d'attente fut un piège pour les travailleurs parce que cela placait sur le même pied d'égalité des grévistes et des scabs.

L'entente respectait tout de même minimalement les droits des travailleurs, par exemple l'ancienneté par département, ce qui protégeait les grévistes à cause de leur force dans cerains départements (d'autre part, cela placait aussi les travailleurs en difficulté dans l'éventualité de la fermeture de certains départements - ce qui est arrivé plus tard). Toutefois, il ne faut pas oublier non plus que la rentrée s'est faite de façon précipitée: les travailleurs auraient pu tenir plus longtemps s'ils avaient eu une stratégie claire et des structures d'organisation plus solides.

La situation dans l'usine après la rentrée

Le 11 mai, même après les erreurs commises par les travailleurs dans les négociations de rentrée, le retour au travail constitue la **première étape pour la création d'un syndicat** chez Carrier, ce qui est pour les militants du CAP la première étape pour effectuer un travail politique au sein des travailleurs. Toutefois, les militants ont tendance à répéter les mêmes erreurs: après la rentrée, aucun effort sérieux n'est entrepris pour réajuster le travail, analyser la situation et agir selon l'état du rapport de forces. Les militants chez Carrier, de même que les militants du CAP adoptent toujours la même attitude empiriste: ils suivent la lutte,au jour le jour.

D'autre part, la situation matérielle dans l'usine a bien changé. On est passé de 72 travailleurs de la production à 40. Le département de rembourrage est vendu pendant la grève. Les départements du Seal et du Mirafoam sont vendus après la grève. Seul le département du foam continue de fonctionner. De plus, l'emplacement de l'ex-département de rembourrage a été loué à une entreprise voisine, ce qui divise l'usine en deux.

Cette séparation ne fait que renforcir la division qui a toujours exigé entre les travailleurs de la distribution et le reste des travailleurs dans les autres départements. Les trois travailleurs qui avaient mené la grève se retrouvent à la distribution avec 5 ex-scabs comme compagnons de travail, en plus d'être situés à côté du bureau où boss petits et grands affluent.

Les travailleurs de la distribution, du tapis et du shipping n'avaient pas participé à la grève. Tous les travailleurs qui avaient fait grève, sauf les militants qui ont dirigé la lutte, se retrouvent dans le département du foam, sur des équipes de jour et de nuit.

Tentons maintenant de voir pourquoi ces **modifications** se sont produites dans la production. En ce qui concerne le département du rembourrage, vendu pendant la grève, celui-ci fut démantelé parce que ce fut l'un des endroits les plus touchés par la grève. Cette vente du département nuit considérablement à Carrier qui perd un gros contrat avec Bombardier. Quant au département du seal, Carrier le ferme après la rentrée. A ce moment, les deux dirigeants de la grève y travaillaient. Plutôt que de lutter contre le démantèlement du département, les travailleurs se laissent déplacés dans un autre département où ils gagnent beaucoup moins qu'avant. Les travailleurs qui sont transférés dans le département du foam ne luttent pas. Au lieu d'exercer certains moyens de pression comme le ralentissement de la production et d'exiger qu'aucune diminution de salaire et aucune mise à pied temporaire ou permanente ne soit décidée par les boss, on reste passif.

En fait, ce qui se passe, c'est que Carrier est en train de redevenir la petite artisanale qu'elle était avant le conflit. Ce qui change une fois de plus les rapports patron-ouvrier; on revient avec encore plus de force au paternalisme d'antan. Malgré cela, les ex-grévistes sont encore combatifs. Les idées qu'ils avaient saisi pendant la lutte étaient encore présentes. Elles se concrétisaient moins facilement, mais elles étaient encore là.

Mais à ce moment, les militants plaçaient la question de l'essouflement des gars comme la question **principale**. Ils pensaient qu'après la grève, il n'était plus possible de lutter. Au lieu d'organiser des actions collectives, on préfère s'embarquer dans des types d'actions individualistes et affairistes. C'est pour ces raisons qu'on néglige la lutte sur le déplacement des travailleurs. Le syndicat apparait alors aux yeux des travailleurs comme inutile et peu démocratique et peu combatif. Pour beaucoup, on ne fait pas la différence entre le syndicat CSN et les Opérateurs de Machinerie lourde (FTQ), le syndicat qui a tenté de syndiquer les scabs.

Mais le démantèlement de l'usine se poursuit. Le département du Mirafoam et fermé. Cela n'est pas très grave à ce moment parce que ce sont des scabs et des gars qui veulent se syndiquer aux OPL qui y travaillent. Aussi, pendant la grève, Carrier avait fermé son entreprise à Québec. Encore là, le syndicat ne fait rien, même si ces possibilités sont extrêmement restreintes. Les camionneurs employés à Québec viennent travailler à Montréal, et ceux-ci ne sont pas très sympathiques aux travailleurs qui ont fait la grève: ils ont le sentiment que c'est la grève qui a causé leurs troubles.

Ailleurs dans l'usine, les mises-à--pieds temporaires sont fréquentes et touchent surtout les anciens grévistes. Quelques anciens scabs qui subissent le même sort commencent à mieux percevoir Carrier comme un patron.

En plus de diminuer la production, Carrier tente de jouer au "**big brother**", il adopte un système de règlements absolument épouvantable, qui régit la vie des travailleurs dans l'usine pour leur enlever toutes possibilités. Il monte un dossier individuel sur chaque gars. A chaque fois qu'une "infraction" est commise, le travailleur est convoqué au bureau où il doit subir un discours de menace et de morale des patrons. Certains de ces règlements sont particulièrement odieux, comme l'interdiction des travaillleurs de l'usine (officiers syndicaux ou non) de circuler dans l'entreprise ou de distribuer des pamphlets ou imprimés, l'interdiction de refuser le temps

supplémentaire, etc...

Face à cela, il y a beaucoup de réactions individuelles des ouvriers et des ouvrières, toutes inorganisées et sans analyse. La conséquence de ces actions est de surcharger le dossier de certains travailleurs plus combatifs et le décourager.

Les militants ne sont pas capables d'organiser collectivement et sérieusement la riposte des ouvriers. **Aucune action organisée n'est entreprise**, alors que cela aurait été possible par exemple de refuser collectivement le temps supplémentaire ou de faire un travail auprès des anciens scabs qui commencaient à se réveiller.

Derrière les évènements, les travailleurs commencaient à percevoir la stratégie de Carrier. Le patron avait lui aussi prit de l'expérience avec la grève. Il tentait d'isoler et d'affaiblir le syndicat en attendant de négocier la convention collective. Puisqu'il savait maintenant qu'il y aurait un syndicat, aussi bien tenter de le contrôler. Ainsi, Carrier favorise ouvertement les gars qui tentaient de syndiquer la shop aux Opérateurs de machinerie lourde (FTQ), tout en tentant de briser les travailleurs plus combatifs et les isoler des autres. Pour cela, il fallait limiter au maximum l'agitation et le trouble dans la shop, comme par exemple des griefs ou des plaintes. Les règlements qu'il passe ont pour but d'imposer dans les faits la loi du patron. Les travailleurs combatifs, de même que les militants, ne réagissent pas à cela. Ils se laissent embarquer sur le terrain de la légalité de la CSN et du patron.

La lutte s'éteint

Au début de mai, on entreprend le dépôt d'une nouvelle demande en accréditation puisque plusieurs travailleurs inclus dans la première demande sont partis durant le conflit; aussi, il faut compter avec les anciens scabs qui sont encore dans l'usine.

Encore là, cette formalité n'est pas faite au travers d'un travail d'oganisation sérieux; on fait signer les cartes en discutant individuellement avec les gars, et on est incapable de faire resssortir le contenu de notre action et en quoi est-il différent de l'action des Opérateurs en machinerie lourde. Les travailleurs voient peu l'importance de ce qui se passe.

Au même moment, c'est la **scission CSN-CSD** qui se prépare. La fédération du bâtiment et du bois, auquel le syndicat de Carrier est affilié est un des chateaux-forts de la CSD. Cette situation affaiblit grandement la CSN et ses permanents qui seront à partir de là beaucoup plus préoccupés de limiter les désaffiliations au profit de la CSD que de mener des luttes syndicales.

C'est ainsi qu'on change de permanent. Le nouvel organisateur de la CSN n'est pas très actif; en prévision du vote sur le syndicat il se contente de faire une assemblée préparée à la dernière minute et de passer un tract. Le vote entre les deux syndicats se tiendra le 16 juillet.

(Il n'est pas lieu ici d'analyser en détails la pratique des permanents syndicaux). Cette situation au niveau de la CSN se combine à une **démobilisation** des travailleurs militants à l'intérieur qui attendent que le permanent prenne des initiatives au lieu de compter sur leur propres forces.

Les actions individuelles se poursuivent: des petits sabotages, des petits ralentissements de la production, sans organisation ou préparation collectives. Ces actions écoeurent les boss, mais pour les travailleurs de la shop, elles n'ont aucune signification si ce n'est des gars "tannés" qui manifestent du mieux qu'ils peuvent le fait qu'ils n'aiment pas Carrier.

C'est dans ce contexte qu'au mois de juillet, le vote est pris, dans un climat de quasi-désintérêt. **Le syndicat CSN l'emporte** par une très faible marge (23 contre 18), ce qui montre la démobilisation. Le syndicat CSN qui avait mené la lutte et mobilisé l'ensemble des travailleurs (surtout les ex-scabs) n'apparait pas pour les travailleurs quelque chose de sensiblement supérieur aux opérateurs de machinerie lourde (FTQ).

En fait, cette situation est explicable en grande partie à cause de **l'abandon de la direction** de la lutte par les militants reliés au CAP Maisonneuve. A ce moment, le CAP et le noyau des petites entreprises était incapable d'encadrer de façon correcte la poursuite du travail. Comme il e dit dans leur bilan (paru in Mobilisation, vol. 3 no. 2):

> "On peut dire qu'au noyau à l'époque l'implantation était un objectif vague (créer un noyau, regrouper sur le lieu de travail des travailleurs, mettre sur pieds un comité de travailleur, etc...) auquel nous n'avions pas de solution concrète. C'était vu mécaniquement, c'est-à-dire que le militant une fois que'une formation de base serait assurée, pourrait lui-même trouver les méthodes justes pour regrouper autour de lui d'autres travailleurs. Ceci d'autant plus que l'absence de milieux déjà syndiqués imposaient à chacun (parmi les militants du n.p.e.) la tâche d'une syndicalisation qui était aussi vue mécaniquement comme un préalable ou un moyen de regrouper d'autres travailleurs dans un noyau ouvrier à l'usine..."(p.19)

En fait, les militants sont démunis face aux évènements. Après la lutte intense de cinq mois, ils sont incapables de proposer une alternative concrète pour la poursuite de la lutte.

D'ailleurs, au cours de l'été, un des deux militants, qui est aussi président du syndicat, est congédié de l'usine. Peu après, il quitte le noyau. L'autre militant s'absente de Carrier pour un mois. Le chemin est libre pour Carrier.

Après le départ du président du syndicat, quelques anciens scabs alliés à quelques ex-grévistes prennent le contrôle du syndicat. Ils le font pour des raisons assez apportunistes et pour s'emparer du fond de secours amassé durant la grève. Pour la masse des travailleurs, ces nouveaux dirigeants du syndicat apparaissent comme des "modérés" par rapport aux militants, et dans la passivité générale, aucune opposition organisée ne les confronte.

Durant l'été, en juillet et août, le syndicat se met à préparer un projet de convention en vue des négociations qui doivent se tenir en septembre. Un des militants qui est revenu pour une courte période de temps participe à la préparation de la convention, mais sans encadrement politique du CAP. Le projet de convention se prépare d'ailleurs dans la bonne vieille tradition du syndicalisme d'affaires, sans participation des travailleurs, sans travail d'ateliers. Le permanent conserve toute l'initiative et oriente à sa guise la discussion.

Finalement, on s'empresse de faire approuver par l'assemblée générale le projet de convention, sans clarification sur l'importance de chaque clause. Peu après, à la mi-septembre, le militant qui était resté est congédié. Il tentera par la suite de suivre le développement des négociations, mais sans être en mesure d'apporter beaucoup à l'orientation générale.

Le patron Carrier lui engage une firme d'avocats pour négocier. Il réussira de cette façon à enlever presque toutes les petites améliorations proposées dans le projet de convention du syndicat. Ainsi, la convention signée à fin de décembre (après que Carrier eut utiliser tous les recours légaux pour éterniser l'affaire) est défavorable à tous les points de vue pour les travailleurs: les salaires sont pour la plupart des gars très proches du salaire minimum; un

système de classification très complexe pour une petite usine permet de diviser les gars; une liste d'ancienneté permet à Carrier de choisir les gars qu'il veut pour la promotion, etc...

On a beau parler d'"harmonie" dans les relations patronales-ouvrières dans la convention, cela n'empêche pas que la signature du contrat (que le syndicat obtient après d'autres assemblées vides de tout contenu) est une défaite sérieuse pour les travailleurs.

Après la signature du contrat (d'une durée de trois ans), la situation est bien en mains des quelques opportunistes alliés au permanent syndicat et au patron. Quant aux travailleurs, les plus combatifs sont isolés et démobilisés. Plusieurs partent de l'usine. Les autres subissent leurs conditions. Mais ceux-ci ou d'autres trouveront bien le moyen dé mettre Carrier à sa place et de lutter pour des conditions décentes. Ce n'est qu'un début...

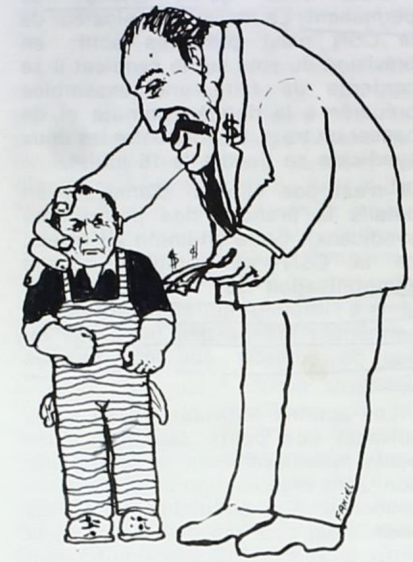
Quelques conclusions

Avant de tirer quelques acquis, tentons d'abord de resituer les **grandes lignes** du contexte de la lutte chez Carrier.

D'abord, ce qui saute aux yeux, c'est la situation particulière de la petite entreprise. Ce qui ressort chez Carrier, c'est que le contexte économique (une petite shop peu mécanisée) est très limitatif du point de vue de la lutte des travailleurs. Cette situation est tellement importante que finalement les travailleurs gagnent leur lutte, mais doivent rentrer dans une entreprise réduite à moitié. Carrier ne pouvait pas tenir le coup. D'autre part, il lui était aussi très difficile de céder à la volonté des travailleurs de se syndiquer: une victoire facile sur cette question aurait entraîné les travailleurs à présenter d'importantes revendications et à tenir leur bout. En bref, la petite entreprise qu'est Carrier ne réussit à se maintenir qu'en exploitant au maximum les travailleurs et en ne tolérant aucune forme de résistance à cette exploitation.

C'est pour ces raisons que les patrons des petites usines du type de Carrier sont si fermés et entêtés: ils n'ont presque pas le choix s'ils veulent développer leur entreprise. Economiquement, au niveau global, c'est là le rôle de la petite entreprise: produire du matériel qui ne se fabrique pas facilement en grande quantité et dont le taux de profit est généralement bas. Pour assurer le développement avec un taux de profit assez bas et sans backing financier, le patron surexploite ses travailleurs.

A cause de la petitesse de l'entreprise, le patron maintient un **pouvoir personnel** beaucoup plus présent; c'est lui le "boss", c'est avec lui qu'on règle les problèmes. Le climat de répression se conjugue ainsi à des formes de paternalisme plus ou



moins déguisées. Ce climat influence grandement les travailleurs pour lesquels il est extrêmement difficile de développer un climat d'unité et de solidarité propice à l'organisation syndicale. Aussi, les travailleurs sont souvent jeunes, inexpérimentés, sans qualification. Plusieurs restent chez leurs parents ou pensent à aller en voyage, etc...Ils sont difficiles à rejoindre.

Tous ces facteurs présents dans les petites entreprises en général doivent être nuancés dans le cas de Carrier où se produisait une sorte de "transition" vers l'entreprise de grandeur moyenne. Mais, malgré que les conditions étaient un peu plus favorables chez Carrier, la lutte ne se serait jamais développée autant sans l'intervention extérieure.

C'est là le deuxième facteur de base du conflit chez Carrier: **l'intervention du CAP Maisonneuve**. A ce moment, le CAP, c'est quelques militants issus des comités de citoyens, sans expérience de "liaison prolongée" et d'organisation avec la classe ouvrière, désireux de bâtir l' "organisation politique autonome des travailleurs québécois". Autant au niveau de leurs expériences pratiques que de leurs perspectives politiques, ces militants sont au tout début d'un long chemin. Durant la lutte de Carrier, ils réagirent un peu au jour le jour, en constatant certaines faiblesses et en tentant de les rectifier dans la mesure du possible. Toutefois, aucune stratégie claire, aucune tactique solide n'est prévue: en lutte avec les travailleurs de Carrier parce qu'on pense qu' "il faut faire un travail à la base", et ce, en opposition aux tendances activistes dans le FRAP. On utilise des concepts vagues et sans contenus politiques précis comme l' "implantation", les "poteaux" qu'on doit établir dans les shops. Mais s' "implanter" pourquoi? Etablir quelles sortes de "poteaux" et dans quelle perspective? Toutes des questions impensables à ce moment.

Finalement, quel en fut le **résultat**? Au niveau des travailleurs, c'est une demi-victoire, puisque même s'ils rentrent, ils sont peu à peu mis-à-pieds l'un après l'autre suite à la diminution de l'entreprise (presque de moitié). D'autre part, les revendications économiques qu'ils gagneront par la suite sont extrêmement minimes. Il y a amélioration, mais ce ne sont finalement que des miettes. Le syndicat sera un peu plus tard pris en main par les travailleurs les moins militants et les plus proches du patron. Pour certains travailleurs, le brassage d'idées qui s'est fait a permis de comprendre certaines choses. Mais encore là, le caractère tellement minime de la victoire démobilise les plus militants qui un peu plus tard s'isoleront et quitteront l'usine. Dans un sens, on peut dire que le résultat économique et syndical de la grève est conséquent du caractère "petite entreprise" de Carrier: des victoires économiques importantes sont très difficiles à gagner. La victoire des travailleurs de Carrier réduit l'entreprise de moitié. C'est dans ce sens qu'on peut considérer que la lutte économique et syndicale n'est jamais une victoire en soi: elle est victoire que dans la mesure où elle s'inscrit dans une perspective à long terme.

C'est finalement au niveau du CAP et des militants politiques que la grève chez Rémi Carrier eut le plus de rentissement. Cette **première forme de liaison** importante et prolongée avec la classe ouvrière fut le terrain de base à partir duquel les militants de Maisonneuve et plusieurs autres ont appris. Pour la première fois, les militants du CAP mettaient en pratique ce qu'ils disaient avec insistance depuis quelques mois: **il faut se lier à la base**. La direction effective de la grève, les efforts pour faire un travail de formation et d'organisation avec des travailleurs, le travail d'agitation et de propagande large, tous ce travail riche en leçons vivantes constitue la base de ce qu'on conçoit maintenant comme "travail d'organisation".

Nous verrons dans un prochain bilan comment les leçons de Rémi Carrier furent appliquées ailleurs,

mais nous pouvons dire maintenant quels grand acquis nous en avons tiré.

Contre la conception «propagandiste» du travail d'organisation

Particulièrement au début et au milieu du conflit, l'intervention des militants chez Carrier se caractérise par des conceptions "propagandistes": ce qui est important, c'est de se "servir" de la lutte pour diffuser notre "ligne". Cette position consiste à dire en fait: nous sommes l'organisation, nous sommes les militants socialistes. On appuie votre lutte, on est l' "embryon" d'une organisation politique des travailleurs. Le rapport avec les travailleurs de Carrier et les autres travailleurs touchés par la propagande est dès lors conçues sous deux aspects:

— **la propagande:** communiquer aux masses tel ou tel projet, et en plus, trancher en leur nom sur la portée d'un tel projet (comme l'intervention au forum);

— **le recrutement individuel** des travailleurs qu'on "évalue" de l'extérieur et qu'on amène dans "notre" organisation plus par sympathie que sur un véritable bilan politique (le fait de recruter deux travailleurs de Carrier pour les amener dans un noyau du CAP qui n'encadre par leur pratique mais qui les embourbe dans un style de formation complètement disproportionné par rapport à la réalité des travailleurs.

Dans les faits, cette déviation bloqua le développement d'une solidarité et d'une organisation militante à la base parmi les travailleurs. Le rôle des militants socialistes, plutôt que de tenter de mener la lutte à la place des travailleurs et de donner une portée politique à la lutte à fin de propagande (s'en servir pour mettre de l'avant le CAP Maisonneuve), aurait été de **diriger le processus d'organisation à la base:** donner aux travailleurs les moyens d'analyse de base du marxisme-léninisme pour qu'ils évaluent leur lutte, en fassent des bilans systématiques et "apprennent à faire la guerre en faisant la guerre" (Mao). Le résultat de la déviation "propagandiste" fut de retirer l'initiative des mains des travailleurs, isoler les travailleurs plus avancés et les utiliser comme instruments de propagande au service de l,' "embryon" d'organisation que se voulait le CAP.

Contre la conception «étapiste»

Cette conception toujours présente dès le début de la grève s'accentua après l'évaluation des militants du CAP à la fin février. Cette évaluation fut une première remise en question du "propagandisme" et du gonflement artificiel de la lutte. Les militants constatèrent avec raison qu'ils avaient mené la lutte "mille pieds au-dessus des travailleurs". La décision qu'ils ont prise, fut marquée à la fois par une évaluation juste de la situation, et aussi par des conceptions "étapistes" du travail d'organisation. Cet étapisme se traduisait comme on l'a vu par le fait de voir comme deux étapes successives, distinctes et séparées dans le temps le **travail syndical d'abord** centré sur la lutte économique et un **travail politique et idéologique ensuite**, centré sur des tâches de formation et d'explication politique de la lutte (la conception traditionnelle de la social-démocratie). En fait, cet attentisme (attendre que les travailleurs soient "prêts" pour la politique) réflétait une conception fausse du rapport aux masses en lutte: nous nous diluons nous-mêmes dans les masses, nous sommes comme elles, nous attendons avec elles qu'elles posent la question de la lutte politique et entreprennent de la mener. Le rôle des militants socialistes exigent d'eux qu'ils introduisent **cet élément "extérieur"**, cette conscience que la lutte dans l'usine n'est qu'une petite partie d'une lutte globale contre l'exploitation. Et cette conscience, elle n'apparaît pas spontanément, dans une "étape" ultérieure même si les travailleurs ont mené la lutte économique et syndicale.

Un des acquis qui se dégagent des comités de travailleurs à l'heure actuelle concerne justement cette question d'introduire l'élément politique dans la lutte. Les comités de travailleurs, vus comme des structures d'organisation **intermédiaires**, permettent aux travailleurs combatifs de se doter d'une forme organisationnelle autonome, et **sous la direction et l'impulsion** de militants socialistes, (regroupés eux mêmes dans leur propre organisation socialiste) d'acquérir des éléments de base qui peuvent leur permettre de dépasser la conscience strictement trade-unioniste pour acquérir une conscience politique. Dans le cas de la lutte chez Carrier, une structure du genre "comité de travailleurs" aurait pu permettre ce développement, en organisant les travailleurs de façon démocratique et autonome pour mener la lutte économique et syndicale, et en même temps, en amorçant un début de travail politique (formation et explication dans les premiers stages).

Dans le cas de petites entreprises, il faudrait aussi insister sur la nécessité des LIENS à établir entre les diverses shops. Ces liens sont d'autant plus importants dans des usines où le rapport de forces local est grandement défavorable aux travailleurs. Des liens de solidarité et d'unité permettraient de briser quelque peu cette faiblesse des petites concentrations de travailleurs.

De cette manière aussi, il serait plus facile d'assurer une **continuité** dans la lutte et l'organisation économique et syndicale: la lutte d'une entreprise devient la lutte de plusieurs entreprises. Les perspectives de classe se dégagent plus aisément, permettant le dépassement de la conscience trade unioniste.

Dans le cas des travailleurs combatifs, le comité de travailleurs aurait pu libérer et encadrer leur initiative. Dans le cas des travailleurs plus avancés, l'aspect politique contenu et impulsé par les militants socialistes dans cette structure "large" aurait correspondu à leur niveau de conscience et de développement. La structure "intermédiaire" établit un juste rapport entre la nécessité d'une part, d'encadrer la combativité des travailleurs de la base et d'autre part, d'introduire l'élément politique. Ce n'est que par ce travail d'organisation de masse prolongé que pourront être brisés à la fois le **dogmatisme** et sa forme "propagandiste" (des interventions politiques qui ne correspondent pas au niveau de la lutte et bloquent l'initiative des travailleurs) et le **spontanéisme** et sa forme "étapiste" (on mène la lutte économique d'abord, ensuite les travailleurs seront prêts "spontanément" à passer à une "autre étape").

Les conceptions erronées appliquées chez Carrier, conjuguées aux conditions objectives d'une petite entreprise, aboutirent à une démobilisation totale. Aujourd'hui, Rémi Carrier, c'est une petite entreprise comme une autre. Cet aspect des conditions objectives a d'ailleurs amené les militants à se ré-enligner en mettant la priorité sur les grandes entreprises dans un premier temps, où les conditions de stabilité et d'organisation sont plus propices pour un travail politique prolongé. Il sera alors plus facile par après en s'appuyant sur ces bases de développer un travail dans les petites entreprises.

Mais les travailleurs luttent partout où ils sont. Encore récemment, les travailleurs de **Shellcast** tentaient sans succès de se syndiquer après plusieurs semaines de luttes épiques. Sans doute sera-t-il nécessaire d'appliquer quelques leçons que nous avons pu tirer chez Rémi Carrier dans les petites entreprises.

ANNEXE 1

LES COMITES DE SOUTIEN

Avertissement: ce bilan des comités de soutien n'est que très partiel. D'une part, il est basé uniquement sur une expérience, celle d'un comité de soutien mis sur pied dans une université à Montréal. D'autre part, il n'a pas fait l'objet d'une évaluation et d'une critique collective des militants impliqués, mais il a été fait bien après la fin de la lutte par quelques militants qui avaient participé aux activités. Cependant, malgré ces limitations, le texte est quand même largement représentatif de la réalité des comités de soutien de cette époque, parce que d'abord, il est basé sur l'expérience du comité LE PLUS DEVELOPPE ET LE PLUS FORT parmi tous les comités de soutien qui furent mis sur pieds à l'époque, et parce qu'ensuite, il a été confronté par des militants travailleurs directement impliqués chez Carrier, qui ont pu l'évaluer en tenant compte de l'ensemble de la situation de la lutte chez Carrier. C'est dans ce contexte que ce court bilan peut avancer des éléments de réflexion valables.

Origine du comité de soutien

Au début du second semestre à la rentrée des vacances de Noel, certains étudiants progressistes prennent connaissance du dossier "ON S'ORGANISE". A ce moment, il existe un grand flottement dans le mouvement étudiant. On en est encore dans la continuation de la crise d'octobre, qui avait amené une grande période de démobilisation et de désorganisation. Plusieurs petits groupes se maintiennent, sans perspectives politiques claires, sans liens organisationnels, se balançant d'une lutte à l'autre. Ainsi, à l'automne '71, c'est la grève des professeurs à l'université du Québec, et la grève des employés de soutien à l'université de Montréal. Peu après, la manifestation violente contre **La Presse**. Ces événements cristallisent encore plus la désorganisation des étudiants, qui à la dernière minute tentent de se regrouper pour "faire quelque chose", en réagissant devant les événements sans avoir aucune prise sérieuse sur la réalité. Les étudiants progressistes se forment, se déforment et se reforment constamment en petits groupes politiques qui flottent au gré des luttes dans l'université et dans la société.

L'intervention des étudiants chez Carrier se situe en plein dans la continuité de cette situation: c'est-à-dire, la grève de Carrier apparaît une fois de plus comme un "événement" qui va nous permettre de "faire quelque chose", au contact de la classe ouvrière.

L'activisme et le spontanéisme des étudiants se conjuguent aussi avec une sorte d'idéalisation de la classe ouvrière et de ses luttes. Dans les faits, cet ouvriérisme justifie l'incapacité des étudiants progressistes à faire un travail politique parmi la masse des étudiants, considérés comme trop passifs et "petits bourgeois", sans toutefois faire une analyse de classe sérieuse de la situation dans son ensemble (par rapport aux conditions objectives et subjectives).

Bref, ce qui caractérise le mouvement étudiant de l'époque, c'est son isolement causé par des pratiques activistes et ouvriéristes(1).

Début de l'intervention

Au début de janvier, des étudiants de divers groupes se rendent au CAP Maisonneuve où on discute avec des militants du CAP de la possibilité de faire un travail de soutien. Les militants de Maisonneuve semblent assez réceptifs à l'idée, mais refusent dans les faits d'assumer un rôle de direction à cette initiative. "Si vous voulez faire un comité de soutien, faites-le...". Le CAP s'engage à collaborer techniquement (impressions de tracts...) et à envoyer des travailleurs de Carrier parler à l'université. Dès le départ, aucun mécanisme de collaboration politique n'est établi entre les étudiants et le CAP. Des militants étudiants du CAP n'apprendront que plusieurs semaines plus tard l'existence d'un comité de soutien dans l'université même où ils étudient!!!

A l'université, les étudiants reviennent du CAP assez enthousiasmés et avec l'idée de mettre le principal de leurs énergies sur la question. Ainsi, une semaine plus tard, on assemble la plupart des petits groupes progressistes. La conception qui domine à ce moment, c'est que, pour faire un travail de mobilisation massive, il faut s'unir entre les groupuscules. **L'organisation large comme se veut le comité de soutien est une addition de militants qui travaillent déjà dans les divers groupes**. Cette conception oriente dès le départ le travail d'organisation et de propagande du comité de soutien, qui dans les faits sera adressé presqu'exclusivement vers le milieu "progressiste" à l'université.

Le caractère restreint de la mobilisation de départ permet toutefois d'accélérer (quoique de façon superficielle) le processus d'organisation du comité: à peine après deux semaines, le comité est mis sur pieds avec une structure et des poteaux dans les différents départements et bâtiments.

La première tâche envisagée est l'organisation d'une assemblée où des travailleurs de Carrier viendraient expliquer leur lutte. L'objectif est de lancer officiellement le comité de soutien. Déjà des accrochages surviennent dans la préparation de l'assemblée entre des militants de divers groupuscules. Une position tente de voir le comité de soutien comme une organisation ayant un caractère large et non limité à la lutte de Carrier; une autre, développée par un groupuscule avec une ligne idéologique plus formulée, tente de limiter le comité de soutien, pour ne pas que cela "devienne une organisation politique". Derrière ces conceptions différentes se masquent deux aspects d'une même position ouvriériste et activiste: l'une plus-"démocratique", plus dialectique, l'autre plus 'groupusculaire", se voyant déjà comme LE mouvement politique étudiant qui collabore avec des gens sur une question précise.

Mais ces contradictions restent encore masquées de façon générale. L'assemblée est organisée: environ 80 personnes y assistent et écoutent les travailleurs de Carrier. Après l'assemblée, on collecte les fonds et on recueille les noms d'une trentaine de personnes pour les mobiliser sur le piquetage et la popularisation.

Les activités du comité de soutien

Avec le noyau initial de militants (une quinzaine), quelques 20 personnes mobilisées dans l'assemblée, se mettent à populariser la lutte dans l'université. Tous les départements et tous les bâtiments sont systématiquement et régulièrement bombardés de tracts, d'affiches, de collants, etc... Des collectes d'argent sont organisés presque à tous les jours dans les différentes cafétérias. Ces activités intenses se dérouleront pendant presque tout le mois de janvier sans interruption. A toutes les semaines, le comité organise une assemblée générale ouverte, qui attire quelquefois des curieux, dans le "milieu progressiste" à l'université.

D'autre part, le comité organise les étudiants pour qu'ils participent aux lignes de piquetage chez Carrier. Cette activité demande beaucoup d'énergie aux militants qui doivent passer plusieurs heures par semaine sur la ligne. Après quelques semaines, le comité est incapable d'organiser la participation des étudiants et ceux-ci y vont de façon individuelle.

La participation des étudiants sur les lignes provoque certains problèmes au niveau du CAP et des travailleurs de Carrier. En effet, le comité de soutien avec sa ligne minimale n'a pas le contrôle de cette activité et de ses militants. Ceux-ci vont là-bas et suscitent des "discussions" poliiques avec les travailleurs de façon gauchiste et même farfelue. Certains travailleurs développent des attitudes très aggressives face aux étudiants à cause de cette situation. Fatigués d'entendre des discours sur la révolution, plusieurs travailleurs ne comprennent pas les interventions des étudiants qui ne correspondent nullement à leur niveau de conscience et d'organisation.

Dans l'université, le travail de popularisation se poursuit, mais après quelques semaines perd son aspect "spectaculaire" et enthousiasement pour devenir quelque peu routinier. La masse des étudiants qui au départ manifestait un certain intérêt pour la grève (malgré que cet impact soit extrêmement limité puisqu'il ne s'accompagnait pas 'un travail politique en profondeur parmi les étudiants) devient peu à peu indifférente aux interventions du comité de soutien. Conscient de cela, les militants du comité tentent de relancer l'affaire. On organise alors la présentation d'un film français sur une lutte ouvrière(2) pour "attirer" du monde. Mais cela est un échec partiel, pas plus de 50 personnes ne viennent assister à la projection.

En fait, le travail de popularisation que les militants font est très détaché du milieu étudiant. Aucun effort sérieux d'explication n'est entrepris pour tenter de relier la lutte de Carrier à l'ensemble de la lutte ouvrière au Québec, et encore moins pour relier ces luttes à la condition et la situation étudiante. On se contente de lancer des grands appels à la "solidarité". De plus le travail de soutien à la grève se fait en dehors de toutes autres activités organisationnelles et politiques dans l'université, ce qui aurait permis de **relier** de façon plus concrète et vivante la situation chez Carrier à la lutte globale populaire. Les militants des divers groupes progressistes voyaient la lutte ouvrière et le soutien qu'ils y apportaient comme quelque chose d'isolé du milieu étudiant.

Déclin et éparpillement du comité de soutien

Deux facteurs inter-reliés provoquent le déclin et la fin du comité de soutien durant les mois de février et de mars. D'abord, l'**essouflement du travail de popularisation**, expliqué auparavant et qui s'accentue à toutes les semaines. A chaque semaine, le comité distribue tracts et affiches et appele à l'assemblée pour discuter. Finalement, ce travail devient tellement routinier qu'on a peine à distinguer la différence entre les tracts

à chaque semaine, la seule distinction évidente étant l'entête: deux semaines de lutte, trois semaines de lutte, etc... La répétition des gestes et des prises de parole éloignent progressivement les quelques 30-50 personnes touchées par la propagande.

Le deuxième facteur qui intervient est l'**accentuation de la lutte interne** dans le comité. Ce sont fondamentalement les deux mêmes positions qui s'affrontent: la première veut élargir la base d'entente et de pratiques du comité. Malgré le caractère activiste qui demeure, cette position est un peu plus réaliste: on constate le déclin du soutien à Carrier, on est conscients qu'il faut faire le lien entre la lutte ouvrière et la lutte à l'école, mais comment le faire?

Les militants de cette tendance n'ont pas de réponse et c'est ça le problème. La deuxième tendance, représentée par les groupuscules(3), est de limiter le comité de soutien. Les militants qui défendent cette position sont moins conscients du déclin du comité de soutien, mais surtout ils craignent que l'élargissement de la base du comité de soutien (d'une organisation basée sur une lutte particulière à une organisation politique étudiante plus globale) ne mette en péril leur propre groupuscule. Face à l'idéalisme de la première position (il faut s'organiser sur une base plus large, mais sans savoir comment), les militants qui veulent limiter le comité de soutien l'emportent dans les faits: le comité se limite à la lutte chez Carrier et disparaît tranquillement et sans éclats. Peu à peu, le débat s'accentue et ne débouche pas. Seules quelques personnes restent jusqu'à la fin.

Il est à noter aussi que vers la fin du comité de soutien, le CAP Maisonneuve tente de rescaper l'affaire. Après deux mois d'activités, un militant du "Secteur scolaire" du CAP qui étudie à l'université se joint au comité et tente de le prendre en mains. Mais lui non plus n'a pas les idées claires. Tout au plus veut-il éviter les gaffes comises par les étudiants sur les lignes de piquetage. Finalement, l'apparition du CAP dans le comité n'empêche pas son déclin et sa disparition.

Après l'intervention d'un travailleur de Carrier au forum lors du rassemblement intersyndical du 28 février, le comité de soutien n'a presque plus d'existence réelle. Quelques semaines plus tard, il n'existait plus, malgré que la plupart des militants qui y avaient travaillé continuèrent individuellement ou dans leurs groupes de soutenir la lutte (participation au piquetage...)

Quelques conclusions

Que peut-on tirer du soutien étudiant à la grève de Rémi Carrier? D'abord, il faut rappeler que pour plusieurs militants étudiants, la participation à l'appui de la grève fut leur première véritable expérience de soutien à une grève, de contacts avec des travailleurs en lutte, de liens avec une organisation qui représentait un pas en avant par rapport à la situation de ce temps, i.e. le CAP Maisonneuve. Cette expérience, et les leçons qu'on peut en tirer les militants demeurent l'acquis le plus précieux pour les étudiants progressistes qui sortaient à peine du felquisme sous ses diverses formes et de l'utopisme style "pouvoir étudiant".

Dans ce sens, on peut généralement dire que ce qui est arrivé dans le comité de soutien était inévitable. D'autre part, il n'en demeure pas moins que l'impact politique, idéologique et organisationnel du travail de soutien fut extrêmement minime.

Pour les travailleurs de Carrier, l'intervention des militants amena de l'appui financier et physique très ressenti. Toutefois le caractère gauchiste de l'intervention (et aussi le fait que les travailleurs et les militants du CAP perdirent beaucoup de temps sur la question des étudiants) accentua l'isolement des travailleurs par rapport à la portée politique que des gens **de l'extérieur** donnaient à leur grève.

Pour les militants du CAP Maisonneuve, les comités de soutien furent perçus au début comme quelque chose qu'il n'était pas nécessaire d'encadrer. Beaucoup de temps leur fut consacré, pas pour leur donner une direction politique, mais sur des questions techniques ou de réunions de popularisation. Sans jouer un rôle néfaste sur le fonctionnement et l'orientation interne du CAP, **l'intervention des étudiants amplifia l'erreur principale relevée dans le bilan, celle de mettre comme aspect principal de la lutte sa "propagation" idéologique, son caractère d' "exemple" et de "modèle"**. Un cas qui illustre ce fait: des étudiants qui avaient participé au comité de soutien voulurent produire un film sur la lutte ouvrière au Québec: d'Asbestos et Murdochville à Rémi Carrier...! Cette situation n'était certainement pas pour aider les militants du CAP Maisonneuve à critiquer leurs erreurs et à remettre leur intervention à sa place.

Finalement, quel fut l'impact du comité de soutien pour le milieu étudiant?

Comme pour le reste, l'impact est plutôt négatif. Pour la masse des étudiants, l'intervention des militants dans le comité de soutien leur apparut comme une confirmation de plus du caractère "bizarre" et incompréhensible de la "gauche" étudiante. Et **pour cette "gauche" étudiante, le travail de soutien ne fut pas une étape positive vers la construction d'une organisation solide et sérieuse des éléments progressistes à l'université.** Après les activités du comité de soutien, les militants se retrouvaient exactement là où ils étaient auparavant: divisés en sectes, sans perspectives et analyses claires de la situation, encore confinés à l'activisme et au "buttirage" de lutte en lutte...

Il ne nous appartient pas ici de tracer une analyse du mouvement étudiant depuis cette époque. Toutefois, nous ne pouvons que constater certaines évidences de base. D'une part, il semble qu'une certaine fraction du mouvement étudiant ait entrepris un véritable travail d'organisation politique à la base parmi les étudiants(4), en liant de façon plus concrète et dialectique les luttes ouvrières et étudiantes. D'autre part, il semble aussi que les erreurs développées durant le soutien étudiant à Carrier se poursuivent encore parmi plusieurs groupes progressistes étudiants: isolement et mépris des masses, incapacité de développer des formes organisationnelles et politiques à long terme, continuation de l'activisme et du spontanéisme, etc... Nous laissons la parole à nos camarades étudiants sur ce sujet et espérons avoir contribué modestement à la clarification de cette épineuse question par ce court bilan du comité de soutien aux travailleurs de Rémi Carrier en 1972.

Notes

1) Il faudrait pour une compréhension claire de cette situation retracer les grandes lignes de développement du mouvement étudiant au Québec depuis les années '60, en partant de l'UGEQ jusqu'aux regroupements progressistes comme le MSP, etc... Cette tâche ardue a été entreprise récemment et devrait donner lieu à moyen terme à une analyse historique à paraître dans MOBILISATION.

2) Un film sur la lutte des travailleurs de Peugeot en France intitulé "Week-end à Sochaux".

3) principalement, des miitants du "mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec" (MREQ) et du "Parti du travail du Canada" (PTC).

4) Nous pensons ici aux initiatives du "Comité d'organisation provisoire des étudiants" (COPE) à l'université du Québec lors des luttes sur les frais de scolarité et lès sciences juridiques.

SUR LE TRAVAIL DE FORMATION

Nous sommes un groupe de militants intervenant au niveau de l'éducation syndicale et politique dans la région de Montréal surtout. Notre groupe est surtout composé de militants qui ont participé au cours des années 1966-70 à des luttes populaires et à des organisations de quartier (comités de citoyens, comités d'action politiques, FRAP, etc...). En ce sens, notre groupe est issu et a été marqué par le courant de l'animation sociale et qui s'inscrivait dans la perspective social-démocrate de dépassement des luttes défensives. Au cours des années 1971-73, nous avons participé à plusieurs autres groupes progressistes, à la radicalisation idéologique du mouvement ouvrier québécois; c'est ainsi que nous avons initié ou collaboré à des sessions de formation avec les travailleurs et que nous avons produit et diffusé quelques textes s'inscrivant dans une perspective de lutte de classe. Cette perspective était celle en gros qui se dégageait au niveau des nouvelles orientations des centrales syndicales inscrites dans leurs manifestes (Ne comptons que sur nos propres moyens, l'Etat, rouage de notre exploitation...). Il s'agissait de faire ressortir les aspects politiques en terme de classe des luttes économiques, syndicales et populaires. Dans cet article, nous voulons rendre compte de manière brève et concrète de notre travail, de nos difficultés, de nos acquis en partant de deux expériences de formation: l'une à l'automne 1972 avec des travailleurs provenant en majorité de quelques syndicats d'employés d'hôpital; l'autre de l'été 73 à l'hiver '74 avec des ouvriers d'une usine de la région de Joliette (Firestone).

La formation avec des syndiqués de la CSN

Après une première année de travail, surtout centrée sur des groupes populaires et progressistes, nous avons cherché à rejoindre des travailleurs des syndicats locaux, c'est-à-dire des groupes qui nous semblaient dans la position la plus stratégique à l'intérieur du mouvement ouvrier québécois. Mais, étant donné nos faibles liens avec la classe ouvrière et les syndicats, nous n'avons pu amorcer directement et de façon autonome des contacts avec des travailleurs combatifs dans leur milieu de travail. Au départ, nous avons plutôt compté sur la collaboration de certains permanents syndicaux un peu plus progressistes à l'intérieur des instances socio-politiques des centrales. Surtout avec ceux du Conseil central de la CSN à Montréal (CCCSN), nous avons bâti des programmes de formation destinés à des travailleurs syndiqués, simples militants ou officiers syndicaux. C'est en partant de cette étape particulière de notre organisme et c'est en partant du contexte général du mouvement ouvrier qui venait de vivre les luttes d'avril-mai '72 (suivies d'une période de grande démobilisation, l'emprisonnement des leaders syndicaux, la scission de la CSN et la création de la CSD...) que nous pouvons situer correctement la session de formation décrite ici. Il s'agit d'une des cinq sessions de formation portant sur la vie syndicale et la législation sociale qui eut lieu d'octobre à décembre 1972. Le CCCSN était responsable du recrutement et de l'organisation générale de ces cours (publicité, division des participants en groupes, choix des salles, choix des animateurs et co-animateurs...) tandis que notre groupe était plutôt un organisme de soutien exerçant un leadership au niveau du contenu et de l'animation des cours. Les objectifs généraux du CCCSN et de notre groupe étaient plus ou moins vagues et explicites: ils consistaient à réanimer la vie syndicale, à permettre une plus grande participation des membres syndiqués et à favoriser des luttes mieux orientées et plus combatives.

Les cours

Une quinzaine de personnes (dix employés d'hôpitaux, 2 employés para-médicaux et des ouvriers d'une petite usine) ont constitué les éléments les plus stables tout au long des cinq soirées et de la fin de semaine synthèse que comportait cette session de formation syndicale. Le plan de travail était le suivant:

1-le syndicat:
- a) histoire et structure du mouvement syndical
- b) à quoi sert un syndicat en 1972

2- le milieu de travail:
- a) composition de classe dans une usine et dans un hôpital
- b) les intérêts de classe opposés dans une usine et dans un hôpital

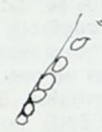
3- évaluation d'une lutte:
   a) évaluation de la lutte du front commun surtout et des autres luttes dans chacun des milieux de travail.

4- lois du travail:
   a) influence de l'Etat et des lois de travail dans la lutte syndicale
   b) limites de l'action syndicale

5- Nouveau syndicalisme: à partir d'expériences concrètes (Institut Albert Prévost, Str-Charles Borromé, etc...) voir les possibilités de renouvellement de la vie syndicale

6- Synthèse:
   a) évaluation de la lutte syndicale dans chaque milieu
   b) discussion sur le journal dans un milieu de travail et sur le conseil syndical
   c) discussion sur l'orientation de la CSN
   d) mise en pratique de nouvelles orientations dans son syndicat local.

Au niveau du déroulement concret, on s'est aperçu au début que plusieurs militants et officiers syndicaux venaient participer à ces sessions pour exprimer leur mécontentement face à la manière dont la lutte du Front Commun avait été dirigée en avril '72 et pour chercher à mieux s'orienter à l'avenir dans la bataille syndicale contre l'Etat. Ces préoccupations de la majorité des participants ont fait que les sujets de discussion les plus fréquents concernaient le secteur public et qu'ils portaient de façon majeure sur la coupure entre les militants des syndicats locaux et des appareils syndicaux ayant décidé de telle ou telle action lors du front commun.



Cette dominance a eu un effet positif: elle a stimulé la participation et l'intérêt pour la session de formation qui consistait en bonne partie à favoriser des échanges concrets entre travailleurs sur les luttes actuelles. Cependant, étant donné que les militants et les officiers syndicaux venaient de milieux de travail différents et que la session de formation était relativement courte, la critique et l'évaluation de la lutte du front commun n'a pu se réaliser en profondeur et elle n'a pas vraiment débouché sur une nouvelle manière de s'orienter et de s'organiser de façon plus structurée. Au fond, il était impossible pour un groupe hétérogène de travailleurs (i.e. avec des expériences concrètes différentes et des degrés de militantisme différents) de faire autre chose ensemble qu'apprendre à se connaître au cours des premières semaines et de commencer à apprendre une nouvelle manière de voir les choses (en terme de lutte de travailleurs contre les capitalistes et leur Etat) et de nouveaux moyens de lutte et d'organisation (journal local, conseil syndical, etc...).

Au cours de telles sessions de formation réalisées depuis trois ans avec des militants des trois centrales, nous avons contribué à faire pénétrer dans le mouvement ouvrier québécois des analyses en terme de lutte de classes et à stimuler une plus grande combativité et solidarité entre travailleurs à la base. Nous pensons que cette action idéologique large est positive en ce qu'elle permet à un nombre croissant de travailleurs de voir plus clairement quels sont les véritables intérêts de la classe ouvrière et en quoi ils sont opposés à ceux de la bourgeoisie à travers des luttes particulières et actuelles. Mais il y a évidemment des limites et même des dangers qui peuvent apparaître à travers et à la suite de telles sessions.

Les limites

Une première limite, c'est qu'après les sessions, il n'y a pas la plupart du temps une continuité et un prolongement qui permettent de supporter pratiquement les militants dans leur milieu de travail respectif. On peut bien retrouver dans 10, 15 ou 100 usines, bureaux et hôpitaux des travailleurs plus conscients qui veulent transformer les luttes dans leur milieu; mais ils risquent parfois de se trouver isolés et même démobilisés après un certain temps s'ils ont suivi seuls ou à deux des cours de formation et s'il n'y a pas de militants plus expérimentés sur le plan pratique et théorique pour les aider à mieux s'organiser, à mieux lutter là où ils sont. Les sessions de formation, c'est très



important pour voir clair et s'orienter vers des tâches plus centrales; mais il faut aussi apprendre à mettre en pratique dans son milieu concret ce que la formation nous a appris. Par là on s'aperçoit que l'une de nos principales faiblesses à ce moment, c'est que nous manquions, comme groupe, d'expériences d'organisation militante dans les entreprises et que nos tâches étaient trop souvent dispersées et sans liens solides avec quelques milieux de travail. Cependant, il faut voir aussi que les limites de notre travail dépendaient des limites inhérentes au syndicalisme québécois à l'étape actuelle. Par exemple, la liaison entre groupes de travailleurs à la base n'est pas encouragée; la continuité au niveau du travail militant et du travail de formation n'est pas assurée, la formation est un service qu'on destine à des individus plutôt qu'à des groupes de militants combatifs. Mais la faiblesse principale de notre travail provient de l'absence d'encadrement politique de nos tâches et de l'absence de lien solide avec des militants travaillant plus directement à l'organisation politique dans les milieux de travail.

La formation avec les travailleurs de Joliette

Progressivement, suite à de telles expériences nous avons commencé à accorder une priorité à un travail de formation plus intensif lié directement à une entreprise. Ce qui ne nous empêche pas de considérer comme une tâche politique (secondaire) la réalisation et la préparation de sessions d'éducation syndicale et politique larges et accessibles à de nombreux travailleurs. Alors que nous recherchions à nous lier plus étroitement avec des groupes de travailleurs à partir de leurs luttes locales, une occasion se présente. En juillet '73, un groupe de travailleurs de Firestone nous appelle pour les aider à organiser des cours de formation syndicale et politique. Ils étaient en grève depuis 4 mois. Et ils en étaient rendus à une étape très importante: suite aux actions très dures de juin '73 (ex. interception d'une vanne remplie de pneus...) et suite à la répression exercée par la police de la compagnie (les Aigles) et la police municipale, ils devaient penser à des moyens de mobiliser tous les travailleurs et de se préparer à une longue lutte. Le piquetage se révélait peu efficace et peu enthousiasmant pour la majorité des syndiqués, car la production était pratiquement arrêtée à l'intérieur de l'usine.

Le contexte à Firestone

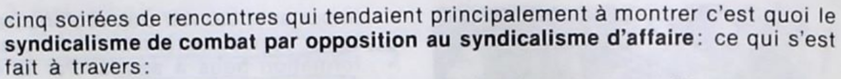
C'est donc dans ce contexte qu'un groupe de travailleurs plus actifs de Firestone nous demande de les appuyer. Ici, il est très important de dire que ce groupe de travailleurs avait déjà suivi deux ans plus tôt, dans le cadre du Conseil du travail de Joliette des sessions de formation sur l'économie, la politique, la culture, le syndicalisme, la négociation, etc...; soutenus par des permanents syndicaux plus progressistes, ils avaient commencé à voir la lutte économique et syndicale comme une partie de la lutte des classes entre ouvriers et capitalistes. Cependant, ils avaient alors tenté de radicaliser trop vite leur syndicat et ils n'avaient pas su mettre progressivement en pratique ce qu'ils avaint appris de nouveau au plan théorique. Ce qui avait eu pour conséquence de séparer les travailleurs de l'usine en deux gangs (les plus radicaux et les autres); et même de jeter un certain discrédit sur les travailleurs de Firestone lors des événements en mai 1972, étant donné que c'était la "gang" radicale de Firestone qui avait forcé un peu fort pour encourager les débrayages dans les autres entreprises de la région.

Un an plus tard, ce groupe de travailleurs plus actifs et plus conscients voulait procéder de façon plus lente mais en rejoignant un plus grand nombre de travailleurs combatifs. C'est dans cette optique qu'ils avaient initié le comité des 30, une sorte d'organisation large de travailleurs prenant les grandes décisions quant à la négociation et établissant des liens continuels entre la masse des travailleurs et les dirigeants. C'est dans la même perspective que le groupe militant des travailleurs organisa des rencontres de formation afin d'étendre à la majorité des travailleurs un point de vue ouvrier sur leurs luttes et sur la société en général. Plus précisément, les rencontres de formation devaient permettre aux ouvriers de l'usine de se rencontrer et de s'informer sur le développement de leur grève et de s'orienter à court et à long terme.

Notre intervention

Au départ, à la différence des sessions avec le CCCSN, la formation est destinée à un groupe d'ouvriers d'**UNE** usine et surtout elle est coordonnée et dirigée par ce groupe. Notre organisme jouait alors un rôle direct de soutien à un ensemble de travailleurs en lutte plutôt qu'être un soutien à l'appareil syndical et à des travailleurs isolés.

Pour commencer, nous avons bâti avec quelques travailleurs de Firestone



cinq soirées de rencontres qui tendaient principalement à montrer c'est quoi le **syndicalisme de combat par opposition au syndicalisme d'affaire**: ce qui s'est fait à travers:

1. une présentation des 5 principales revendications des travailleurs au cours de la grève;

2. une introduction sur ce que sont le syndicalisme de boutique, le syndicalisme d'affaire et le syndicalisme de combat;

3. un plan de nouvelles structures plus démocratiques du syndicat local;

4. une explication du bill 89 et du code du travail;

5. le visionnement du film italien "Appolon" illustrant concrètement le déroulement des luttes d'un syndicat de combat. Ces cours ont été animés successivement par des militants de notre groupe, par un permanent syndical et par des travailleurs ressources de l'Université du Québec. En gros, les travailleurs ont apprécié les cours même s'ils ont formulé plusieurs critiques telles que les "cours étaient trop chargés", ou "telle personne ressource avait de la difficulté à s'exprimer clairement et à se faire comprendre", le manque de documentation qui puisse rester après les cours... Ici, il est essentiel de mentionner qu'à cause du grand nombre de travailleurs participants à ces sessions (entre 100 et 150) le même cours devait être répété trois soirs de la même semaine. Ce qui permettait même si parfois cela était difficile des discussions et des échanges entre les 30-40 travailleurs présents.

Ensuite, de la fin août à décembre '73, il y a eu 3 autres séries de cours de formation. Nous avons collaboré directement à la 2ième série de cours qui impliquait entre autres des informations sur des luttes ouvrières importantes (grève dans le Nord-Ouest, grève de la Presse, etc..) une présentation vivante de la loi d'assurance-chômage et surtout une analyse de la situation après six mois de grève. Nous avons suggéré une telle analyse de la situation comme élément d'information et de formation du plus grand nombre de travailleurs en tirant du jus de leurs propres luttes; il s'agissait d'évaluer concrètement le rapport de forces de la compagnie et des ouvriers après six mois de grève en montrant la stratégie et les moyens des deux parties. Cette analyse de la situation a permis de déboucher sur un programme d'action structuré en impliquant que les travailleurs gardent l'initiative de leur lutte et dirigent des actions offensives contre Firestone (telle des manifestations de solidarité à Joliette). Aussi une telle analyse de la situation a permis de voir l'importance de la campagne de boycottage tel que supporté dans la région de Montréal par le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières.

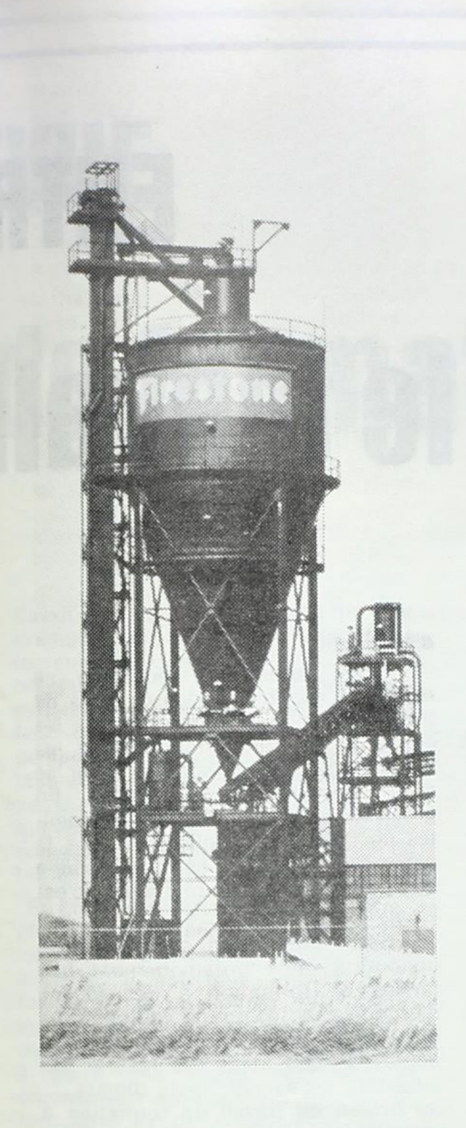


Par la suite, il y eut d'octobre à décembre deux autres séries de cours plus hétérogènes qui portaient sur une multitude de sujets allant des ACEFS au conditionnement social en passant par les syndicats internationaux et les élections provinciales d'octobre 1973. Ces cours manquaient réellement d'unité et de liens entre eux. Même si plusieurs thèmes et plusieurs soirées (telle la présentation de la lutte de Firestone par le Théâtre de la shop) ont intéressé un grand nombre de travailleurs, il s'agissait davantage de rencontres fournissant des points variés d'information et même parfois de divertissements. Nous pensons qu'il était bon qu'il y ait place à de la diversité dans le contenu des rencontres de formation surtout lorsque celles-ci s'échelonnent sur presque six mois: il est important qu'il y ait eu des rencontres plus centrées sur l'information et la discussion de la lutte en cours, des rencontres de formation portant sur des sujets plus politiques et plus généraux (le rôle de l'Etat, de l'assurance-chômage, des élections...), des rencontres plus culturelles tels des films, etc... Mais comme il n'y avait pas de **PLAN INTEGRANT DE FACON UNIFIEE** tous les éléments d'information et de formation, les sessions de formation ont permis à plusieurs travailleurs de commencer à s'ouvrir les yeux sur leur intérêt de classe dans plusieurs domaines, mais sans favoriser directement un engagement politique plus concret et tâches politiques précises à réaliser dans leur usine et à l'extérieur.

La formation a contribué à développer certains points posiifs chez les travailleurs de Firestone (tel la nécessité de combattre le syndicalisme d'affaire, le début d'une conscience de leur intérêt de classe...) Mais il y eut aussi plusieurs faiblesses dans le processus de formation qui sont dues à la fois à notre attitude parfois passive et suiviste, et à la fragilité du groupe des travailleurs plus conscients du groupe de Firestone.

Evaluation

D'une part parce que nous n'avions pas le temps (c'était impossible pour nous d'être présents trois soirs par semaine pendant six mois) et parce que nous n'avions pas assez d'audace pour critiquer ouvertement l'éparpillement des travailleurs les plus militants, nous nous sommes progressivement retrouvés



dans une position de personnes ressources aidant ici et là, discutant de temps en temps avec les leaders de la grève. Autrement dit, nous avons eu une attitude plutôt "suiviste" en n'apportant pas des éléments de critique constructive qui auraient pu réorienter les cours et aider à la constitution d'un groupe de travailleurs capables de prendre plus de responsabilités au niveau de la formation.

Cette remarque nous renvoie à une faiblesse du groupe militant de travailleurs de Firestone. Précisons que par groupe militant, nous n'entendons pas un groupe formel, mais la dizaine de travailleurs plus actifs et conscients à l'intérieur du Comité des 30 et qui exercent un leadership dans le syndicat. Ce groupe militant a été capable de diriger la lutte de Firestone et d'affronter victorieusement au niveau économique la compagnie et cela, autant à travers des actions directes avant, pendant et après la grève qu'à la table de négociations. Mais ce groupe de travailleurs plus conscients n'a pas encore développé une orientation politique qui lui permette d'établir des priorités dans les différentes tâches syndicales et politiques; et il n'a pas encore acquis des méthodes de fonctionnement et de direction qui permette à plusieurs travailleurs de prendre des responsabilités et d'exercer des initiatives: par exemple, trop souvent les tâches reviennent toujours aux mêmes tandis que d'autres qui voudraient participer ont l'impression d'être dirigés par en haut. Plus concrètement, cela s'est manifesté avec nous dans le fait que le comité d'éducation avec lequel nous devions travailler pour la planification des cours (comité issu du comité des 30) n'a presque pas existé comme tel. En fait, les principales décisions ont été prises par un ou deux individus qui avaient aussi de lourdes responsabilités au niveau de la négociation de la publicité et de la solidarité avec l'extérieur. Ce qui implique que les soirées de formation étaient plutôt préparées en vitesse et sans être liées à chacune des étapes de la grève et aux préoccupations particulières des travailleurs.

Aujourd'hui, quatre mois après la fin de la grève, Firestone tente d'intégrer idéologiquement les travailleurs. Elle laisse tomber une partie de la discipline, les contremaîtres ne sont pas accablants, elle installe des bancs à l'extérieur pour favoriser les "échanges" entre boss et ouvriers, elle encourage les contremaîtres à aller prendre une bière avec les gars, etc... Plusieurs travailleurs ne sont pas naïfs et ne sont pas sans savoir que cette attitude libérale profite à Firestone. Plusieurs se sont laissés aller après cette dure lutte de dix mois et ils croient que la compagnie et les contremaîtres ne sont pas si mal après tout... Cette étape de la lutte idéologique chez Firestone pourrait bien être suivie d'une étape plus dure pour tenter de remettre les choses à leur place comme avant: la main de fer dans un gant de velours!

Les travailleurs conscients cherchent actuellement à s'adapter à cette nouvelle situation. Ils veulent surtout trouver les moyens précis de maintenir l'esprit de combativité et de solidarité entre eux. Ce qui n'est pas facile après une longue grève et dans un climat plutôt détendu et libéral dans l'usine. Dans de telles circonstances les faiblesses d'orientation politique et d'organisation se font particulièrement sentir parmi le groupe des plus militants de Firestone: en gros, on peut dire qu'il y a une période de flottement de ce côté.

Nos acquis

Pour notre part, nous constatons que nos interventions se sont situées à un niveau large et de masse (rejoignant un nombre relativement imposant de travailleurs) et cela dans le prolongement du type d'actions massives initiées par le comité des 30 et les travailleurs les plus actifs. Il y a là un aspect très positif. Cependant, nous avons négligé le soutien et la critique des éléments plus conscients des ouvriers de Firestone: nous ne sommes pratiquement pas invervenu comme tel au niveu de l'avant-garde des ouvriers et nous ne les avons pas aidé à développer une orientation politique et des méthodes d'organisation et de direction plus adéquates leur permettant de progresser à leur rythme en s'appuyant sur un noyau dirigeant de travailleurs militants.

Il faut ici rappeler le contexte de la grève avec des actions directes, des négociations, des mobilisations larges, etc... Cela ne favorisait pas tellement un tel travail politique en profondeur.

Maintenant, nous comptons préparer avec des travailleurs de l'usine un plan de travail permettant de répondre à des besoins concrets de formation tels qu'ils vont ressortir du bilan de la lutte. La préparation et la réalisation de ce plan pourraient favoriser l'apparition progressive d'une orientation plus précise et d'un regain d'enthousiasme parmi les travailleurs. Aussi, nous comptons favoriser des liaisons entre les militants ouvriers de Firestone et d'autres groupes de travailleurs qui ont peut-être moins d'expérience de lutte de masse, mais qui possèdent un début d'orientation politique pouvant guider des groupes ouvriers combatifs dans plusieurs milieux.

ENTR

sur le travail

note: MOBILISATION a rencontré les militants engagés dans le travail de formation pour compléter leur bilan en échangeant sur leurs perspectives de travail. Voici cet entretien réalisé au début de mai '74.

Le bilan de vos expériences dans le travail de formation indiquent de nouvelles perspectives à réaliser. Pouvez-vous nous indiquer les effets de cette réorientation politique au niveau de votre équipe de militants?

On peut retracer trois phases dans notre développement et à chacune de ces phases correspond un nouveau type de militant. Au début de notre travail, nous étions engagés dans un type de formation assez proche des centrales syndicales (comme l'explique notre bilan sur la formaiton au CCCCSN). A ce moment, nous étions en majorité des intellectuels petits-bourgeois issus du courant de l'animation sociale et des comités de citoyens.

La deuxième phase, amorcée à la fin de '73 se caractérise par le désir de se lier à la base syndicale, aux syndicats locaux, aux instances premières d'organisation des travailleurs. Conséquemment, au niveau de l'équipe, nous avons mis l'emphase sur des militants syndicaux locaux, des travailleurs combatifs qui sans expérience ni formation politique, exprimaient le désir de se donner de meilleurs instruments de lutte à la base. Et c'est dans ce contexte que quelques travailleurs combatifs sont venus s'ajouter à l'équipe.

La troisième phase de notre développement, que nous amorçons actuellement, est caractérisée par l'insistance mise sur la nécessité d'un travail politique dans les entreprises, ce qui permet de dépasser le niveau strictement syndical et poser les conditions pour qu'émergent à la base des organisations ouvrières autonomes. Cette nouvelle période n'était pas possible il y a deux ans, étant donné l'inexistence de regroupements politiques de travailleurs. Actuellement, cette nouvelle réorganisation nous oblige à relier beaucoup plus étroitement qu'auparavant les tâches de formation et les tâches d'organisation.

Chaque réorganisation nous impose ainsi des transformations dans notre base humaine. Maintenant, notre orientation politique se précise. La dichotomie qui existait auparavant entre notre pratique de formation (au niveau des appareils syndicaux) et le discours de certains de nos militants (plus reliés aux comités d'action politique et voyant la nécessité de faire un travail politique) tend à s'estomper au profit d'un encadrement plus concret de nos tâches par rapport à nos objectifs à court et à long terme. Cette contradiction (entre d'une part nos pratiques de formation dans les syndicats et d'autre part nos objectifs: contribuer à bâtir une organisation politique en milieu de travail. De plus, nous resserrons nos liens avec des organisations de travailleurs qui se développent principalement, les comités de travailleurs.

nous resserons nos liens avec des organisations de travailleurs qui se développent principalement, les comités de travailleurs.

Pour résumer, notre nouvelle orientation provoque les trois effets suivants, sur notre fonctionnement:

1. notre foncionnement devient plus collectif. Les militants ont plus d'expérience et à cause de notre orientation plus claire peuvent échanger et débattre sur l'ensemble du travail; il s'agit là d'un processus d'égalisation.

2. Notre orientation politique se clarifie. L'expérience des comités de travailleurs nous indique en gros les éléments de transformation que les travailleurs peuvent acquérir pour se doter d'organisations de base. En gros, l'orientation actuelle des comités de travailleurs, telle que nous la percevons, nous est accessible directement dans notre travail: c'est un guide.

3. Cette orientation pratique nous conduit à relier organiquement nos tâches de formation à des tâches d'organisation. Nous ne voulons plus que notre travail de formation de déblayage des idées, ne résulte pas en effets organisationnels directs.

Au niveau du travail de formation à proprement parler, quelles sont les perspectives à court terme?

Nous tentons évidemment d'intervenir là où les perspectives organisationnelles sont les plus avancées. C'est un travail plus patient et plus approfondi.

Auparavant, nous avions délimité des bases régionales dans notre travail: Joliette, Nord-Est de Montréal, Centre-Sud de Montréal, Sud-Ouest de Montréal. Cette délimitation géographique ne correspondait pas aux besoins d'un travail d'organisation politique plus poussé et plus réaliste par rapport à nos forces. Cette conception du travail de formation nous a permis de voir concrètement les besoins d'organisation et de formation plus intensives au niveau de groupes locaux de travailleurs. Aujourd'hui, sans laisser tomber ce travail de formation large (valable malgré ses limites), nous mettons plus l'accent sur le développement priviliégié de divers groupes dans une usine et directement engagés dans un

EVUE

de formation

travail d'organisation: comme par exemple, dans le nord-est, avec divers regroupements de travailleurs dans les hôpitaux, ou à Joliette. Cependant, certaines formes de liaisons régionales sont possibles dans cette perspective, mais de façon beaucoup plus concrète: exemple, divers groupes de travailleurs dans des hôpitaux qui échangent sur des questions très concrètes, comme l'attitude face au bill 65, etc...

En bref, notre travail de formation est plus "local" sans pourtant être localiste. Nous pensons qu'à l'étape actuelle, il est plus important de former et de consolider des travailleurs combatifs dans des regroupements autonomes, et secondairement à partir des **bases concrètes et organisées**, amorcer un travail de formation et de propagande large.

Malgré cette priorité dans le travail, vous insistez beaucoup sur les LIENS à établir entre les groupes de travailleurs. Comment situer ces liens dans le contexte de la construction d'organisations locales d'entreprises?

A cette étape-ci, les liens sont importants à développer au niveau des pratiques d'organisation à la base. Il faut dépasser les liens entre exécutifs syndicaux qui aboutissent à la "jasette" sur diverses choses sans poser la question principale: **que faire?** Les liens doivent être militants, pratiques. Il est essentiel pour des groupes de travailleurs combatifs de développer ces liens avec des comités de travailleurs plus avancés qui ont déjà un début de perspective politique.

Parmi les travailleurs combatifs, il y a beaucoup de méfiance face à l'"extérieur." On se méfie des centrales, on se méfie des "intellectuels" qui veulent nous former sans qu'on sache pourquoi. Cette méfiance compréhensible conduit souvent à l'auto-suffisance: l'illustion qu'on peut changer la situation dans l'usine par ses propres forces, tout seul. C'est ce qui empêche de se donner une perspective plus politique. On reste au niveau combatif, militant dans sa shop, on lutte pour de meilleures conditions, mais on est incapable de jouer sur le rapport de forces global. Il faut que notre travail de formation joue un rôle positif là-dessus. C'est pourquoi, on tente de situer les groupes de travailleurs combatifs par rapport à l'ensemble du mouvement ouvrier. Notre travail de formation doit se situer dans un cadre qui permet l'échange et les liens larges: une sorte de carrefour ouvert aux travailleurs militants.

Mais, les liens que vous favorisez sont diversifiés selon les milieux et selon l'état de développement des forces militantes à la base?

Oui. Mais ce qui reste prioritaire, ce sont les liens autour des comités de travailleurs, les liens entre les groupes de travailleurs combatifs et les organisations autonomes qui existent déjà. D'autre part, il est aussi important pour nous de faire un travail idéologique "large". A la différence du soutien plus intensif à l'organisation à la base, ces activités entraînent essentiellement une transformation des façons de voir, un début d'acquisition d'instruments d'analyse en termes de lutte de classes sans impliquer nécessairement des effets pratiques immédiats au niveau de l'organisation et de la lutte. Il s'agit donc d'un travail plus extensif mais néanmoins très important et positif s'il est fait en partant des questions et des problèmes primordiaux que rencontrent les travailleurs combatifs et les militants à l'heure actuelle. Ces liens, on les établit par nos cours de formation larges, des débats, des textes que nous écrivons et que nous imprimons.

Que voyez-vous comme liens entre votre équipe de militants en tant que telle et des regroupements de travaillerus militants?

Nous ne pouvons plus faire notre travail de formation de façon isolée comme dans le passé. Si nous voulons orienter ce travail vers l'organisation politique, nous devons intégrer nos tâches, et cela ne se fait pas dans l'air: cela prend des liens concrets, constants et organisés.

Nous touchons là un point majeur qui ressort de votre bilan. Vous placez l'intégration des tâches idéologiques de formation aux tâches organisationnelles comme une condition "sine qua non" pour développer votre travail. Pouvez-vous resituer la question?

C'est en effet là l'acquis majeur. Le travail idéologique à l'étape actuelle doit être collé aux conditions concrètes d'organisation à la base. Sans cette liaison étroite, cela ne reste que de la diffusion d'idées. Cela n'aboutit pas à des formes organisationnelles en soi. On peut donner des centaines d'exemples de cette réalité. A partir d'un travail idéologique marxiste, donnant la perspective de classe, le résultat est négatif, parce qu'on n'a pas relié ce travail de formation à la question du **que faire** dans le milieu. Ainsi, plusieurs militants syndicaux combatifs ont été touchés par notre travail de formation: les classes sociales, la nécessité de l'organisation politique, la démocratisation et le militantisme syndical,

etc... Une fois revenus dans leurs milieux, certains de ces militants syndicaux ont utilisé les éléments de formation acquis pour justifier et consolider le travail des centrales syndicales. Ailleurs, dans un groupe populaire, le travail de formation provoquera un éloignement des militants et un isolement par rapport à la base. Les idées qu'on diffuse sont incontrôlables sans assurer la continuité dans un cadre organisationnel précis. Les effets d'un travail idéologique large peuvent être négatifs: justifier le verbiage "radical" des centrales, ou le sectarisme gauchiste. Cela peut prendre des formes opportunistes de droite ou de gauche selon les circonstances, souvent "gauchistes" dans les mots, et droitistes dans les faits (on pense ici à certains militants syndicaux au langage dur et aux méthodes de travial bureaucratiques...). Et cette situation est naturelle dans le fonds. Si vous donnez certains instruments de base à des travailleurs combatifs, il est normal que ceux-ci tentent de "faire quelque chose" après. Mais faire quoi, dans le vide actuel? Ce qui reste, ce sont principalement les centrales syndicales. Dans des cas d'exception, il y a les organisations idéologiques et gauchistes qui récupèrent le travail. Mais dans un cas comme dans l'autre, le problème demeure: l'écart entre la volonté de lutter et la réalité concrète du milieu s'agrandit. Des travailleurs deviennent plus combatifs, un peu plus conscients de l'ensemble du problème, mais sont incapables de traduire ses idées en mots d'ordre concrets et réalisables dans leur milieu. Ils se marginalisent de leur milieu, soit en se confinant au rôle d'opposition stérile, soit en s'intégrant aux structures syndicales.

Toutefois, il faut un peu nuancer. Il ne faudrait pas dire que le travail idéologique large est sans aucun effet positif. Il en reste toujours un peu. Dans notre cas, le travail de formation large que nous avons fait peut-être récupérable de façon positive en autant que la prochaine fois que nous faisons notre approche, nous saurons lier dialectiquement notre travail avec des tâches d'organisation.

Pouvez-vous plus expliquer vos conceptions sur le rôle dynamique du travail de formation? Ne voyez-vous pas le danger de sous-estimer ces tâches par rapport à l'ensemble du travail militant?

Le danger existe. Il est en effet dangereux de tomber dans l'empirisme des tâches d'organisation sans analyser et se former autour des perspectives globales. Mais nous en sommes conscients. Pour le moment, nous voyons le rôle dynamique du travial de formation s'articuler autour de deux questions majeures:

- l'analyse critique du syndicalisme et de la lutte économique telle que la vivent les travailleurs dans leurs milieux;
- le développement d'une autonomie idéologique et politique des travailleurs, en leur donnant une perspective de classe dans l'analyse des problèmes, en clarifiant certains éléments de la conjoncture (par exemple la question nationale), en montrant les limites de la lutte économique et syndicale et la nécessité de la lutte politique.

A l'étape actuelle, la tâche idéologique que nous soutenons se situe à ce niveau-ci: amener les travailleurs à se regrouper, mener les luttes économiques et syndicales, et amorcer un travail de conscientisation idéologique et politique. C'est en gros un travail que nous voulons orienter en fonction des acquis des comités de travailleurs, principalement tel que formulé dans le texte "Les comités de travailleurs".

Vous parliez auparavant d'introduire la "nécessité de la lutte politique". quelle est la signification de cet objectif? Comment cet objectif ressort-il au travers des luttes économiques?

Maintenant, cet objectif est concrétisé en termes généraux, non précisés. Il ne sert à rien de faire sur papier un plan pour l'organisation politique. Pour le moment, les idées politiques sont reliées à l'idée de l'organisation autonome de la base. La compréhension politique globale est encore embryonnaire. On en est plus aux constatations évidentes (rôle de l'Etat, rôle des partis politiques bourgeois...) qu'à l'élaboration d'une stratégie pour la prise du pouvoir.

Cet objectif politique général ressort peu à peu de l'organisation de base et de la lutte économique. Les conditions de passage d'un type de lutte à un autre restent encore assez vagues.

Cette difficulté de faire ressortir l'aspect de la lutte politique se répercute-t-il au niveau de votre travail de formation?

Oui. Au niveau du travail de formation, tous les efforts sont mis sur les questions de base, évidentes dès maintenant pour la masse des travailleurs combatifs. Pour le moment, on est rendu là. On en est encore au niveau de la résistance immédiate à l'exploitation et de la recherche d'une alternative, plutôt que sur une stratégie politique claire de renversement du capitalisme. Comment cet aspect peut-il ressortir? Comment tenir compte des divers niveaux d'organisation, organisations de masse, organisation d'avant-garde, etc..., ce sont là des questions que nous abordons à peine. Il va falloir, nous mêmes et avec les autres militants, développer les pratiques d'organisation et de formation pour y voir plus clair.

Entrevue avec

COMITE DE SOLIDARITE AVEC LES LUTTES OUVRIERES

DANS QUELLE CIRCONSTANCES EST LE NE LE COMITE DE SOLIDARITE?

Le Comité de Solidarité est né en octobre 1973 à l'occasion de la lutte des ouvriers de Firestone. Il a été créé à l'instigation de trois groupes, le Comité d'Informaation Politique (C.I.P.), l'Equipe du Journal "En Lutte" et le Théatre de la shop qui étaient en contact avec le Comité des 30 de Firestone. Ces groupes avaient pu constater à travers des discussions avec des militants du Comité des 30 la nécessité de populariser encore plus largement la lutte et de développer un soutien militant dans la région métropolitaine. Une proposition formelle avait alors été faite au comité des 30 de créer à Montréal un comité de solidarité avec leur lutte. Cette proposition ayant été acceptée, les militants du C.I.P., d'En Lutte et du théatre de la shop avaient convoqué la plupart des groupes militants de la région de Montréal à une rencontre au Centre de formation populaire avec des représentants du Comité des 30.

C'est à l'occasion de cette rencontre que le Comité de Solidarité a été formellement créé après que des militants du Comité des 30 aient expliqué en détail la lutte des ouvriers de Firestone. Les groupes militants présents à la rencontre endossèrent une plate-forme politique résumant les raisons d'appuyer la lutte des gars de Firestone. De même, un principe important fut établi et accepté par les groupes présents: le Comité de Solidarité respecterait intégralement la stratégie et les tactiques du Comité des 30 de Firestone.

Si le Comité de Solidarité a été créé d'abord autour du soutien à la lutte de Firestone, toutefois, dès la réunion de création à laquelle participèrent une vingtaine de groupes, il était déjà prévu d'envisager le soutien à d'autres luttes de travailleurs. Cette perspective existait dans la mesure même où les gars de Firestone étaient eux-mêmes liés aux grévistes de la Canadian Gypsum et de la Conslidated Textiles. C'est d'ailleurs pourquoi le premier journal dossier publié par le Comité de Solidarité portait non seulement sur Firestone mais aussi sur ces deux luttes. C'est aussi parce qu'il y avait des liens établis entre les gars de Firestone et les grévistes de Renault que le Comité de Solidarité a été amené à appuyer ces derniers.

Par ailleurs, la création du Comité de Solidarité doit être située dans le contexte des mouvements de solidarité qui se sont développés autour de plusieurs luttes ouvrières, Rémi Carrier, La Presse, Regent Knitting, etc... ces dernières années. Pour plusieurs groupes militants, l'extension de ces mouvements de solidarité envers les luttes ouvrières et leur orientation dans une perspective clairement anti-capitaliste apparaissait comme une tâche nécessaire au développement d'une conscience de classe agissante au sein des couches populaires.

QUELLES FORMES D'INTERVENTION PRECONISE LE COMITE DE SOLIDARITE?

Essentiellement, l'activité du Comité de Solidarité consiste à développer le soutien aux luttes ouvrières et à développer une propagande anti-capitaliste et anti-impéraliste sur la base de ce soutien aux luttes ouvrières. Autrement dit, le Comité de Solidarité cherche non seulement à faire connaître très largement les luttes ouvrières et à leur apporter l'appui le plus grand possible, mais aussi à faire apparaître que ces luttes prennent leur source dans la contradiction fondamentale qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat.

Depuis sa création, le Comité de Solidarité a accordé divers types d'appui à différentes luttes ouvrières et il a développé un travail de propagande et d'agitation plus ou

moins large selon chaque cas. Ainsi, le Comité de Solidarité a organisé le boycottage des magasins Firestone dans la région de Montréal, dressé des lignes de piquetage avec les travailleurs de Renault, Shellcast, Carter, etc... organisé des campagnes de financement, etc... organisé plusieurs assemblées, manifestations, diffusions de textes et de dossiers, etc...

QUEL A ETE LE TRAVAIL DU COMITE DE SOLIDARITE DANS LA LUTTE DES OUVRIERS DE FIRESTONE?

Le travail du Comité de Solidarité s'est fait autour des deux mêmes axes: soutien et propagande sur la lutte. D'une part, l'organisation du boycottage des produits Firestone par le piquetage devant les distributeurs pendant huit samedi d'affilée. D'autre part, réalisation du journal-dossier Firestone-Gypsum-Consolidated textiles diffusé à 30,000 copies, tenues d'assemblées à Montréal, Joliette, St-Jérôme et St-Jean, fête de solidarité, manifestation le 5 décembre, etc...



L'intervention du Comité de Solidarité dans la lutte de Firestone a été la première expérience du Comité. Toute l'intervention s'est faite en respectant rigoureusement la stratégie et les tactiques du Comité des 30. Bien entendu, le Comité de coordination du Comité de Solidarité discutait de l'orientation de la lutte et des actions à mener avec les militants travailleurs de Firestone, mais une fois les décisions prises, le Comité de Solidarité s'y conformait, quitte à apporter des critiques par la suite. Cette façon d'agir a permis de maintenir la direction du Comité des 30 sur tous les aspects de la lutte et d'installer progressivement la confiance nécessaire à une démarche politique commune. C'est ainsi qu'à la fin de leur grève, et tout en jouant un rôle majeur au sein du Front commun intersyndical de Joliette, les militants du Comité des 30 ont décidé de devenir membres du Comité de Solidarité.

DANS QUEL SENS VOYEZ-VOUS L'EVOLUTION DU COMITE DE SOLIDARITE?

Le Comité est né avec la lutte des ouvriers de Firestone. Cette lutte a eu un effet catalyseur important sur l'ensemble des luttes ouvrières au Québec. Cette lutte a donné un élan solide au Comité de Solidarité. Elle lui a permis d'entreprendre un soutien à d'autres luttes ouvrières, comme celles de Renault et de Shellcast. Ces luttes, qualitativement très différentes de celle de Firestone ont amené le Comité de Solidarité à apporter un type d'appui très différent aussi par l'intensité et par la forme d'appui. Ces luttes, dont il n'est pas ici question de faire le bilan, ont précisé une question centrale pour le développement du Comité de Solidarité: quelles luttes appuyer, quel type d'appui leur apporter et sur quelles bases prendre ces décisions?

Les débats menés depuis au sein du Comité de Solidarité ont permis de commencer à apporter une réponse à cette question. Le Comité a précisé ses objectifs et sa nature spécifique: il s'est défini comme une **organisation de masses très large**, travaillant au soutien des luttes ouvrières et au développement d'une propagande anti-capitaliste sur cette base. Il vise ainsi au développement d'une force réellement anti-capitaliste, à l'instar d'autres organisations de masse situant leur action à d'autres niveaux ou à d'autres domaines.

Le Comité de Solidarité doit donc d'abord soutenir les luttes les "plus avancées" du mouvement ouvrier québécois.

Evidemment, il est très difficile de définir abstraitement le contenu d'une "lutte avancée" en dehors d'une analyse de l'ensemble des luttes que les travailleurs mènent. On peut toutefois affirmer, en général, que les luttes les plus avancées sont celles qui représentent pour toute la classe ouvrière québécoise, un pôle de référence, qui mobilisent l'intérêt concret des travailleurs et des couches populaires parce qu'elles vont comporter de nouveaux acquis.

Ainsi donc, c'est à la lumière des objectifs généraux du Comité de solidarité que le choix du C.S. peut être déterminé. Par ailleurs, une lutte dans le cours de son développement peut se radicaliser et se transformer en un pôle important de mobilisation. Il ne faut donc pas examiner les luttes de façon statique mais les situer dans leur développement et dans l'ensemble des luttes du mouvement ouvrier. L'analyse de la conjoncture, des forces qui la traversent vont nous permettre de voir les aspects les plus importants d'une lutte.

Deuxièmement, le Comité de solidarité peut tirer dès maintenant des **leçons concrètes** de son appui aux luttes de Firestone, de Renault et de Shellcast. Nous pouvons sortir les **aspects internes** de ces luttes qui ont permis au Comité de solidarité de développer un soutien militant et qui peuvent nous servir de **points de repère** pour analyser d'autres luttes. Brièvement, voici quelques-uns de ces points de repère que notre expérience passée a fait ressortir:

1 — **La capacité des travailleurs en lutte d'organiser eux-mêmes leur lutte**, c'est-à-dire de prendre en charge l'élaboration de leur stratégie, de leurs moyens d'actions représente un facteur interne important pour le C.S. Les travailleurs de Firestone, compte-tenu de leurs expériences antérieures, compte-tenu de leur degré de conscience, avaient au départ, cette capacité.

2 — **L'existence de structures démocratiques ou l'existence de comités autonomes de lutte qui assurent la direction des luttes** permet au Comité de solidarité de développer un soutien militant et actif. Dans ces conditions, des liens réguliers et directs peuvent être entretenus entre les travailleurs en lutte et les forces qui les appuient. Si la lutte est contrôlée par un exécutif syndical ou un appareil syndical qui collabore avec les patrons, qui centralise toutes les décisions et les informations, le soutien militant est rendu presque impossible.

3 — **La mise de l'avant par les travailleurs eux-mêmes d'un contenu anti-capitaliste et anti-impéraliste** dans leur lutte crée au départ un terrain propice au développement d'une propagande clairement anti-capitaliste. Toutes les luttes ouvrières comportent à leur base même un sentiment anti-capitaliste. Cependant, plus la conscience politique des travailleurs s'exprime ouvertement, plus il est

possible de faire apparaître, à partir d'une lutte particulière, les intérêts et les ennemis de toute la classe ouvrière québécoise.

4 — L'existence de liens de solidarité déjà établis avec d'autres travailleurs en lutte multiplie au départ le pouvoir de mobilisation du Comité de solidarité. A Joliette par exemple, les liens de solidarité établis au début de la grève de Firestone entre les ouvriers de Firestone, ceux de Canadian Gypsum et de Renault ont produit des effets concrets pour la permanence même du Comité de solidarité. Le soutien du Comité de solidarité à la lutte de Gypsum et à la lutte de Renault provient des contacts déjà faits par les travailleurs de Firestone.

Ces facteurs internes que nous avons relevés ne se retrouvent bien sûr pas mécaniquement dans toutes les luttes avancées de la classe ouvrière. D'autres aspects très importants peuvent être présents dans des luttes. La lutte des travailleurs de Shellcast parce qu'elle a représenté l'exemple le plus avancé au Québec de la lutte des travailleurs immigrés, parce qu'elle a mis en relief pour la première fois au Québec l'exploitation d'une couche importante de la classe ouvrière a rendu possible un soutien combatif et large.

Chaque lutte comporte donc des aspects spécifiques qui ne se reproduiront jamais de la même façon ailleurs. C'est pourquoi, **l'analyse concrète d'une lutte particulière** reste toujours la base déterminante de la décision du Comité de solidarité. Pour développer cette analyse, il faut multiplier les occasions et les lieux de débat politique au sein du Comité de solidarité et avec des groupes ouvriers.

Troisièmement, dans l'appui à des luttes ouvrières, le Comité de solidarité doit évaluer bien concrètement **l'état de ses forces**. Une lutte peut être jugée très importante en elle-même, mais si le Comité de solidarité n'a pas les énergies et les capacités pour la soutenir, il ne doit pas s'y engager sinon il s'ensuivrait des erreurs et des démobilisations néfastes pour tout le mouvement de solidarité.

Le problème des forces du Comité de solidarité pose toute la question en même temps, du **type d'appui** à apporter à une lutte et du **degré d'intensité** de cet appui. La lutte de Renault par exemple a été soutenue par le Comité de solidarité surtout au niveau de la propagande. Des énergies moindres ont été mises sur les mobilisations directes parce que le Comité de solidarité était déjà engagé prioritairement sur le boycottage des produits Firestone. Ce dosage de nos énergies peut être fait pour chaque cas particulier en fonction de la situation concrète des forces du Comité de solidarité.

Toutefois, on peut dégager, en général, les caractéristiques de l'appui que le Comité de solidarité peut apporter à des luttes ouvrières. Le Comité de solidarité n'est pas un regroupement qui devrait prendre en charge, comme cela a pu se produire à un moment donné dans la lutte de Shellcast, l'organisation de tous les aspects d'une lutte, compte tenu de toutes les tâches qu'une lutte comporte à différents niveaux (direction, élaboration de la stratégie, des moyens d'action, financement, information interne, etc...) puisse travailler à développer la solidarité avec d'autres ouvriers et d'autres groupes populaires.

Le Comité de Solidarité existe aussi pour favoriser la propagation large des acquis les plus déterminants d'une lutte.

Finalement, ce qu'il faut faire ressortir de nos expériences passées, c'est la nécessité de marquer la différence qui existe entre le soutien à une lutte, sa popularisation et la lutte elle-même. Le soutien militant à une lutte ne remplacera jamais la menée directe par les travailleurs eux-mêmes de la lutte et l'organisation d'actions qui pourront assurer la poursuite de la lutte quelle que soit l'intensité du soutien apporté.



DANS QUELLE PERSPECTIVE SE DEVELOPPE LE TRAVAIL D'ORGANISATION DU COMITE DE SOLIDARITE?

Cette question est ambigue. Elle ne tient pas compte dans sa formulation de la nécessité pour que la classe ouvrière remplisse sa mission historique, de construire non seulement l'organisation révolutionnaire ouvrière, mais un ensemble d'organisations de masse travaillant à divers niveaux, dans divers domaines. Le Comité de Solidarité se veut une organisation de masse, parmi d'autres, dont les objectifs spécifiques sont le soutien aux luttes ouvrières et le développement d'une propagande anti-capitaliste sur la base de ce soutien. A ce titre, les comparaisons boiteuses que certains militants tentent de faire entre le Comité de Solidarité et le Front de Libération Populaire, F.L.P.), par exemple, relèvent plus de la mauvaise foi que de l'analyse politique.

QUI FAIT PARTIE DU COMITE DE SOLIDARITE?

A l'heure actuelle, une quarantaine de groupes dont formellement membres du Comité de Solidarité. En fait, il y a entre 25 et 30 groupes qui sont des membres "actifs". Parmi ces groupes, 7 ou 8 sont des groupes de travailleurs, comités ouvriers autonomes, syndicat local ou Comité d'éducation ou d'action politique syndical. Une dizaine de ces groupes sont des "groupes populaires", comme les cliniques médicales populaires ou autres groupes de quartier. Le reste, ce sont des groupes étudiants: comités de soutien locaux ou mouvements. Un nombre important de militants non-membres de groupes travaillent aussi dans les comités de travail du Comité de Solidarité.

Parmi les derniers, suite à diverses actions comme la manifestation et l'occupation du ministère du travail, un nombre croissant de travailleurs ont manifesté leur intérêt à participer au Comité de Solidarité. Certains s'y sont déjà joints. D'autres envisagent à le faire bientôt. Quoi qu'il en soit, le Comité de Solidarité est conscient de l'importance de renforcer sa composition ouvrière et il y travaille sérieusement.

Comité de coordination,
Comité de Solidarité avec les luttes ouvrières,
mai 1974.

L'avenir est radieux mais le chemin est tortueux

Ce compte rendu a été rédigé par des personnes qui ont visité la République populaire de Chine durant un mois, du sud au nord et de l'est à l'ouest, pendant l'été 1973. Ce voyage s'est fait dans le cadre d'une visite d'étudiants mais nous avons eu de multiples occasions de connaitre et de voir de nombreuses facettes de la vie en Chine: usines, communes, etc.

A la lecture de ce texte certains pourront penser qu'un voyage n'était pas nécessaire pour produire un tel texte mais nous croyons que ceux qui cherchent des compte rendu de voyage peuvent les trouver en librairie [cf la bibliographie à la fin de ce texte].

Par ce texte qui se présente plus comme une suite de réflexion sur des problèmes essentiels que comme un compte rendu descriptif nous avons voulu éviter l'erreur d'oublier certaines questions de base. Questions facilement oubliables dans un processujs de découverte d'une société dont les valeurs, les aspirations et les principes d'action fondamentaux sont semblables aux notres. C'est pour permettre une clarification de ces idées que nous avons rédiger ce texte.

Jusqu'à maintenant notre contribution à une plus grande connaissance de la Chine s'est surtout manifesté à travers la production d'articles pour les journaux, des interviews à la radio et à la télévision ainsi que par la présentation de diapositives sur la Chine à divers groupes: des cliniques, des garderies, des groupes d'aide juridique, des syndicats, des comités de travailleurs, etc.

Aujourd'hui, par ce texte, nous voulons nous adresser plus spécialement à des militants et ainsi contribuer à notre formation mutuelle. En ce sens, le texte n'est pas facile. Il paraitra peut-être abstrait...Mais par delà la forme nous croyons que chaque mot de ce texte compte. Nous y avons travaillé plusieurs mois. Nous l'avons soupesé, analysé, retravaillé. Cet effort nous apparait productif et utile puisqu'il permet à ceux qui lisent de faire un pas en avant [à condition de ne pas le rejeter au non du pragmatisme, de l'éloignement de la Chine ou de l'anti-théoricisme].

Inutile de dire que la Chine reste pour nous un fanal qui éclaire notre propre route mais que nous évitons aussi toute condescendance ou suivisme à son égard.

C'est donc dans ce cadre et dans ces buts que nous avons produit ce texte.

Socialisme ou communisme

Est-ce que la Chine est une société communiste? Non. Sous la direction du Parti Communiste, le peuple chinois est entré dans le processus de construction du socialisme, période de transition nécessaire dans le passage au communisme, où la division du travail, la propriété privée et la structure de classe qui en découle, de même que l'appareil d'Etat (les forces armées, les lois, et le gouvernement) disparaîtront complètement pour faire place à une communauté de gens confiants, socialement responsables, respectueux et autonomes, qui compte sur leurs propres forces, altruistes, capables de coopérer avec d'autres pour atteindre des objectifs sociaux.

Mais plusieurs problèmes sont loin d'être résolus. La division du travail et les classes sociales existent toujours; la lutte idéologique se poursuit et se poursuivra encore pour des décades tant que les idées féodales seront là, transmises par les générations passées (le désir de la part de quelques hommes de donner naissance à des petits garçons plutôt qu'à des filles en est un exemple, le respect non-critique des paysans envers l'autorité en est un autre). En plus, l'impérialisme et le social impérialisme tentent de corrompre, de cajoler ou de faire pression pour amener la direction chinoise sur la voie du capitalisme. Les américains font des vols de reconnaissance sur l'île de Hainan. Les groupes soviétiques menacent les frontières. Les journalistes étrangers exploitent les attitudes féodales de la population chinoise. Des éléments criminels chapardent ou fraudent le gouvernement. Les ennemis de classe et les agents du Kuomingtang. complotent, tentent de saboter les ponts et les installations ferroviaires. La conscience communiste est loin d'être universelle, le carriérisme subsiste: on utilise les positions d'autorité pour obtenir des avantages personnels ou le prestige. Le patronage change de forme et les

enfants des hauts cadres obtiennent des privilèges. On invente de nouvelles formes pour camoufler et rationnaliser les mêmes vieilles habitudes. C'est ainsi que "le drapeau rouge est utilisé pour combattre le drapeau rouge". Dans chaque contexte, dans chaque action à mener, il faut donc choisir entre la voie de la révolution et celle de la réaction.

Ailleurs, un chauffeur pour des cadres du parti commence à penser qu'il est supérieur aux travailleurs. Un cadre s'enlise dans la routine et s'éloigne peu à peu des véritables besoins et désirs du peuple qu'il est sensé servir. Une jeune, choisie pour l'armée, commence à s'écarter des gens parce que ceux-ci la respecte. Un travailleur fait des innovations techniques et s'arrange pour que tous le sachent. Un interprète pour des visiteurs étrangers joue au "petit boss" avec les masses et exige que les gens se lèvent pour donner leur siège aux invités étrangers. Un étudiant réalise que la Chine a fait de grands pas en avant dans le domaine des relations sociales et pense qu'il n'y a pas d'acquis politiques positifs à apprendre des autres peuples. Un soldat arrête d'apprendre du peuple pour en arriver à penser que c'est lui le peuple. Une militante du parti commence à perdre de vue la dualité qui existe entre le parti et les masses et se met à penser qu'il est plus important de servir le parti.

La lutte s'enclanche dans tous ces processus et ces attitudes vivantes. Ils poussent à la constante nécessité de l'auto-critique et conduisent à l'acceptation véritable des critiques des autres afin de persévérer à servir le peuple par la révolution.

Quel état ?

Tous n'ont pas personnellement intégré les valeurs et les principes du marxisme-léninisme: la lutte idéologique doit être constamment intensifiée pour approfondir l'attachement des gens à la révolution communiste. Mais il faut aussi poser les conditions matérielles de base pour le passage du communisme: il faut industrialiser la Chine sans favoriser en même temps l'émergence d'une classe privilégiée. Pour atteindre ce but, l'Etat socialiste est essentiel. **Parce que seulement la destruction de l'appareil bourgeois et des rapports de production capitalistes et féodaux peut libérer l'énergie créatrice des masses.** Seul un Etat socialiste peut assurer la répression des anciennes classes dominantes, protéger et encourager les masses dans leurs tâches. Seul l'Etat socialiste implanté dans les masses peut planifier selon les besoins des gens. Seul l'Etat socialiste peut prendre les mesures pour résoudre la contradiction entre la ville et la campagne en intégrant l'industrie hors des centres urbains, en créant des communes, en décentralisant les services communautaires (hôpitaux, etc.), en mettant l'emphase sur l'auto-suffisance des communes au niveau de l'agriculture et au niveau de la machinerie. Seul l'Etat socialiste peut assurer l'intégration du travail manuel et intellectuel, assurer l'intégration des intellectuels dans les masses, fournir un contexte pour leur rééducation de même que favoriser le développement de la culture parmi les masses. Seul l'Etat socialiste peut assurer que le surplus de la production est utilisé, non pour une couche privilégiée ni pour "l'Etat", mais pour le peuple par exemple à travers l'accroissement des biens de consommation et des services en tout genre (garderies, centres culturels, etc.).



Une garderie financée par l'usine et par l'Etat

En Chine, le gouvernement est une structure divisé en ministères à leurs tours divisés en provinces, districts et communes. **Le tout est dirigé par le Comité central du PCC** car à travers la Chine, l'instrument de direction, c'est le Parti Communiste organisé à tous les niveaux. Le PCC dirige **les comités révolutionnaires**, organisations qui sont responsables du fonctionnement de la société tant au niveau des communes que des usines, tant au niveau des villes que des provinces. Composés des membres de l'Armée Populaire de Libération (APL), de cadres-techniciens, de travailleurs (si c'est une usine) ou de paysans (si c'est une commune), ou d'étudiants et parents (si c'est une école), les membres des comités révolutionnaires sont révocables en tout temps par le peuple comme le Comité central du PCC est responsable devant le peuple. A côté de ces organisations, des organisations de masse ont été développées. Ces organisations sont des instruments de mobilisation: Fédération des femmes, Syndicats, Associations paysannes, Garde rouge, etc.

Dans ce contexte, certains disent "La Chine construit un état, elle est par consequent autoritaire et dominateur. Un état, c'est toujours un état".

Mais à cette étape-ci, il s'agit pas de savoir s'il y a un appareil d'Etat ou non. Il s'agit plutôt de savoir quelle sorte d'appareil d'Etat on a (bourgeois ou prolétarien), qui le contrôle (une minorité privilégiée ou la majorité), ï qui est-il accessible, qui sert-il, quelle classe réprime-t-il et **quels moyens sont-ils pris pour hâter sa disparition?**

A cette étape-ci, la question fondamentale n'est pas l'existence ou la non-existence des lois, mais celle de leur caractère de classe, i.e. qui servent-elles. Ainsi, par exemple, on adopte en 1950 une nouvelle loi sur le mariage: on interdit complètement les mariages forcés, et le concubinage; on permet le divorce et les droits de propriété pour les femmes. D'autre part, en même temps, on promolgue une loi concernant la répression de l'activité contre-révolutionnaire qui permet la ré-éducation des individus contre-révolutionnaires.

A cette étape-ci, il n'est pas question de l'existence ou de la non-existence d'une direction dans les relations de tutelle entre le PCC et les masses du peuple, mais du caractère de classe de cette relation (une relation de domination ou de respect, une relation de mépris et de condescendence ou une relation basée sur la valeur égale et l'apprentissage mutuel, une relation qui repose sur la peur des masses ou sur leur confiance). En fait, il ne s'agit pas de savoir s'il existe une autorité en soi, mais de savoir quelle est la nature et la base de cette autorité.

Une nouvelle armée

L'armée est présente en Chine. Partout à travers la Chine, les unités de l'Armée Populaire de Libération travaillent dans les champs, les entreprises, organisent les milices populaires, protégent les frontières, administrent des hôpitaux et d'autres institutions sociales. L'une des institutions les plus remarquables est l'hopital des sourd et muets: remarquable par son taux de guérison (80%), par ses soins (les malades sont traités en égaux par le personnel) et par les méthodes utilisées (l'acupuncture perfectionné par des soldats qui

faisaient sur eux-mêmes les expériences avant de les appliquer aux jeunes malades).

Ailleurs, la question de l'armée est aussi à l'ordre du jour. Dans les écoles et les "palais d'enfants" (sorte de centre culturel) les enfants manient les armes-jouets pour combattre l'impérialisme représenté sous forme de loup dans une pièce de théatre. Le loup est démasqué, dénoncé et vaincu.

Sous une autre forme, un soldat de l'APL, Lei Feng, est proposé comme modèle aux enfants.

A cette étape-ci, il n'est pas question de l'existence ou non des forces armées, mais plutôt de savoir qui l'armée doit servir (l'ennemi ou le peuple), la base de son recrutement (les qualités de violence physique ou d'amour du peuple), la nature de ses relations avec le peuple (intimider les masses ou apprendre d'elles), la nature des rapports internes parmi les soldats (une discipline basée sur la peur des châtiments ou sur la compréhension de la nécessité d'une action unifiée et l'adhésion aux principes révolutionnaires), de savoir si l'armée est la seule à détenir les armes (comme dans les pays capitalistes) ou si le peuple a accès lui aussi aux armes (l'entrainement militaire et l'organisation de milices populaires comme en Chine).

Conséquemment, sur la question de l'éducation des enfants, dans une époque où la Chine est entourée par les sous-marins américains et les troupes soviétiques, la question n'est pas d'enseigner aux enfants ou l'amour ou la haine, mais plutôt de leur enseigner l'amour de la vie, du peuple, du travail et de la liberté, et la haine de l'impérialisme, du capitalisme, de l'oppression et de l'exploitation; la question n'est pas d'enseigner à la jeunesse la raison ou la force, mais plutôt de leur enseigner la valeur supérieure de la raison et de son utilisation dans la résolution de contradictions non-antagonistes, mais la nature sérieuse des armes, la nécessité de l'utilisation de la force en défense contre l'agression impérialiste ou social-impérialiste. Faire autrement signifierait sacrifier une autre génération dans la monstruosité de la guerre impérialiste.


Une armée qui apprend du peuple pour mieux se mettre à son service

Dans les bureaux de poste, les paquets peuvent être vérifiés; sur les ponts et dans les stations de chemins de fer, des soldats montent la garde. On interdit de photographier à partir des avions ou le port militaire à Shangai. A cette étape-ci, il n'est pas question de l'existence ou de la non-existence de mesures de sécurité publique, mais de savoir contre qui ces mesures sont dirigées (les agents de l'impérialisme et du social-impérialisme, les forces réactionnaires et celles du Kuomintang), qui servent-elles (la bourgeoisie ou le prolétariat), la base de recrutement dans les forces de sécurité (le goût de l'aventure ou la compréhension très profonde de principes politiques), la nature des relations entre ces forces et le gouvernement et comment les individus arrêtés sont traités (la liquidation physique comme dans les pays capitalises ou social-impérialistes, ou la patiente ré-éducation).

La question de l'éducation

Au niveau de l'éducation, on peut poser le même type de question et essayer de voir concrètement comment s'articule ce problème.

Nous avons eu la chance de visiter plusieurs universités dont quelques unes spécialisées dans les arts et la technologie. Dans ces endroits, l'espace est limité (6,000 étudiants à l'université de Fudan de Shanghai, 7,000 à l'université Giatung à Sian); les inscriptions sont soigneusement examinées; depuis la révolution culturelle on n'en a admis que 1,700 à Fudan et 1,400 à Giatung. Dans le contexte du système d'éducation en Chine, les études universitaires constituent un grand privilège (en pourcentage des gens qui ont accès à une formation intellectuelle supérieure. Mais comment expliquer l'existence de l'université comme privilège? A cette étape-ci, il ne s'agit pas de savoir si tous ont accès ou non à l'université, mais plutôt de savoir si tous peuvent apprendre à lire et à écrire (la création de langues écrites pour les minorités nationales), simplification de la langue chinoise, l'envoi de jeunes gens instruits dans la campagne pour enseigner aux paysans et aux plus âgés), et deuxièmement s'il y a des activités culturelles accessibles à tous (l'installation de centres culturels), troisièmement, de savoir s'il y a intégration continue des études et du travail dans la routine de tous les jours, et finalement de savoir qui sont choisis pour étudier à l'université. La question fondamentale est alors sur la manière dont les étudiants sont choisi (par les comités académiques ou par le peuple), et sur quelle base (des critères bourgeois: essentiellement des notes et les petites "connections" ou sur des critères prolétariens: essentiellement de conscience politique qu'on juge à la mesure de son amour du peuple.

Travail ,salaire et égalité

En Chine, il y a des "inégalités" matérielles. Pourtant, le bien-être matériel est garanti pour tous les produits essentiels: nourriture, vêtement, logement, soins médicaux, éducation et activités culturelles ainsi que des frais d'enterrement. D'autre part, le bien-être est assuré en fonction du travail salarié basé (dans les campagnes) sur des points de travail qu'on calcule dans chaque unité de production et qu'on évalue selon l'attitude politique (efforts au travail, services aux autres), années

d'expérience, qualifications, force, selon le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail". Ce sont les paysans de l'unité de travail qui discutent collectivement et qui décident. Mais comment expliquer l'existence des salaires d'après la critique de Marx de l'argent et du travail salarié, comment expliquer les différences salariales si l'on se base sur les principes égalitaires du marxisme?

D'abord, l'argent a de moins en moins d'importance en soi pour le peuple et est utilisé principalement pour des raisons de comptabilité. Les prix des biens essentiels ne cessent de baisser alors que les prix des autres produits tendent aussi à diminuer relativement (le prix des byciclettes par exemple). D'autre part, les bas prix pour les films, les ballets, les compétitions sportives - de 10 à 20 cents - témoignent d'une réduction générale de l'importance de l'argent. Dans certains cas les prix n'existent que parce que les vieilles générations pensent encore qu'une chose gratuite ne peut être bonne.

En ce qui concerne la question des différences de salaires, on ne doit pas oublier que **la question cruciale n'est pas les différences salariales, mais plutôt de savoir si les relations capitalistes de travail subsistent** (patrons-employés, la propriété privée des moyens de production). Aussi, il faut savoir si les différences salariales ont diminué ou augmenté depuis 25 ans, , quels buts visent-ils dans chaque étape de construction du socialisme (des stimulants matériels mineurs combinés à la motivation idéologique), si les gens qui gagnent plus désirent d'accumuler plus ou dans l'esprit du communisme, redonner l'argent à la commune, l'usine ou l'hôpital.

Transporter des montagnes

Une chose essentielle à saisir pour comprendre la construction du socialisme en Chine est la question de l'intégration du marxisme léninisme dans la vie quotidienne du peuple. Peut être les mots d'ordres les plus importants sont ceux de Marx: "Quand les idées des classes avancées pénètrent les masses, ces idées peupent être transformées en forces matérielles qui changent le monde", de Mao Tsetoung, "mettre la politique au poste de commandement". Ainsi, dans les montagnes du Shensi près de Yenan, les vieux et les jeunes déplacent la terre dans les charettes tirées à bras, côte à côte avec les mules. Toute la communauté déplace le cours de la rivière. On approfondit une moitié de la rivière et on utilise cette terre pour libérer de



Les membres de la brigade de Viuyu en train d'aménager le versant d'une colline.

nouveaux espaces cultivables. La moitié creusée, où le courant est plus fort, va être utilisée pour créer un nouveau pouvoir électrique. Dans ce travail ardu, les travailleurs s'inspirent du principe **compter sur ses propres forces** et des valeurs d'altruisme tout en s'encourageant par des chants qui célèbrent la prospérité des communes qui avancent sur la voir socialiste. Les paysant déterminés luttent pour transformer leur terre, leur vie et eux-mêmes.

Ou encore dans le chantier maritime de Shanghai, les travailleurs bâtissent des bâteaux de 10,000 tonnes alors que les "experts" refusent d'entrevoir une telle possibilité et suggèrent d'acheter ou même de louer des bâteaux de l'étranger! Inspirés par des mots d'ordre tels que "marcher sur ses deux jambes", "bâtir une Chine indépendante", "promouvoir la révolution, développer la production", les hommes et les femmes de Shanghai rejettèrent la proposition de Pékin et se mirent eux-mêmes à fabriquer de nouveaux outils, à agrandir leurs installations, à travailler jour et nuit afin de produire une flotte de bâteau pour la Chine, démontrant ainsi comment pour la cause du socialisme, la conscience peut transformer le monde matériel.

En réponse à notre question s'il n'est préférable de rester en ville avec tous ses avantages plutôt qu'à la campagne, un paysan nous dit:

"Il faut se référer aux textes de Mao "Servir le peuple" et "En mémoire de Norman Béthume". Ce qui est important n'est pas d'être à la ville ou à la campagne, mais d'abord d'être au service du peuple, de servir la révolution; secondairement, le docteur Béthume nous a aussi appris l'esprit du sacrifice de soi, de mettre le bien collectif au dessus du bien de l'individu."

La femme et la famille

Partout en Chine, nous avons vu des femmes engagées à toutes sortes d'emplois (dans l'industrie légère comme dans le textile, l'industrie de l'outillage, l'industrie lourde comme la construction de navires, dans l'enseignement, comme médecin, chauffeurs d'autobus, etc...) et à différents postes de responsabilités (une dirigeante syndicale dans une usine de textile à Sian, une autre dirigeait le comité révolutionnaire dans un hôpi-

tal...). La majorité des femmes (80%) sont maintenant engagées dans la production; des ménagères s'organisent au niveau des comités de rue et créent des ateliers de quartier afin de participer à la production nationale. Dans un quartier de Shanghai, 6 femmes tannées d'être considérées comme inférieures et d'être "improductives" la moitié de la journée, ont bâti un atelier pour fabriquer des bouilloires et ont organisé les femmes



La majorité des femmes (80%) sont maintenant engagés dans la production...

du quartier sur cette base. Aujourd'hui cet atelier compte plus de 300 femmes et fabrique aussi des machines de précisions. A cette fin, des services de garderies sont disponibles partout. Toutes les femmes se marient; les relations sexuelles pré-maritales et extra-maritales ne sont pas encouragées; le mariage est libre mais parfois les gens sont limités quant au choix, surtout à la campagne, où il est difficile de rencontrer des gens en dehors de la commune. Les habitudes féodales subsistent mais sont en train d'être déracinées. Un de nos interprètes nous expliqua son cas personnel: quant il se maria, il croyait être très avancé politiquement alors qu'en réalité il traitait sa femme de façon traditionnelle. Finalement, sa femme et sa mère le critiquèrent et l'obligèrent à étudier les textes marxistes sur la question des femme lui démontrant l'incohérence de ses positions et de sa conduite. Ils l'aidaient ainsi à se transformer. Il lui allut du temps pour accepter la critique et quelques mois pour changer réellement.

Pourtant, selon l'analyse de Marx dans "Le Manifeste du parti communiste" et celle de Engels dans "L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat", comment peut-on expliquer la persistance de la famille monogamique, des droits d'héritage et de la présence majoritaire des femmes dans certains occupations, les garderies par exemple?

La question de fond ne se pose pas sur l'existence de la forme de la famille monogamique en soi, mais sur son caractère. Bien que le mariage soit encore une forme traditionnelle en Chine, le problème fondamental est celui de l'indépendance économique que les femmes sont capables d'acquérir par rapport à leurs maris en entrant dans la production comme 80% des femmes l'ont fait. C'est un précondition à la libération de la femme. De même que l'acquésition d'une indépendance émotive est importante. Indépendance développée, entre autre, à travers les amis au travail, les activités culturelles, etc. La question de base n'est pas l'existence ou non de relations sexuelles monogames mais plutôt du caractère social de classe de ces relations, qu'elles soient monogames, polygames, pré, intra ou extra-maritales, c'est-à-dire: **est-ce que ces relations sont des relations de domination ou des relations de libération, appuyées sur l'exploitation ou sur le soin et le respect de l'autre personne.** De la même façon en ce qui concerne le droit d'héritage, la question de fond n'est pas l'existence ou non de cette forme bourgeoise particulière, mais plutôt, à cette étape-ci, de savoir comment cette forme est-elle utilisée, si l'argent et les biens personnels sont donnés à la collectivité ou aux enfants; et si ils sont donnés aux enfants, est-ce que ceux-ci les gardent pour eux-mêmes ou à leur tour les donnent à la collectivité.

Secondairement, le problème de fonds n'est pas de savoir si la république populaire de Chine est une société parfaite ou non, où si c'est une société dans laquelle il n'y a plus de problèmes. Une telle théorie n'est qu'un rêve enfantin, et une négation de la vérité marxiste concernant la nature éternelle des contradictions. Le fait que ce soit surtout les femmes qui travaillent dans les garderies, que les hommes ne veulent pas y travailler, que conséquemment à cela, on rationalise de façon "marxiste" (lire révisionniste) que la tendresse est une qualité féminine, tous ces faits sont indéniablement des "problèmes". Le fait qu'il faut lutter contre ces conceptions et les remplacer par une conception prolétarienne: la tendresse et la gentillesse sont des qualités humaines et le soin des enfants est une des préoccupations humaines. Tous ces faits-là aussi sont indéniables. Mais là encore, la question n'est pas l'existence ou non de problèmes non résolus, mais de savoir quelle est l'orientation générale de la société chinoise. C'est-à-dire vers quels buts et avec quelles valeurs s'y dirige-t-on? Est-ce que les gens ont accès aux instruments d'analyse pour la solution de leurs problèmes? (i.e. le degré d'intégration de la philosophie marxiste-léniniste par les masses). La question n'a rien avec la "perfection" bourgeoise, mais plutôt de savoir si la société chinoise est orientée en fonction de l'amélioration de la vie humaine; ainsi, il ne s'agit pas de masquer les problèmes ou de ne pas commettre d'erreurs, mais de les corriger, d'apprendre des erreurs et de continuer dans la voir du progrès humain.

Les leçons politiques

Quels sont les leçons politiques que nous avons appris durant le voyage?

Nous avons appris que la grande révolution culturelle prolétarienne ne fut pas un accident, ni non plus un évènement imprévu, mais le résultat dialectiquement nécessaire d'une série de mouvements de rectifivation amorcés dans les années 1940 ayant comme objectifs la consolidation de la position prolétarienne par la critique et la destruction de la culture capitaliste (valeurs, attitudes, habitudes et perspectives) et son remplacement par une culture prolétarienne. Mais aussi par la transformation du caractère de la relation entre les masses et le parti (d'une relation de confiance absolue et d'acceptation de l'autorité à un lien critique et créateur entre les deux).

Nous avons aussi appris qu'il y aura d'autres révolutions culturelles à l'avenir, parce que contrairement à ce que la droite veut croire, le besoin constant de changer et de critiquer existe, mais contrairement à ce que l'ultra-gauche veut croire, il n'y a pas besoin de solutionner les contradictions de façon violente.
contradictions de façon violente.

Nous avons appris que la grande révolution culturelle prolétarienne n'était pas seulement une rectification de certaines tendances économiques et socio-culturelles dans la société en général, mais plus important et plus profondément, une rectification personnelle, pour que la vision idéologique soit conséquente avec la perspective politique et que la contradiction entre les deux doit être résolue graduellement, patiemment et parfois douloureusement jusqu'à une transformation complète de la personne. Transformation dans sa base émotionnelle, dans ses attitudes et sa capacité de connaitre et d'analyser objectivement. Pour atteindre ces objectifs, toute une série de mécanismes ont été institués: les écoles de cadre du 7 mai pour la rééducation, la critique et l'autocritique des dirigeants devant le peuple de



Les ouvriers rectifient la conduite des cadres...

façon régulière, les affiches murales en plus des campagnes continuelles pour empêcher la formalisation et la ritualisation de ces processus.

De l'affaire Liu Shao Chi - Lin Piao nous avons retenu qu'il ne faut pas être altruiste pour gagner sa libération personnelle; ou pour le pouvoir personnel qu'il ne faut pas faire des bonnes choses pour des mauvaises raisons.

Bous avons aussi appris que ce qui caractérise un communiste, **ce n'est pas la mémorisation de dogmes abstraits, ni la facilité d'analyse, ni sa carte de membre du parti mais la qualité des relations sociales qu'il entretient.** C'est-à-dire une conduite non-égoïste au service du peuple.

L'oeuvre des masses

Nous avons appris que la révolution est **avant tout l'oeuvre des masses et n'est pas quelque chose qui peut être imposé ni fait à leur place;** que, sans l'acceptation constante et volontaire d'une direction communiste, toute révolution est vouée à l'échec; que non seulement nos relations avec les masses doivent être caractérisées par leur soin et leur respect, mais qu'avant tout nous devons apprendre des masses, de l'expérience des plus âgés, des connaissances des adultes et des perceptions des jeunes. Les militants doivent comprendre que même si le rôle d'avant-garde est essentielle (développement de l'appui populaire, travail de clarification, de direction et d'encouragement), il est impossible sans notre apprentissage des masses (enquêter, questionner le peuple, séparer nos propres désirs des besoins du peuple). Car une véritable avant-garde veut dire écraser les 1001 rationalisations d'un comportement élitiste et ainsi exige notre confiance dans le peuple et notre appui sur les masses (comme en Chine dans la période pré-révolutionnaire par la création d'organisations de masse, de milices populaires, et aujourd'hui par la consolidation du socialisme à travers les innovations techniques dans les entreprises ainsi que la rectification de la conduite des cadres par la critique de masse).

Nous avons appris que dans certaines périodes historiques, il est nécessaire d'utiliser des formes auxquelles nous sommes opposés, et qui contient potentiellement des abus. Par exemple, la notion du leader (le Président Mao Tsétoung qui signe des textes bien qu'il n'en est pas le seul responsable). La notion de "lieu sacré" (comme l'utilisation de la base révolutionnaire de Yenan où les Chinois vont se rappeler les grands moments de la révolution). Les "badges" et les drapeaux (l'utilisation des symboles, potentiellement dangereux à cause de la facilité de les manipuler mais indispensables comme mécanismes de transmission entre l'idéologie capitaliste-féodale et la conscience communiste.

Nous avons appris que la révolution est un long processus, qui demande le sacrifice complet, la patience et le courage, le pouvoir de la volonté, la foi dans le peuple, dans la raison, dans le futur, et dans la justesse de notre lutte. A cause de ce long processus, il faut, d'une part, le diviser en étapes, chaque étape étant la précondition pour le passage à une étape ultérieure et, d'autre part, ne pas rester accrocher sur une étape en particulier, perdant de vue l'objectif final. La stratégie fondamentale consiste alors à unir le peuple pour isoler et abattre l'ennemi principal, isoler nos ennemis, exploiter leurs contradictions, et les battre un par un.

Nous avons appris que l'esprit vivant du marxisme consiste en l'analyse concrète d'une situation concrète, que seul ce genre d'analyse peut garantir contre les erreurs de droite et d'ultra-gauche, contre les illusions, le cynisme et le désespoir, et que seul ce type d'analyse peut minimiser les erreurs tout en gagnant la confiance et le respect du peuple.

Cette analyse est exigée par toute action car toute action vise un but, délibérément ou non. Toute action transforme la réalité dans une direction ou dans l'autre. Dès lors une action exige une analyse de la situation dans toutes ses inter-relations pour en saisir le point central. De là, il reste à évaluer les alternatives et à choisir ou développer celle qui se rapproche le plus des principes et des objectifs du marxisme, celle qui nous fait avancer d'un pas en avant et qui défend le mieux les véritables intérêts du peuple. Car finalement, une fois admis les bonnes intentions, le critère primordial pour juger de ses propres actions l'impact de ces actions sur la réalité, le critère de jugement le plus élevé étant le degré d'avancement pour le peuple.

Nous avons appris que l'objectif du communisme est la création de relations sociales qualitativement différentes basées sur le soin et le respect du peuple. La lutte pour la dignité humaine par la libération contient deux aspects inséparables: matériel et idéologique. Si le premier aspect est la précondition pour l'autre, on doit l'atteindre par des moyens consistents avec nos objectifs, i.e. sans la création de nouvelles classes privilégiées, et selon une ligne idéologique correcte (la politique au poste de commande).

Critique et autocritique

Cela nous amène à la principale leçon, la question de la critique et de l'auto-critique. Ce qui est important ici, ce n'est pas sa valeur évidente comme moyen de se garder du révisionnisme et d'un éventuel retour en arrière, mais la façon dont cela est pratiqué. D'abord, nous devons distinguer entre les erreurs de position et celles de jugement, entre les idées (l'objet de la critique) et la personne (l'objet de la rééducation par la critique des idées). Deuxièmement, ce n'est pas assez de critiquer une erreur en particulier. On doit aider l'autre personne à changer ses idées sinon les erreurs seront répétées. Ainsi, il nous faut assumer la responsabilité

d'une analyse en profondeur avant la critique. Troisièmement, la critique n'est ni un débat, ni un interrogatoire mais une méthode de soulever les questions qui permet à des gens de réfléchir sur leurs actions et paroles. Ils peuvent ainsi réaliser leurs erreurs, en tirer les principes justes, corriger les erreurs et, à la longue intégrer l'auto-critique dans leur personnalité même. Quatrièmement, les camarades doivent garder en tête que l'essence de la critique n'est pas le péché ou le châtiment mais l'erreur et l'éducation.

Ce qui est important, c'est de minimiser les erreurs, apprendre des expériences passées, aider à corriger la personne, augmenter son efficacité et sa capacité de servir le peuple pour ainsi faire avancer la révolution. Lors de la critique des personnes "à l'intérieur" du peuple (l'immense majorité des gens que nous côtoyons), l'accent doit être mis sur les aspects positifs de leurs actions, montrer l'erreur particulière tout en indiquant un principe qu'ils acceptent et demander la rectification au non de l'intégrité de ce principe. Finalement, une critique responsable est aussi une auto-critique. On doit d'abord se demander si la critique à faire à un autre ne s'applique pas à ses propres actions. Une critique responsable de ce type amènera les camarades à briser leur subjectivisme et à augmenter leur capacité d'apprendre.

En Chine, ce processus se reproduit sans cesse dans les sessions d'étude, campagnes de rectifications et séances de critiques auto-critique ainsi que sur une plus vaste échelle comme avec la révolution culturelle. Ce processus s'approfondit jusqu'à ce que chacun intériorise l'auto-critique mais demande aussi aux autres de le critiquer pour mieux servir le peuple.

Nous avons appris généralement que le jugement d'une société, d'une personne, d'un mouvement, ne doit pas être fait selon le critère bourgeois de "perfection". Selon le point de vue marxiste-léniniste, ce qui est nécessaire c'est l'analyse historique du développement et la clarification de la direction générale (le critère de base est historique (i.e. progrès ou rétrogression), bien qu'en fonction d'un idéal: le communisme).

Développer l'unité

Nous avons surtout appris que l'unité est une condition essentielle pour la révolution. Sans unité nous ne pouvons réussir. Sans une unité solide sur nos objectifs, les masses ne nous ferons pas confiance. Sans une unité de nos volontés, la bourgeoisie va trouver un moyen de nous corrompre. Développer l'unité, c'est unir les larges masses pour mieux isoler l'ennemi et l'abattre. C'est aussi développer l'unité de direction sur la base de l'unité de principe et d'analyse car une unité sans principe ne peut que servir la bourgeoisie. S'opposer à l'unité des forces en refusant le débat qui crée l'unité, refuser la critique et l'auto-critique qui permettent de développer l'entente et l'accord, c'est diviser pour que règne la bourgeoisie ou ses représentants dans le mouvement ouvrier. **Sans unité nous ne pouvons gagner, unis nous vaincrons.**

Mais en fait, qu'elle est finalement la principale leçon que nous avons appris de nos camarades chinois? Nous avons appris que si l'on s'éloigne des masses, si l'on ne développe pas nos relations avec les masses, nous perdrons vite confiance en elle et en leur capacité d'apprendre à faire la révolution, dans leur désir de changement; peu à peu, l'on devient incapable d'éviter le cynisme et le pessimisme, l'on ne se fie plus au peuple, l'on devient égocentrique et de serviteur du peuple, l'on devient leur ennemi. Seuls ceux qui s'intègrent au peuple sont des révolutionnaires; seuls ceux qui servent le peuple sont des révolutionnaires.

"Sourcil fier je défie mille doigts pointés sur moi
"Front baissé je me fais le buffle de l'enfant"

Lou Sin

Les Amitiés-Sino-Québécoises



Bibliographie sommaire

Les usines
Les communes
La vie quotidienne en Chine
Brochures reproduites par les amitiés Sino-québécoises avec la Librairie Progressiste.
Le déluge du matin, Han Suyin. Biographie de Mao Tsé Toung et histoire de la révolution chinoise jusqu'en 1949
Fanshen, W. Hinton. Période de la libération
La Chine en marche, E. Snow. Période de la construction du socialisme.
La révolution culturelle et organisation industrielle en Chine, C. Betelheim. Période la révolution culturelle.
De la Chine, M.A. Macciocchi. Révolution culturelle
La moitié du ciel, C. Broyelle. Les femmes en Chine.
De la contradiction, Mao Tsé Toung
Oeuvres choisies, Mao Tsé Toung

LA CHINE
une deuxième révolution culturelle ?

Qu'est-ce qui se passe en Chine? La presse bourgeoise parle d'une "deuxième révolution culturelle". En Chine, des manifestations de masse et des réunions de critique sont l'expression la plus évidente de la "lutte entre les deux lignes". Ces événements se développent très rapidement à l'heure actuelle dans tous le pays et dans toutes les sphères de la vie. Partout on reproduit les phrases célèbres de Mao Tsetoung "On a raison de se révolter". Encore une fois, peu après son 80ième anniversaire de naissance, le président Mao soulève le Parti Communiste Chinois et les masses du peuple chinois pour continuer la "révolution ininterrompue", pour "aller contre le courant et d'avancer malgré la tempête", même dans le contexte du socialisme.

Quel est le caractère de la lutte actuelle?

Il s'agit essentiellement de la continuation de la grande révolution culturelle prolétarienne, et non pas une "deuxième" révolution ou une "mini"-révolution comme certains journalistes l'ont suggéré. La lutte actuelle représente une accentuation de la lutte idéologique dans le domaine de la superstructure ainsi que la consolidation et l'approfondissement des victoires de la révolution culturelle dans toutes les sphères de la vie.

Déjà les documents produits en Chine cet été laissaient prévoir ce mouvement de critique et de révolutionarisation idéologique.

Lin Piao et Confucius

La cible de la campagne de critique actuelle est double. D'une part, il s'agit de viser une déviation récente qui vient tout juste de marquer la réalité politique chinoise. D'autre part, la critique tente de trouver la racine historique de cette tendance idéologique arronnée. Le premier aspect, c'est bien sûr l'influence persistante de Lin Piao sur la ligne politique du parti et sur son style de travail. Le deuxième aspect, représenté par Confucius,



Confucius, philosophe chinois et cible de l'actuelle révolution culturelle.

c'est l'idéologie esclavagiste et féodale qui a dominé la pensée et les conceptions des masses chinoises pendant plus de 20 siècles.

Quels sont les buts de cette campagne? On en dénote plusieurs. L'un des objectifs de première importance, c'est la consolidation et le développement de millions de jeunes révolutionnaires prolétariens qui devront bientôt prendre la relève à la direction de la révolution. La critique renouvelée de la ligne révisioniste de Liu Shaochi et de Lin Piao, particulièrement dans le système d'éducation, a pour but de relier les tendances actuelles erronnées avec l'influence idéologique du passé féodal en Chine.

Quels changements concrets peut-on percevoir? A ce moment-ci, il est encore difficile de préciser ces transformations, puisque la lutte se poursuit toujours. Toutefois, étant donné la tentative de fuite de Lin Piao vers l'Union Soviétique, il semble que la Chine adopte une position encore plus ferme envers le social-impérialisme soviétique.

Pourquoi faire le lien entre Lin Piao et Confucius?

Et pourquoi des millions de travailleurs et de paysans entreprennent-ils une campagne de critique et de manifestations contre deux personnages qui sont maintenant absents de la réalité chinoise? La réponse à ces questions nous amène au coeur même des leçons et des buts de la grande révolution culturelle prolétarienne chinoise. Ces leçons étaient ainsi résumées dans un texte de Pékin Information en octobre 1967:

"La dictature du prolétariat s'étend sur une longue période historique remplie de luttes aigues entre deux classes — le prolétariat et la bourgeoisie, et entre les deux voies — le socialisme et le capitalisme...

Il est possible que la prise du pouvoir par le prolétariat et le renversement des classes exploiteuses se fasse relativement rapidement. Mais cela prend beaucoup plus de temps pour éliminer les vieilles idées, la culture, les moeurs et les habitudes héritées des classes exploiteuses pendant des milliers d'années...

Le président Mao observait: "Inva-

riablement, les restants des vieilles idées reflétant le vieux système demeurent dans la tête des gens pour longtemps et ne disparaissent pas facilement." La bourgeoisie utilise ces détritus idéologiques pour corrompre les masses et la jeune génération, pour tenter de se gagner la confiance du peuple et pour combattre le prolétariat."

Fait à noter, ce même article de 1967 attaquait Confucius mais d'autre part était très élogieux envers Lin Piao. Que s'est-il passé en Chine depuis ce temps?

Le conflit éclata brièvement lors du IXième congrès du Parti Communiste en 1969. La ligne bourgeoise de Liu Shaochi avait été écrasée. A partir de ce moment, la discussion fut entreprise à savoir quelle voie prendre pour consolider les acquis de la révolution culturelle. Une des différentes positions en présence était d'affirmer que la lutte de classe se poursuivait encore et que la politique prolétarienne devait continuer d'exercer la direction dans toutes les sphères de la vie. Une autre position, celle de Lin Piao, affirmait que maintenant, la révolution culturelle est "terminée" et qu'il faut donc mettre la priorité sur la "production".

Cette position, défendue par Lin Piao et Chen Pota, fut énergiquement contestée par les dirigeants du PCC, pour lesquels la lutte de classe est un processus qui se poursuit sans arrêts pendant la période de construction du socialisme, et où la contradiction principale demeure la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat.

En fait, la position de Lin Piao était fondamentalement la même que celle de l'ex-président de la Chine populaire, Liu Shaochi, c'est-à-dire affirmer la primauté de la "production" sur la politique. La conception de base derrière cette ligne politique affirme que la contradiction principale dans un pays socialiste se situe entre d'une part le "système socialiste avancé" et d'autre part les "forces productives arriérés".

Essentiellement, Lin Piao voulait de cette façon de restaurer les idées mêmes que les masses chinoises avaient réussi à vaincre pendant 2 ans de révolution culturelle. Et c'est pour ces raisons que les chinois disent que la position de Lin Piao fut la même que celle de Liu Shaochi, une position ultra-droitiste. En ce qui concerne le caractère ultra-"gauchiste" en apparence de la ligne Lin Piao, voici comment un cadre du parti communiste a expliqué à un journaliste américain en quoi Lin Piao était un "droitiste":

"Le véritable caractère de Lin Piao était l'ultra-droitisme. Essentiellement, son objectif était de renverser la dictature du prolétariat. Ses méthodes étaient aussi particulièrement réactionnaires. Il tenta d'assassiner Mao Tsetoung, d'organiser un coup d'Etat armé et de vendre notre pays aux social-impérialistes soviétiques.

Toutefois, durant certaines périodes où il développait sa ligne ultra-droitiste, il tenta aussi d'utiliser une couverture ultra-"gauchiste" pour masquer ses positions. Alors même qu'il était le plus grand défenseur public du petit livre rouge et qu'il ne tarissait pas d'éloges pour tous ses camarades, il tentait en même temps de s'accaparer le pouvoir. C'est pourquoi nous considérons Lin Piao comme un "traître à double face" que nous devons dénoncer et critiquer à fond."

La question qui se pose alors est la suivante: Si Lin Piao était à ce point réactionnaire, comment est-ce possible qu'il ait accédé à des positions de direction dans le parti? Chou Enlai pour sa part affirma au 10ième congrès en août dernier que Lin Piao avait dans le passé manqué gravement à la ligne et à la discipline du parti, et que, plutôt que de corriger ses erreurs et de faire son auto-critique, il avait accentué ses défauts.

Le processus de critique de Lin Piao

"Sur ce côté, il y a eu un processus qui s'est développé et de plus, une auto-dénonciation en pratique", affirme Chou Enlai. "De notre part, nous avons réussi peu à peu à mieux le connaître."

Un autre cadre du PCC explique:

"Malgré les efforts prolongés de Mao Tsetoung pour le critiquer, Lin Piao a maintenu sa ligne ultra-droitiste en dépit de toutes les chances qui lui furent données de se réformer. Il était un obstiné, ce qui se réflétait dans son caractère de classe et son style de travail contre-révolutionnaire".

Les Chinois ont toujours maintenu la position selon laquelle les contradictions au sein du parti ne sont pas isolées du contexte et qu'elles reflétent les points de vue des différentes classes et la lutte qu'elles mènent dans la société. C'est pourquoi, il n'est pas suffisant de se débarasser d'un individu comme Lin Piao. Il s'agit là d'une ligne politique, qui dépassant un nombre restreint d'individus (les disciples de Lin Piao n'étaient pas bien nombreux), influence nuit idéologiquement à un nombre important de personnes, même si pour elles, la référence à Lin Piao n'est pas directe.

Ceci explique aussi que, malgré la mort de Lin Piao (mort dans l'écrasement de son avion alors qu'il fuyait vers l'Union Soviétique), les masses ont déclenché un mouvement de critique et de transformation "pour critiquer Lin Piao et rectifier le style de travail".

Un exemple de ce mouvement de critique de masse fut donné lors d'une visite dans une commune agricole



La cellule du Parti de Tatchai tient à éduquer les paysans dans la pensée maotsétoung. Voici Tchen Yong-Kouei et les membres de la commune populaire discutant dans les champs des enseignements qu'ils ont tirés de l'étude de la pensée philosophique du président Mao.

près de Changsha. L'on demanda alors à un jeune paysan membre du PCC comment la critique de Lin Piao et la rectification du style de travail était effectuée dans sa commune:

"Dans notre cellule, nous avons élevé le niveau de la lutte entre les deux lignes par la critique et l'auto-critique. Par exemple, le fait que Lin Piao était un carriériste. En le critiquant, nous avons réalisé qu'un petit nombre de personnes dans notre région avait rejoint le parti dans le but de "devenir des chefs" plutôt que pour servir le peuple.

Ces cadres s'étaient isolés des masses. Nous avons rectifié leur travail en les envoyant dans des équipes de production, afin qu'ils s'engagent dans un travail manuel, pour approfondir leurs relations avec les masses et pour être ré-éduqués par les masses elles-mêmes. De cette façon, les paysans pauvres et moyens-pauvres gardent la direction de la commune, le parti sera à leur service et sera contrôlé par eux, et le capitalisme ne sera pas restauré."

Les racines qui remontent à Confucius

Les idées d'utiliser ses aptitudes et son éducation dans le but de "devenir des chefs" ne sont pas tout simplement des idées carriéristes que seul Lin Piao aurait mis de l'avant. Les racines du problème sont beaucoup plus profondes, elles remontent aux conceptions élitistes des "lettrés" chinois du temps des mandarins, du temps de Confucius, il y a des centaines d'années.

Selon Confucius, "Ceux qui travaillent avec leur tête doivent diriger les autres, ceux qui travaillent avec leurs mains, être dirigés." Le PCC, sous la direction de Mao Tsetoung et des idées de la "voie du 7 mai", a combattu à mort ces conceptions. C'est pourquoi tous les cadres, tous ceux qui occupent des postes d'autorité, sont requis d'aller travailler périodiquement à la campagne au travail dans les champs, au contact des masses paysannes. C'est aussi pour la même raison que les jeunes sont envoyés à la campagne.

Cette méthode pour combattre le révisionisme et empêcher la restauration des idées capitalistes fut tion des idées capitalistes fut combattu par Lin Piao qui disait que les écoles rurales pour les cadres n'étaient qu'une "forme déguisée de chômage" et que l'envoi des jeunes à la campagne constituait une "forme déguisée de réforme par le travail forcé". C'était lé la position de Lin Piao, ce qu revenait aux mêmes vieilles idées de Liu Shaochi et des "production" au poste de commande.

"La critique de Lin Piao doit être reliée à la critique de Confucius", déclarait un cadre du Ministère des affaires extérieures. "Nous devons analyser la base de la ligne de Lin Piao et de Liu Shaochi, ce qui est en fait la base pour toutes les déviations opportunistes de droite depuis le début de la révolution chinoise. Nous devons déraciner ces idées de la tête des masses. La Chine est un vieux pays, avec des milliers d'années d'histoire de domination dans un système féodal et esclavagiste. La nouvelle Chine est encore très jeune, elle est encore marquée par son passé.

Nous avons vécu de profondes transformations depuis la libération, mais la lutte de classe et les vieilles idéologies persistent. Nous devons cmbattre cette influence dans tous les domaines, mais de façon accentuée dans le domaine de la superstructure, dans le système d'éducation, où la ligne révionniste était le plus consolidée.

C'est dans ce contexte par exemple que s'est déroulé la lutte d'une jeune écolière de 12 ans qui a osé critiquer son professeur qui n'acceptait pas sérieusement la critique de ses élèves. Le professeur suivait de cette façon les idées traditionnelles de la "dignité" du lettré et l'idée de "ne pas perdre la face".

L'action de l'étudiant s'inscrit dans le mouvement de critique socialiste. Même si cela cause beaucoup de problèmes, nous tentons de développer ce mouvement. Nous les encourageons parce qu'ils représentent notre avenir. C'est pourquoi la lettre de critique de cette jeune élève a été diffusée dans les grands journaux nationaux, pour que toute la Chine apprenne de cet exemple."

Que penser maintenant des écoles de cadres, de l'envoi des jeunes à la campagne et le fait de n'accepter dans le système collégial que les jeunes qui ont plusieurs années d'expérience de travail manuel?



La grande majorité des jeunes répond avec enthousiasme à l'idée d'aller travailler à la campagne

"Ces faits-là aussi constituent le mouvement de transformation socialiste", explique-t-il. "La grande majorité des jeunes répond avec enthousiasme à l'idée d'aller travailler à la campagne. Seule une petite minorité s'y oppose. Ceux-là sont encore sous l'influence des classes exploiteuses et ont peur de la vie dure et de la lutte.

Mais il faut connaître cela. C'est la vie des masses chinoises. Comment peuvent-ils devenir des cadres révolutionnaires s'ils ne sont pas trempés dans le feu de la lutte de classe et de la lutte contre la nature.

Regardez les dirigeants actuels de la Chine. La plupart d'entre eux ont 20, 30 ans d'expérience de luttes et de guerres. Comment devons-nous entraîner la relève, ceux qui sont nés depuis la libération et qui ont connu le scialisme dès leur naissance? C'est pour ces raisons que nous devons suivre la voie du 7 mai, pour former des millions de jeunes cadres prolétariens qui doivent faire leur preuve dans le feu de la révolution. Si nous ne faisons pas cela, cela conduirait à la restauration du capitalisme en Chine."

Pour revenir au lien existant entre Lin Piao et Confucius, les Chinois rappellent que les idées de Confucius sont réactionnaires maintenant, mais

que le personnage lui-même était un réactionnaire même en sont temps. Il vécut dans la période de transition du système esclavagiste au système féodaliste. Il s'opposait aux révoltes des esclaves et aux luttes des féodaux contre les esclavagistes. Il combattit pour "restaurer les rites", le code moral des esclavagistes et contre un code légal pour lequel luttaient les féodaux. C'est ainsi que le Quotidien du Peuple du 2 février citait un ouvrier parlant de la lutte actuelle contre Lin Piao:

"Confucius voulait restaurer les rites et Lin Piao voulait restaurer le capitalisme. Ils ne sont que deux aspects d'une même chose..."

Carl Davidson,
The Guardian, 27 février

Notes bibliographiques

Pour comprendre plus en détail la lutte idéologique contre Lin Piao-Confucius, nous suggérons aux lecteurs intéressés de consulter la revue PEKIN INFORMATION, une revue d'information et d'analyse politique publiée en Chine et qui reprend la plupart des articles importants parus dans la presse chinoise. En particulier, nous suggérons la lecture des textes suivants:

"Le groupe antiparti de Lin Piao, ennemi juré de la lutte des classes", un texte qui fait ressortir les principaux épisodes de la lutte contre Lin Piao dans le Parti Communiste Chinois. Pékin Information, 31 décembre '73.

"La philosophie de l'"inversion de l'ordre" et la restauration du capitalisme", une critique de l'idéalisme bourgeois de Lin Piao et un rappel sur la théorie marxiste-léniniste de la connaissance. Pékin Information, 28 janvier '74.

"Lin Piao, disciple à tous crins de Confucius", un des premiers textes chinois qui mettait en relation la critique contre Lin Piao et l'analyse de Confucius, principal philosophe chinois traditionnel. On y décrit aussi les efforts de groupes d'étude d'ouvriers et de paysans chinois pour critiquer le féodalisme et l'idéalisme passé et présent.

"Critique de se modérer et en revenir aux rites". Ce mot d'ordre de Lin Piao, "se modérer et revenir aux rites" exprime pour les chinois l'essence du révisionnisme, la conception bourgeoise du monde qui nie la lutte des classes. Le texte tente de situer la critique de Lin Piao dans la continuité de la révolution culturelle de 1966-68. Pékin Information, 4 mars '74.

"Persévérer dans la révolution et s'opposer au retour au passé", quelques textes d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels chinois sur les effets pratiques des conceptions linpiaoistes dans leur vie quotidienne. Pékin Information, 25 mars '74.

"La règle confucéenne "se tenir dans le juste milieu", philosophie d'opposition à la transformation de la société". Un philosophe chinois analyse la philosophie métaphysique de Confucius, la situe par rapport à la lutte des classes en Chine durant l'époque de Confucius, et fait le lien avec les idées de Lin Piao sur la Chine moderne. Pékin Information, 15 avril '74.

La revue PEKIN INFORMATION (numéros courants et déjà parus) est disponible à la Librairie progressiste.

Pourquoi il n'y a pas d'inflation en Chine ?

Contrairement aux pays capitalistes où, avec encore plus d'importance dans la phase impérialiste, l'économie détermine les attitudes politiques et le rôle de l'etat, en Chine la politique économique ne fait que servir la ligne politique générale. Fondamemtalement, l'économie y est conçue en fonction des besoins du peuple, le développement économique y est basé sur l'améliorations des conditions de vie des différentes couches populaires. Or, cette planification ne peut réaliser les objectifs fixés que si elle se développe toujours en suivant des règles strictes **d'équilibre**: équilibre d'abord qui assure le développement harmonieux et complémentaire de l'industrie lourde, légère, et de l'agriculture; équilibre aussi pour favoriser le développement plus égal des différentes régions; équilibre ensuite pour maintenir le rhythme entre l'affluence des biens de consommation et l'augmentation du puvoir d'achat de la communauté; finalement équilibre nécessaire pour conjuguer les dépenses de l'Etat stimulant le développement de la production par rapport à ses recettes.

En bref, disons que les chinois mettent en place une socialisation des rapports de production qui se juxtapose à la socialisation des forces productives contrairement au capitalisme où, comme le soulignait Lénine, les forces productives sont socialisées du fait de la production sur une large échelle, alors que l'appropriation des richesses (rapports de production) s'y fait de façon privée et non pas sociale. Là où on retrouve un équilibre en économie socialiste nous ne retrouvons que déséquilibre en économie capitaliste: développement inégal entre les différents secteurs de production selon que le "profit" est plus attirant dans une branche ou

l'autre (ce qui aboutit, par exemple, présentement à la pénurie des matériaux de base); développement inégal entre région ou entre pays (tant sur le plan national-ex. la Gaspésie par rapport à d'autres régions du Québec, le Québec par rapport à l'Ontario- qu'international dans le rapport entre l'impérialisme et les "pays en voie de sous-développement"); le rythme déséquilibré du développement même de l'économie capitaliste par les cycles économiques qui font apparaître régulièrement et se chevaucher récessions et reprises économiques au gré de l'apparition de surcapacités de production.

C'est clair, l'appropriation privée des richesses en régime capitaliste par sa dynamique même commande le déséquilibre alors que la recherche de l'équilibre de l'économie socialiste traduit une planification en fonction de la satisfaction croissante des besoins de l'immense majorité du peuple: l'économie au service de la ligne politique. Dans un cas l'inflation sera "stimulée" alors que dans l'autre, ce sont des conditions contraires à son apparition qui sont mises en place. Voyons plus concrètement comment s'expriment ces conditions en Chine.



Partout à travers la Chine, les unités de l'Armée populaire de Libération travaillent avec le peuple aux tâches de production.

Une planification centralisée

Il n'y a pas d'impôt sur le revenu individuel en Chine. Les revenus de l'Etat prolétarien sont plutôt tirés d'une part des bénéfices et de l'impôt de l'industrie d'Etat (contrôlée par les forces populaires), d'autre part des communes qui sont responsables de l'impôt agricole et, finalement, d'un impôt aux entreprises commerciales (entreprises de distribution des produits) calculé sur leur chiffres d'affaires. Avec la part grandissante que tend à prendre l'industrie d'Etat, la proportion de sa contribution croît également.

De façon générale, on peut dire que la planification centralisée prévoit un léger surplus des revenus par rapport aux dépenses, ce qui permet de parer aux imprévus comme les catastrophes naturelles. Cette planification se base donc sur la production réelle de l'industrie et de l'agriculture. En cas de catastrophe naturelle de grande envergure, on ne fait jamais fonctionner la planche à billet pour éviter un déficit: un appel spécial est lancé au peuple afin d'augmenter la production et de faire des économies. Là-bas, il n'y a aucune mystification sur le processus de création de la valeur et de développement de l'industrie comme seuls nos économistes bourgeois savent en inventer: c'est au sein de la production que se crée la valeur et ce sera donc par un contrôle populaire basé sur les capacités réedlles de production que se régularise la "santé économique" du pays, et non pas à partir de pseudo-politiques monétaires.

La planification des revenus de l'Etat chinois se fait donc en liaison directe avec le processus de production tel que développé et contrôlé par le peuple. Nous verrons que ses dépenses sont aussi fondamentalement au service de sa ligne politique globale. C'est ainsi que l'augmentation de la production n'est pas faite au hasard et pour le plaisir de la chose ni selon un "culte de la production" mais bien, en accord avec les principes de la révolution culturelle, pour rapprocher les conditions socio-économiques de la campagne de celles des villes: une élévation du niveau de vie dans les campagnes mais aussi un développement marqué dans l'organisation communiste du travail, en particulier par la collectivisation de l'agriculture.

"Le plan économique fixe la quote-part de chaque commune en produits de base que l'Etat achètera à prix fixe. Au-delà de la quantité fixée, les surplus de céréales peuvent être vendues à l'Etat à des prix supérieures de 20 à 30% à ce prix fixe. Comme la quote-part reste inchangée pendant une période de cinq ans, tout accroissement de la production peut amener un revenu supplémentaire substantiel dans les caisses des brigades et des équipes de production"(2)

"La production paysanne a grandement bénéficié d'une politique soutenue, qui vise à réduire l'écart entre les prix payés aux communes pour les denrées agricoles et ceux imposés pour la vente des produits industriels dans les zones rurales. Le plus récent abaissement du prix des produits industriels a eu lieu en deux étapes en janvier et en juillet 1971. Les prix des tracteurs et des moteurs diésel, de l'essence et des lubrifiants ont été réduits de 20% ; ceux des engrais, des insecticides, des revêtements plastiques et des canalisations de 16%". Dans le même temps, on augmentait les sommes versées aux communes pour leurs produits: au total une augmentation de 25%. Notons que l'augmentation fréquente depuis 1949 du prix d'achat des céréales par l'Etat n'a absolument pas modifié leur prix de vente à la consommation. Comme le note Joan Robinson dans son livre "Economic Management-China": "Quand on a augmenté le prix du blé à l'achat pour encourager la production pendant les mauvaises années, le prix de vente au détail est resté inchangé. Cela a permis d'éviter le cercle vicieux de l'inflation qui est inévitable lorsque les prix des denrées alimentaires augmentent, nécessitant une hausse des salaires dans les villes, qui accroît à son tour la demande monétaire en produits alimentaires, et ainsi de suite".

La planification centralisée est donc essentielle pour assurer que le développement économique se situe dans la voie tracée par la ligne politique. Le rôle de "régulateur" qui revient à l'Etat permet d'assurer l'équilibre et le contrôle des différents facteurs économiques: par là l'inflation et autres "plaies" sont évitées.

Cependant nous retrouvons un autre volet qui se greffe à la planification

centralisée: **l'indépendance locale**. En effet, le rôle de "régulateur" s'il est nécessaire, n'implique pas une monopolisation complète des initiatives. Conformément au désir de déjouer les pièges de la bureaucratie et à la volonté de construire le socialisme en comptant sur les forces vices et l'engagement politique du peuple chinois, il existe, au niveau des cantons et au niveau encore plus restreint des communes une marge de manoeuvre très large.

L'indépendance locale

"Les effets cumulatifs des diverses mesures destinées à bénéficier aux régions rurales ont manifestement joué un rôle important dans le développement rapide de l'agriculture chinoise. Ils ont aussi fortement augmenté les réserves financières des communes ainsi que les avoirs des paysans. Selon le département du budget, les réserves des communes en 1971 avaient doublé par rapport à 1965 et les économies personnelles des membres de la commune avaient augmenté de 30% la même période.

Agissant selon le principe de l'indépendance locale, mais opérant dans le cadre d'une planification centralisée, le canton (niveau immédiatement supérieur aux communes populaires) développe de petites et moyenns industries qui accroissent régulièrement ses réserves monétaires".

Le canton garde 5% de l'impôt agricole collecté auprès des communes (notons que l'impôt agricole a diminué au cour des ans et que quand la saison est mauvaise, il disparaît tout simplement). "Avec ces fonds, augmentés d'une partie des bénéfices réalisés par son secteur commercial, le canton est en mesure dinvestir dans de nouvelles industries, de développer les programmes de grandes réalisations telles que les aménagements hydrauliques, de fournir des services sociaux ou de contribuer aux coûts de ceux qui sont assurés par les communes, enfin de couvrir ses propres frais administratifs...De la même façon, les communes disposent de fonds d'investissement appréciables."

Les zones où vivent les minorités ont un plus grand contrôle sur leur propre budget que les provinces à population purement han (majorité nationale). Les dépenses annuelles prévues dans le plan économique national pour ces régions dépassent largement les recettes escomptées - à l'inverse de ce qui est pratiqué pour les provinces plus riches."

En regardant de plus près ce que voulaient dire concrètement les principes de planification centralisée et d'indépendance locale, nous avons pu distinguer de quelle façon s'y prennent les chinois pour organiser l'augmentation de la production. Penchons nous maintenant sur les conditions de vies et les résultats politiques ainsi obtenus par cette augmentation de la production. En fait, après avoir vu comment la planification socialiste de l'économie diffère de l'anarchie capitaliste créatrice d'inflation, nous pourrons évaluer les résultats du point de vue de l'amélioration réelle des conditions de vie du peuple chinois.

Augmentation de la production, baisse des prix et hausse du pouvoir d'achat

"Les prix des principaux articles, et notamment de la plupart des articles ménacers courants, sont fixés par la direction centrale, avec des différences margilanes dépendant de la qualité et avec de petites variations régionales (que l'on élimine progressivement) reflétant les coût de transport. Les prix de quelques articles secondaires (industrie légère) - serviettes, sandales, chaussures de cuir, batteries de cuisine- sont fixés au niveau de la province et de la région administrative qui les produisent et les consomment."

"Outre les ajustements de prix, déjà mentionnés, au bénéfice des paysans, des réductions de prix d'une grande variété d'articles achetés à la fois par les gens des villes et ceux des campagnes ont été introduites avec l'accroissement de la productivité. Ainsi la diminution des prix des médicaments les plus courants en Août '69 a fait baisser leur prix moyen de 37% (soit 80% par rapport à 1950).

En 1972, le pouvoir d'achat effectif de la population rurale et urbaine s'est élevé de 10%, ce qui s'est traduit par un accroissement des sommes épargnées ainsi que des achats. Cette année-là, les ventes au détail des marchandises en fibre synthétique ont augmenté de 30%, celles de bouteilles thermos, de poêles en aluminium et d'autres ustensiles ménagers ont augmenté de 10 à 20% dans l'ensemble du pays, et on notait une augmentation sensible des achats des articles les plus onéreux tels que radios, soiries, montres et bicyclettes."

Cette diminution des prix et cette augmentation réelle du pouvoir d'achat sont évidemment tout à fait à l'opposé de l'inflation que nous connaissons ici. **Là-bas il n'y a pas de gaspillage**: on produit en vue de l'usage et non pour le profit. Ainsi, "le supermarché chinois bénéficie du fait qu'il n'a ni emballage, ni articles de luxe difficiles à écouler, ni publicité, ni essayages, peu de reprises, pas de vol à l'étalage. Les usines chinoises produisant des biens de consommation courante se donnent du mal pour découvrir les goûts et les besoins de leurs clients." Souvent des ouvriers de l'usine en question partent à travers le pays pour recueillir les recommandations et opinions des consommateurs sur les produits de l'usine: à leur retour ils font leur rapport à leurs camarades de travail et on apporte des modifications à la production selon la décision commune. Soulignons aussi que l'on met beaucoup l'accent sur la réparation pour éviter au maximum le gaspillage.

Nous conclurons avec un exemple très éloquent de cet équilibre chinois toujours orienté politiquement à l'avantage du peuple et qui concerne les augmentations de salaires des ouvriers de la production qui a eu cours en 1971:

C'est au mois d'août '71 que la décision d'augmenter les salaires avait été fixée. Le temps que la décision entre en application dans les usines, plusieurs mois avaient passé. Les travailleurs reçurent alors un montant rétroactif de salaires considérable (dans certaines usines, jusqu'à 30% des ouvriers bénéficiaient de cette mesure, c'est-à-dire ceux qui faisaient partie des 3 grades inférieurs de salaire). Une telle augmentation soudaine du pouvoir d'achat aurait facilement pu créer une ruée sur les articles de consommation et susciter une montée inflationniste. Cependant, la production avait été prévue en conséquence en augmentant le volume des biens de consommation produits. De fait, les augmentations du pouvoir d'achat en Chine sont réelles.

(1) — Soulignons notamment, parmi les faiblesses de ce texte, l'absence de clarification sur le rapport dialectique qui règne entre la planification faite par l'Etat et le contrôle que le peuple exerce sur l'Etat c'est-à-dire, plus précisément, comment le principe de "ligne de masse" fonctionne au niveau économique; notons aussi que ce texte n'aborde pas (ou trop peu) l'organisation de la production dans les villes et dans l'industrie de transformation.

(2) — A moins d'indication contraire, tous les passages du texte encadrés par des guillemets (") signifient qu'il s'agit là d'un extrait littéral de l'article de Roland Berger intitulé "La politique financière de la Chine", paru dans le Monde Diplomatique d'Août 1973.

numéros précédents encore disponibles

Vol. 2, no..1
Pourquoi une revue militante—La formation: une nécessité de tout travail militant—Bilan d'un travail d'organisation politique en usine—Inventaires d'enquêtes politiques en milieu de travail.

Vol.2, no. 3
Les fonds de pension—Le quatrième congrès du P.Q.—Panama

Vol.2 no.4
La lutte sur les frais de scolarité à l'UQAM—La génération révoltée—L'assassinat d'Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique—Une évaluation du travail idéologique.

Vol.2 no.5—Spécial sur la propagande
Lénine: A propos d'une profession de foi—De la propagande— La propagande: rôle, tâches et limites —Le rôle de la propagande dans la construction du parti révolutionnaire.

Vol.3, no. 2
La lutte des femmes dans une usine de carton à Montréal—Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes—L'organisation et la lutte à Firestone—Chili 1973 (1ère partie)

Vol.3, no.3
La Steel après la lutte—Grève à Shell aux USA sur la santé et la sécurité—Résumé de "Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec"—La question nationale et nos pratiques dans la classe ouvrière—Le Xème congrès du PCC—Chili 1973 (2ème partie)—Le Service Social...instrument d'une classe.

Vol.3 no.4
La lutte et l'organisation dans les garderies populaires—La femme et la lutte des classes—La surveillance policière des militants progressistes —La lutte à LIP en France—le Mouvement ouvrier américain (première partie).

Vol.3 no.5
Enquête avec des militants d'une entreprise de transport public—L'ENQU6ETE 2CONOMIQUE: un coup d'oeil sur Domtar—Quelques notes sur le Centre d'information et de recherche sur le Québec—A propos du film "On a raison de se révolter"—Le mouvement révolutionnaire en Espagne—Le mouvement ouvrier américain: les nouvelles formes de lutte et d'organisation.

Vol.3 no.6
L'histoire du Premier mai—Assemblée d'évaluation de Mobilisation—Bilan du noyau Service Social—Enquête avec des militants de l'ADDS Centre-Sud—Mobiliser et unir les forces pour vaincre l'impérialisme—L'organisation de la révolution

Vol.3 no. 7
Thetford: l'organisation des mineurs—Asbestos 1949: l'histoire d'une grève—Les mines au Québec—Les mineurs en Bolivie—La grève générale de Winnipeg—A propos de la ligne de masse

Dans les prochains numéros

Bilan d'une lutte de syndicalisation dans une petite entreprise de Montréal
-Bilan du CAP St-Michel
-L'organisation de la lutte en Angola
-La sòcial-démocratie: perspectives historiques et théoriques
-L'action municipale à Montréal
-Le gouvernement NPD en Colombie Britannique
-Les journaux de Shop
-Bilan des interventions militantes sur le plan idéologiques
-Les luttes dans l'école
-Le FLQ
-Lénine et l'organisation
-L'URSS et le révisionisme dans le monde
-Perspective historique du Parti Communiste au Canada

LES DOSSIERS mobilisation

(paru)

NO.1 LES CONTRADICTIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES AU CANADA ET AU QUEBEC
— par Jean Grenier

NO.2 APRRENDRE A VAINCRE
— du coup d'état militaire à la résistance populaire au Chili.

NO.3 LES COMITES DE TRAVAILLEURS
— dépasser l'état actuel des choses

(à paraître]

NO.4 L'IMPERIALISME
—cahier de formation par le C.R.I.Q.

NO.5 LES TRAVAILLEURS QUEBECOIS ET LA QUESTION NATIONALE
— par Bernard Normand et Victor Lapalme

formule d'abonnement

☐ $5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros
☐ $.......pour ....abonnements collectifs à 10 numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]
☐ $.......pour les numéros précédents suivants...........................
☐ $0.50 pour les DOSSIERS suivants..................................
☐ $10.00 pour..............abonnements de soutien
☐ $10.00 pour ....abonnements pour l'étranger par avion

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Nom.................................
Adresse.............................
....

SOUTIEN AU PEUPLE IRLANDAIS

Depuis les dernières élections en Grande Bretagne, le peuple irlandais subit encore plus durement la répression exercée contre lui par le gouvernement "socialiste" de Harold Wilson, qui a récemment augmenté les troupes d'occupation à plus de 20,000 hommes (sans compter les forces de polices locales).

Depuis longtemps, le peuple irlandais lutte pour l'indépendance et le socialisme contre l'impérialisme britannique et ses agents locaux. Pour diviser le peuple et l'affaiblir, la bourgeoisie anglaise, soutenue dans ce projet par l'impérialisme américain, tente de faire croire au monde qu'il s'agit là d'une guerre "de religions", entre protestants et catholiques. Cette politique de division a réussi jusqu'à date à empêcher les irlandais de libérer leur pays du nord au sud.

Mais leur tradition de lutte est longue. Déjà en 1916, le peuple irlandais, sous la direction du grand leader socialiste *James Connoly*, se soulevait pour combattre pendant plusieurs années avec les armes les occupants britanniques. Depuis ce temps, une longue lutte politique et militaire s'est déroulée presque sans interruptions. A la fin des années '60, ces luttes se transformèrent en tempête révolutionnaire, permettant au peuple de constituer de véritables zones libérées dans les grandes villes de Belfast et de Londonderry. Le mouvement républicain *Sinn Fein* et son bras armé, l'*Irish Republican Army* [*I.R.A.*] doivent combattre les armes à la main pour mobiliser et organiser le peuple dans les quartiers ouvriers constamment attaqués par l'armée britannique et les bandes fascistes.

Depuis les dernières années, le gouvernement britannique a emprisonné des centaines de prisonniers politiques qui sont soumis à l'isolement et à la torture dans les prisons de sa majesté. Ces prisonniers politiques sont condamnés à de lourdes peines de prison pour "terrorisme" alors que leur seul défaut a été de défendre le peuple irlandais contre l'agression britannique.

Le mouvement républicain irlandais a lancé récemment un appel aux travailleurs et aux peuples du monde entier pour qu'ils les soutiennent dans leur lutte. Ils ont pour ce but créer un *FONDS DE LUTTE*, pour accumuler l'argent nécessaire à la poursuite de leur travail d'organisation et de propagande.



Nous invitons donc nos lecteurs à souscrire à ce fonds en envoyant vos fonds à:

International Affairs Bureau,
Irish Republican Movement,
30 Gardiner Place, Dublin 1, Irlande.